

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LÉGISLATION PROTECTRICE
DES
DESSINS ET MODÈLES

(Loi du 14 Juillet 1909)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Décembre 1909, à 2 heures

PAR

MAURICE MARQUIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LYON-CAEN, professeur

*Suffragants : { MM. THALLER, professeur
 SOUCHON, professeur*

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LA
LÉGISLATION PROTECTRICE
DES
DESSINS ET MODÈLES

(Loi du 14 Juillet 1909)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Décembre 1909, à 2 heures

PAR

MAURICE MARQUIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LYON-CAEN, professeur

*Suffragants : { MM. THALLER, professeur
SOUCHON, professeur*

PARIS (3^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Après s'en être désintéressé pendant près d'un siècle, c'est la deuxième fois, en moins de dix ans, que le Parlement légifère sur la protection des dessins et modèles. Sa première intervention date du 11 mars 1902, la seconde toute récente du 14 juillet 1909. A vrai dire, nous n'osions espérer que le législateur, toujours si peu empressé dans l'élaboration des lois d'affaires, corrigerait si tôt les vices de sa réforme de 1902 et nous pensions borner notre étude à la discussion du projet de loi qui venait de faire l'objet d'un important rapport à la Chambre des Députés. Le vote définitif de ce projet, enrichit notre travail d'un caractère d'actualité que l'on jugera peut-être bien téméraire pour de trop jeunes forces. Notre excuse est que nous ne le cherchions pas. Nous avons modestement médité sur un simple projet et c'est le commentaire d'une loi que les circonstances nous obligent à présenter. Puissions-nous ne pas être indigne de l'heureuse fortune qui nous a servi !

La législation des dessins et modèles se rattache à une législation plus vaste qui gouverne tout ce qu'il est convenu d'appeler « propriété intellectuelle » et on a soutenu qu'à l'égard des lois fondamentales qui

régissent cette propriété, à savoir la loi des 19-24 juillet 1793 sur la propriété artistique et littéraire et celle du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, la législation des dessins et modèles revêtait un caractère simplement accessoire, complémentaire.

A n'envisager que sa formation historique, il semble que cette thèse ne soit pas très éloignée de la vérité. C'est, en effet, durant l'application simultanée des lois de 1793 et de 1791 qu'a remplacée celle de 1844, qu'on sentit le besoin, entre la protection des œuvres d'art et celle des inventions nouvelles, d'une législation intermédiaire protectrice des dessins de fabrique que les idées de l'époque, influencées encore par la tradition, répugnaient à assimiler aux dessins artistiques. La loi du 18 mars 1806 intervint et on verra combien l'a modifiée et élargie une jurisprudence audacieuse. S'appliquant originairement aux dessins de tissus de la Ville de Lyon, elle est étendue, dans son dernier état, à tous les dessins de toutes les industries de toutes les villes, voire même aux « modèles » de fabrique que le texte ne mentionne même pas.

Cette extension bienfaisante, mais imprévue, contenait en elle le germe de difficultés insolubles. Tant que la législation fut seulement applicable aux tissus lyonnais, on était fixé, même en l'absence de toute définition, sur l'objet de la protection. Mais dès qu'une pensée généreuse voulut y englober tous les

dessins et modèles, on dut songer à déterminer les caractères de l'objet protégé et ce n'était pas chose facile. Le juge devait se garder de deux confusions, celles du dessin de fabrique avec le dessin artistique d'une part, avec l'invention nouvelle et brevetable d'autre part. C'est que, par sa forme extérieure et par son application à l'industrie, le dessin de fabrique se rapproche de l'un et de l'autre.

Grâce aux indications précises de la loi du 5 juillet 1844, la Jurisprudence parvint aisément à dégager les créations susceptibles d'être brevetées de celles garanties par la loi de 1806. Mais le laconisme des textes ne facilitait pas pareillement la délimitation des domaines d'application respectifs des lois de 1793 et de 1806.

En présence de cette législation double, oublieuse des définitions, les interprètes se crurent autorisés à en corriger les vices. Ils furent naturellement portés à classer ces œuvres délinéatoires en deux groupes, celui des dessins artistiques, relevant de la loi de 1793, celui des dessins industriels, soumis à la loi de 1806. Sur quel critérium baser cette distinction, en apparence rationnelle ? Quels caractère devront présenter les dessins pour être rattachés à l'une ou l'autre catégorie et bénéficier de la protection afférente ?

Les juristes s'évertuèrent à tracer au moyen de raisonnements souvent ingénieux, cette ligne de

démarcation. L'établir, d'après l'appréciation, faite par le juge, du mérite plus ou moins artistique de l'œuvre nouvelle ou rechercher le but, désintéressé ou lucratif poursuivi par le « créateur », et qualifier celui-ci, suivant le cas, « d'artiste » ou « marchand », ce ne sont pas là les seuls formules de distinction qu'une trop prolifique doctrine offrit à la Jurisprudence. On s'inquiétait souvent de la destination de l'œuvre et si elle était industrielle, on appliquait à l'œuvre ainsi utilisée, quel que fut son caractère artistique, la réglementation des dessins de fabrique. Sur l'impulsion de cette théorie, la Jurisprudence exigea l'application exclusive de la loi de 1806 aux affiches illustrées, même les plus artistiques, comme si le fait de l'affichage, la présence du nom d'un établissement industriel, quelques lignes de réclame commerciale, faisaient perdre à l'œuvre le caractère artistique, seul exigé par la loi de 1793. L'auteur se trouvait déchu des droits qu'il tient de la loi sur la propriété littéraire et artistique parce qu'il avait doté son œuvre d'une application utile, qui, en l'incorporant à l'industrie, lui enlevait, toute vie propre, indépendante. Il est pourtant d'une manifeste évidence que les affiches, malgré leur affectation commerciale n'en conservent pas moins leur valeur artistique, digne de protection, à preuve qu'on en fait des tirages à part avant la lettre, que des amateurs les apprécient, les collectionnent, les acquièrent à des prix parfois très

élevés, qu'on les réunit même dans des expositions d'art ! (1).

Certains auteurs (2) avaient adopté une distinction encore plus surperficielle. S'attachant uniquement au mode de fabrication, ils appelaient œuvre d'art, l'œuvre produite par un travail à la main, œuvre industrielle, celle fabriquée mécaniquement. Un seul exemple suffit à démontrer l'inconsistance de ce raisonnement. Les dentelles sont considérées unanimement, avec raison, comme des dessins de fabrique ; elles sont pourtant faites à la main. De même on ne saurait douter que les statues soient des œuvres d'art ; et cependant ne sont-elles pas reproduites par un procédé mécanique, le moulage.

Un système plus critiquable, qu'un seul arrêt a consacré, consiste à déterminer le caractère de l'œuvre d'après la qualité de son auteur. S'agit-il d'un fabricant ? Son œuvre est un dessin de fabrique. S'agit-il au contraire d'un non-fabricant, dont l'œuvre n'aurait aucun caractère artistique ou même serait destiné à l'industrie ? Son œuvre est soumise à la protection de la propriété artistique. Une seule observation démolit ce système de M. Couhin ; c'est

(1) Pataille, 94-49. Une note de M. Maillard, critiquant un arrêt de la Cour de Paris.

(2) Ruben de Couderc, *Dess. de fab.* p. 30.

qu'avec lui le fabricant perd le droit qu'a tout homme d'être un artiste (1).

On comprend qu'en face d'une distinction aussi difficile à établir, les tribunaux furent indécis. Leurs hésitations du siècle dernier sont l'exact reflet du flottement des conceptions. Sous les impulsions diverses et contradictoires de la Doctrine, la Jurisprudence, suivant l'heure, accorde ou refuse la protection et enfante des arrêts qui déconcertent l'industriel et « attristent » le jurisconsulte.

A la vérité, si l'on ne parvint pas à découvrir le critérium sauveur, c'est que rêver d'une distinction entre l'art et l'industrie, surtout à une époque où ces deux activités combinent si volontiers leurs forces, où l'artiste ne dédaigne pas de collaborer avec le marchand, c'était pure chimère ! Ces deux domaines du progrès humain se pénètrent trop pour qu'on réussisse à les séparer.

« Dans l'impossibilité où l'on est, où l'on sera toujours de préciser le caractère de l'art et ses limites, il est sage de le reconnaître dans tout effort créateur qui a pour but, non de réaliser un avantage dans le domaine utile de l'humanité, mais d'ajouter quelque chose, si peu que ce soit à son domaine agréable en vue de l'embellir, jusque dans ses plus humbles manifestations (2) ».

Y a-t-il une définition de l'art ? Où commence-t-il ?

(1) Pouillet. *Dessin de fab.* p. 61, note 1.

(2) Pouillet. *Dess. et mod.* Avertissement pour la 3^e édition.

Où finit-il ? « Même parmi les artistes reconnus, avérés, dans tous les pays et dans tous les siècles, n'y a-t-il pas des écoles qui, partant de principes opposés, envisagent l'art et conçoivent le beau d'une façon diamétralement différente ? Est-ce que le beau est absolu ? Ne varie-t-il pas selon la nature, les caractères, les milieux et les mœurs des pays ou des individus ? Qui rêvera jamais d'établir une ligne de démarcation, nette et définie, entre le beau et ce qui ne l'est pas, ou, ce qui revient au même, entre ce qui est l'art et ce qui ne l'est pas ? L'art, il faut le dire, n'a pas de limite ; il n'a ni commencement ni fin ; il n'est que l'expression de la création conçue par l'esprit humain. Dès qu'il y a création de l'esprit, l'art se manifeste. La forme sera plus ou moins châtiée, la manifestation plus ou moins grandiose, l'œuvre sera plus ou moins éphémère ; l'art n'en persistera pas moins. Le vulgaire, accoutumé à ne juger de l'art que par ses manifestations les plus éclatantes, ne voudra pas le reconnaître dans une manifestation à peine ébauchée et, pour ainsi dire embryonnaire ; mais le philosophe et par conséquent, le législateur, remontant de l'effet à la cause, confondra dans une même vue toutes ces manifestations, et, certain qu'elles procèdent toutes de la même origine, il ne distinguera pas entre elles ; il leur appliquera la même loi (1) ».

(1) Pouillet. *Dess. de fab.* Introduction à la deuxième édition.

A la suite de l'incohérence jurisprudentielle, provoquée par la distinction impossible qu'on avait tentée, la plupart des auteurs se rallient à cette conception. C'est, désormais, dans l'unification de la législation qu'apparaît la possibilité d'une protection efficace de toutes les créations nouvelles par la forme, englobant à la fois dessins et sculptures artistiques, dessins et modèles industriels.

C'est cette opinion que semble réaliser en partie la loi du 11 mars 1902 qui assimile purement et simplement aux œuvres d'art, les sculptures et dessins d'ornement. Certains auteurs, trop optimistes, y ont découvert l'unification immédiate, définitive et se sont évertués à démontrer l'abrogation tacite de la loi de 1806, qui les gênait. — L'application que les tribunaux réservaient à la loi de 1902 devait calmer leur enthousiasme. Non seulement l'abrogation de la loi de 1806 ne fut point admise par la Jurisprudence et la majorité de la Doctrine, mais cette loi reçut encore les préférences et des industriels qui déposaient volontiers leurs créations sous ses auspices et des tribunaux qui, entraînés par l'habitude l'appliquaient à des œuvres, qui, par l'effet de la réforme de 1902, bénéficiaient maintenant des dispositions protectrices de la loi sur la propriété littéraire et artistique.

Sans insister ici sur les difficultés d'application que souleva la loi de 1902, on conçoit qu'elle n'avait rien changé aux problèmes nés de la dualité de législation.

Ces problèmes engendrés jadis par la coexistence des lois de 1793 et de 1806 réapparaissaient, sans doute réduits, mais aussi vivaces, avec celle des lois de 1902 et 1806. Quel était le critérium de distinction ? Quelles œuvres restaient soumises à la loi de 1806 ? Différents systèmes, auxquels nous consacrerons toute la place qu'ils méritent, s'efforcèrent d'y répondre. Cependant les hésitations des tribunaux, l'incertitude de la protection, rendirent nécessaire une nouvelle intervention du législateur.

Ce n'est pas encore à l'unification, à l'assimilation totale du dessin de fabrique au dessin artistique que la loi du 14 juillet 1909 s'est ralliée. Le caractère transactionnel avoué de la réforme ne pouvait s'accommoder d'un tel radicalisme ! Le système mixte qu'elle a institué, ménageant tous les intérêts, se borne consciencieusement à corriger, un par un, les défauts de la législation précédente, améliorant la loi de 1806 sans en détruire le principe, laissant subsister la coexistence des lois. Que doit-on attendre de cette réforme ? Sans vouloir présager des résultats pratiques, constatons seulement, qu'au point de vue purement doctrinal, il ne semble pas que le législateur ait fait un grand progrès puisqu'il n'a pas poursuivi dans la voie de l'unité de législation qu'il avait ouverte en 1902. Peut-être même, en facilitant l'application simultanée de deux protections, a-t-il rendu plus viable et perpétué le système de dualité de législation, qu'une

expérience décevante de plus d'un siècle commandait de condamner définitivement.

La loi du 14 juillet 1909 n'est pas la réforme attendue !

LA LÉGISLATION PROTECTRICE
DES
DESSINS ET MODÈLES
(Loi du 14 juillet 1909)

PREMIÈRE PARTIE

**La formation historique de la protection légale
des dessins et modèles.**

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME

**La protection de l'industrie lyonnaise. — Les ordonnances
royales. — Sens de la protection.**

La protection des œuvres industrielles est relativement récente. On n'en trouve pas trace avant les temps modernes, d'abord parce que ces œuvres sont toujours, quoique à un degré souvent inférieur, des créations de l'art et que celles-ci n'ont été protégées que très tard ; ensuite parce que l'œuvre industrielle

ne peut apparaître que dans une industrie déjà développée, ce qui nécessite une civilisation avancée.

Les premières industries françaises furent créées d'autorité par le pouvoir royal. Louis XI imposa à Lyon celle des draps d'or et de la soie. On sait qu'au Moyen-Age, l'Italie était notre fournisseur unique et habituel de ces produits, que les fabricants de ce pays se faisaient, chaque année, représenter aux grandes foires de Lyon, d'où, en échange de leurs marchandises, ils emportaient, dit-on, huit à dix millions de livres. C'est pour éviter cette exportation de numéraire, considérée comme funeste par la politique économique de cette époque, que le pouvoir royal prit l'initiative de fonder à Lyon, aux frais des habitants, puisqu'un système d'impôts devait parer au coût d'installation, la première manufacture de soie.

Mais cette industrie ne s'implanta pas sans heurts, et les Consuls de Lyon firent une telle opposition que le Roi, lassé par les résistances, prit le parti de transporter à Tours sa manufacture, où il ne fut d'ailleurs pas plus heureux.

Ce que le pouvoir royal n'avait pu obtenir par voie d'autorité, l'initiative privée l'accomplit. Sous le règne de François I^{er}, un Piémontais, Etienne Turquet, vint à Lyon avec quelques compagnons de Gênes et y monta quelques métiers. Ils reçurent du Consulat des privilèges et exemptions de toutes tailles et impôts, privilèges et immunités que François I^{er} confirma par

lettres patentes d'octobre 1536. La fabrication lyonnaise, soigneusement protégée par la royauté, prospéra rapidement. Une ordonnance de Henri II (4 décembre 1554) réprime les fraudes, malfaçons et tromperies dans le commerce de la soie, punit les vols que les ouvriers pouvaient commettre au préjudice de leurs patrons. Elle est complétée par des lettres patentes de Henri IV en 1596, et de Louis XIII en 1619, par un règlement homologué par le Conseil d'Etat, le 13 mai 1667. Une protection de plus en plus serrée et efficace entoure l'industrie lyonnaise et si on ne trouve aucune disposition relative à la protection du dessin de fabrique, c'est qu'à cette époque on ne fabriquait encore que des étoffes unies dont on variait l'aspect par des passementeries, des guipures des boutons, des fers d'or et d'argent.

Sitôt le dessin apparut, le pouvoir central s'y intéressa. Le goût a changé ; l'étoffe unie cède la place à l'étoffe façonnée. La mode est aux grands ramages. Les fabriques s'adjoignent des bureaux de dessins et Lyon fonde une école académique des dessins. La protection royale suit l'industrie dans cette nouvelle direction. Des récompenses pécuniaires sont distribuées aux dessinateurs. Hugues Simon et Lamy reçoivent des gratifications importantes.

Mais cette protection toute bienveillante apparaît bientôt comme insuffisante. Les copies, les vols de dessins se multiplient. Il est plus commode d'imiter l'œuvre

du voisin que de prendre la peine d'en créer une soi-même. L'effort du pouvoir royal doit s'exercer dans un autre sens, et c'est pourquoi la loi intervient pour protéger enfin la création même du dessin.

Le 25 octobre 1711, une ordonnance du Consulat, homologuée par arrêt du Conseil du 12 mars 1712, défendit à « tous marchands, maîtres-ouvriers, compagnons et autres, employés dans la manufacture des étoffes de soie, de contrefaire les dessins qui leur avaient été confiés pour fabriquer. »

Un nouveau règlement, homologué par lettres patentes du 1^{er} octobre 1737, reproduisit la même règle. L'effet en fut suspendu par arrêt du Conseil d'Etat du 17 novembre 1739. Mais un autre arrêt du 19 juin 1744 approuva un troisième règlement qui consacrait, sans limitation de temps, la propriété des dessins sur les étoffes tant vieilles que neuves.

Jusqu'alors les étoffes brochées étaient restées en vogue. Vers la fin du xviii^e siècle la mode adopta les étoffes brodées à la main. La protection légale serrant de près le développement industriel, une ordonnance des Consuls de Lyon du 3 février 1778 reconnut également un droit de propriété aux auteurs de dessins brodés.

Ainsi le droit de propriété du dessin se trouve définitivement consacré. Et l'on a tout lieu de croire que ce droit était perpétuel puisque l'interdiction de reproduire portait sur les étoffes « tant vieilles que neuves. »

Malheureusement, cette protection quoique développée restait encore inefficace. Tous ces règlements s'appliquaient spécialement à Lyon et si les droits du fabricant, propriétaire d'un dessin se trouvaient parfaitement garantis contre les usurpations de ses concurrents lyonnais, ils l'étaient moins contre ses concurrents des autres villes françaises et étrangères. La contrefaçon des dessins lyonnais florissait partout, même en France, notamment dans les fabriques d'Avignon, de Nîmes, de Tours. On songea d'abord à empêcher que ces fabriques puissent avoir connaissance des nouveautés lyonnaises. Un règlement spécial du 16 avril 1765 défendit, sous les peines les plus sévères, l'envoi, hors de Lyon, des échantillons. C'était là une interdiction bien puérile ; le contrefacteur habile se procure toujours le dessin qu'il veut copier.

Le seul remède, et on l'appliqua, était de rompre avec tous les usages législatifs établis en matière de réglementations de métiers. Il fallait rendre, non plus des règlements d'application locale et bornée, mais une loi générale, applicable à toute la France. Les fabricants de Lyon le comprirent et le Conseil du Roi leur accorda satisfaction dans son arrêt du 14 juillet 1787 « portant règlement pour les nouveaux dessins que les fabriques d'étoffes de soieries et de dorure du *royaume* auront composés ou fait composer ».

Cet arrêt reproduit, même souvent en sa forme, l'arrêt du 19 juin 1744, mais s'il donne, en sus, l'assu-

rance d'une protection plus complète parce que plus étendue, il y apporte aussi de telles modifications que les fabricants de Lyon protestèrent contre ses innovations qui contrecarraient les traditions professionnelles. Le privilège de l'exécution exclusive par le fabricant créateur du dessin, jadis perpétuel, est ramené à une durée de quinze ans « pour les étoffes destinées aux ameublements et ornements d'église et de six pour celles brochées et façonnées, servant à l'habillement ou à tout autre usage ». L'inventeur d'un nouveau dessin est tenu « d'en présenter l'esquisse originale ou un échantillon au bureau de la communauté.

Ainsi l'arrêt, d'une part, assurait la poursuite de la contrefaçon en quelque lieu qu'elle se produisît dans le royaume, mais d'autre part, restreignait doublement le droit de propriété du dessin : il mettait une réserve à la naissance même du droit et il en limitait la durée.

Une réglementation analogue existait pour certains modèles de fabrique ; les modèles obtenus en métal fondu. Des sentences de police des 11 juillet 1702 et 16 juillet 1766 faisaient « défenses à tous marchands « merciers, bijoutiers, miroitiers, doreurs, ébénistes, « et à tous autres, de quelque qualité qu'ils soient, « de piller ou faire piller les modèles des maîtres fondeurs ni de faire mouler sur les modèles desdits « maîtres, et à tous maîtres fondeurs et autres ou-

« vriers de les mouler et faire, qu'ils ne soient sûrs
« que ce n'est point une pièce pillée, à peine pour les
« uns et les autres solidairement de payer le prix
« du modèle et de mille livres d'amende applicables
« moitié au profit du roi et l'autre moitié au profit de
« la communauté des maîtres fondeurs ».

..

C'est en cet état que se présentait à la veille de la Révolution la législation des dessins et modèles de fabrique. On voit qu'elle n'était pas très étendue puisque seuls les dessins protégés étaient ceux destinés à être exécutés en étoffes de soie ou mélangées de soie, de même qu'elle s'occupait uniquement des modèles de fabrique obtenus en métal fondu. Est-ce à dire que les autres dessins et modèles n'étaient point garantis ? On ne saurait l'affirmer. Des règlements de métiers, si nombreux dans l'ancienne France ont peut-être suppléé aux règlements royaux ; mais outre qu'une étude approfondie et détaillée des archives des diverses communautés pourrait seule l'établir, ces règlements spéciaux, s'ils ont existé n'ont pu avoir qu'une portée toute locale et restreinte.

Ce que l'on peut affirmer, c'est que le pouvoir royal ne songea jamais à doter la France d'une législation générale et uniforme de tous les dessins de toutes les industries. Il ne protège point le dessin dans son principe, parce qu'il est le fruit du génie

et du travail humains et s'il en reconnaît la propriété au fabricant qui l'a créé, c'est moins un droit à l'individu qu'une protection à l'industrie qu'il veut accorder. L'ancien Régime présente une législation très spécialisée, s'appliquant aux dessins et modèles créés par les adeptes d'une corporation déterminée, une législation, pour ainsi dire, constitutive d'un privilège en faveur d'une industrie que le pouvoir royal veut particulièrement protéger.

CHAPITRE II

LA LOI DES 19-24 JUILLET 1793

Son application aux dessins et modèles de fabrique.

Dans la tourmente révolutionnaire, les corporations, les communautés d'arts et métiers, les jurandes, les maîtrises et les académies sont entraînées et avec elles les privilèges de toute nature y compris les derniers règlements protecteurs des propriétés industrielle et artistique. La liberté du commerce et de l'industrie devient la base du droit nouveau. Les philosophes et les économistes ont déclaré que la concurrence est une condition du progrès. Plus n'est besoin de s'embrigader dans une corporation pour exercer une profession ; chacun est libre de choisir son métier, son négoce ou son art.

Mais la liberté ne va pas jusqu'à la licence. Jamais elle n'est la source d'une injustice et on ne saurait, en son nom, usurper le bien d'autrui. Aussi presque aussitôt le législateur pourvoit à la récompense des inventeurs en leur assurant la jouissance exclusive, quoique temporaire, de leurs découvertes et inventions et en sanctionnant le droit qu'il leur reconnaissait. Telle fut l'origine de la loi du 17 janvier 1791 sur les bre-

vets d'invention. La loi sur la propriété littéraire et artistique, issue de la même idée, devait la suivre de près (19 juillet 1793). Lakanal s'étant écrié que « de toutes les propriétés, la moins susceptible de contestation, celle dont l'accroissement ne peut ni blesser l'égalité républicaine, ni donner ombrage à la liberté, c'est sans contredit la propriété des productions de génie », le législateur révolutionnaire s'empresse de traduire en une loi positive ces belles déclamations.

Aux termes de cette loi, les auteurs d'œuvres d'art possèdent le droit exclusif de reproduire et de vendre leurs œuvres pendant un certain temps (1). Ce droit est acquis sans formalité par le seul fait de la création. Quant à la sanction, elle est assurée par la reconnaissance à l'auteur ou à ses ayants droit de la faculté de requérir la confiscation des œuvres contrefaites et par un système d'amendes. L'exercice de l'action en contrefaçon pour les ouvrages de littérature et de gravure est soumis à l'accomplissement préalable d'un dépôt de deux exemplaires à la Bibliothèque nationale ou au Cabinet des estampes (2) ; mais la portée de cette for-

(1) La loi du 19 juillet 1798 a été modifiée en dernier lieu par la loi du 14 juillet 1866, qui confère aux auteurs d'une œuvre artistique ou littéraire, le droit exclusif de reproduction pendant toute leur vie, et à leurs héritiers cinquante ans après la mort de l'auteur.

(2) Ce dépôt est aujourd'hui réglementé par la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (art. 2 et 3). D'après ces textes,

malité n'est pas douteuse ; elle est destinée principalement à enrichir les collections nationales et son effet est purement déclaratif.

..

Cette simplicité apparente de réglementation contenait pourtant le germe de nombreuses discussions. Notamment, au point de vue des dessins et modèles industriels, le seul qui nous occupe ici, la loi des 19-24 juillet 1793 devait engendrer de graves difficultés d'application.

Entre la loi de 1791 s'appliquant aux inventions industrielles et la loi de 1793 relative aux œuvres d'art, on ne trouve point, en effet, de loi réglementant spécialement les dessins et modèles de fabrique. Fallait-il en conclure que ces œuvres industrielles restaient sans protection ? Sinon, sur quel texte l'établir ?

Fallait-il la trouver, tout au moins quant aux dessins, dans une interprétation large et généreuse de la loi des 19-24 juillet 1793 ?

Certains auteurs l'ont prétendu et Pouillet lui-même

un dépôt en deux exemplaires de tout imprimé ou des dessins est fait : au ministère de l'Intérieur pour Paris, à la préfecture pour les chefs-lieux des départements, à la sous-préfecture pour les chefs-lieux d'arrondissement et à la mairie pour les autres villes. Le dépôt est porté à trois exemplaires pour les estampes, la musique et, en général, les productions autres que les imprimés.

n'était pas très éloigné de cette opinion, lorsqu'il écrivit « qu'à dire le vrai, on n'en forçait pas démesurément le sens, puisque cette loi s'applique nommément aux dessinateurs et ne distingue pas entre eux ». M. Prache, député de Paris, rapporteur du projet de loi sur les dessins et modèles qui est devenu la loi du 19 juillet 1909 s'exprimait plus nettement : « La loi des 19-24 juillet 1793, dit-il, protège tous les dessinateurs, sans se préoccuper de l'importance, de la valeur esthétique, de la destination de leurs œuvres ». Et plus loin : « Le législateur accordait à tous la même protection, sans se préoccuper de l'importance, du mérite artistique, de la destination de leurs œuvres, qu'elles s'appliquassent ou non à des objets usuels. Il concéda à tous le même droit exclusif de reproduire, vendre et faire vendre leurs œuvres ; il protégea également tous les ouvrages, toutes les créations de l'esprit relevant des arts du dessin. Pour admettre le contraire, il faudrait supposer que le législateur de la Révolution eût voulu réserver ses faveurs aux seuls aristocrates des arts du dessin. Ne serait-ce pas lui faire injure ? » (1).

Quelque satisfaction que cette doctrine donne à l'idée de justice et d'équité, quelque louable tendance

(1) Rapport fait au nom de la commission du commerce et de l'industrie chargée d'examiner le projet de loi sur les dessins et modèles par M. Prache, député. Ch. des députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 10 avril 1908.

qu'onait à vouloir confondre en une même protection l'art à tous ses degrés, d'autres commentateurs ont pensé, qu'au point de vue purement juridique, on ne pouvait, sans se trop écarter de la lettre et de l'esprit de son texte, étendre la loi de 1793 aux simples créateurs de « productions délinéatoires et plastiques dont les œuvres n'éveillent aucun sentiment esthétique ». Renouard disait : « La loi de 1793 n'a pas été faite en contemplation des fabricants et de leurs dessins. » Ils appuient leur raisonnement sur un argument d'ordre historique qui a sa valeur (1). La loi du 19 juillet 1793 assure la propriété de son œuvre à l'artiste comme celle de 1794 l'assure à l'artisan. La Révolution qui a bouleversé les institutions politiques n'a rien changé aux idées courantes ni au langage usuel ; la distinction surannée entre l'art et l'industrie a subsisté. L'Ancien Régime groupait les artistes dans les Académies, les artisans dans les communautés d'arts et métiers et protégeait les uns et les autres différemment. Le législateur révolutionnaire respecta cette dualité. Avant de supprimer l'Académie royale de peinture et de sculpture (décret du 8 août 1793) il promulgua la loi du 19 juillet 1793. De même, avant de porter le dernier coup aux corporations, aux privilèges des artisans et aux communautés d'arts et métiers, il avait, deux ans auparavant, garanti le droit

(1) Cet argument a été développé par M. Vaunois. *Dessins et Modèles* p. p. 10 et suiv.

des inventeurs sur leurs découvertes par la loi des brevets. Il remplaçait les Académies par la loi de 1793, les communautés d'arts et métiers par celle de 1793 ; jamais il ne songea à unifier deux réglementations que la tradition avait toujours séparées.

Outre cet argument, ces auteurs faisaient valoir que le texte même de l'art. 7 de la loi confirmait leur avis. Cette formule large : « toutes autres productions du génie qui appartiennent aux beaux-arts » n'indique-t-elle pas clairement que ce n'est pas toute espèce de production quelconque de l'esprit ou du génie qu'on a voulu protéger, malgré les dangers que peut présenter une distinction juridique, fondée sur le discernement par le juge d'un caractère esthétique ?

*
* *

Cependant, en raison de l'ampleur même de cette formule, en raison surtout de la disparition des barrières entre artistes et artisans et de la pénétration réciproque, toujours plus intense de l'art et de l'industrie qui caractérisent cette époque, n'était-il pas permis de prétendre que c'est à la valeur intrinsèque de la conception artistique que la loi de 1793 s'était attachée et qu'elle récompensait quel qu'en fût d'ailleurs le degré ? Ne doit-on pas alors être conduit à étendre non seulement la protection de la loi à toutes les œuvres d'art pur, relevant même de catégories non visées par le texte de l'art. 1^{er}, comme les œuvres

de sculpture, par exemple, mais aussi à toutes les productions qui révèlent une pensée artistique quelle que soit l'utilisation ou la destination des objets qui en sont ornés.

Cette question fut, de bonne heure, discutée devant les tribunaux. Rappelons cet arrêt célèbre rendu en l'an XIII par la Cour criminelle du Loiret qui décida formellement que la loi de 1793 ne s'appliquait pas aux dessins de papiers peints. Il est vrai que sur le pourvoi, la Cour de cassation, par un arrêt du 5 brumaire an XIII, tout en maintenant le bien jugé à raison des circonstances de fait, semble repousser la doctrine juridique admise par la Cour du Loiret. Quoiqu'il en soit, la décision des premiers juges montre bien la répugnance des contemporains de la loi à faire régir, par les mêmes règles protectrices, industriels et artistes.

La portée incertaine de la loi de 1793, l'insuffisance des réglementations industrielle et artistique de la Révolution expliquent le besoin qu'on sentit alors d'un texte nouveau.

CHAPITRE III

LA LOI DU 18 MARS 1806

L'abus de la liberté et de la concurrence dans le commerce et l'industrie, abus non réprimé par la législation, causait les plus graves dommages aux fabriques et manufactures françaises qui se relevaient à grand peine des ruines accumulées par la Révolution. Faute de sanction, les dessins, les créations nouvelles étaient pillés, copiés sans pudeur.

Les commerçants lyonnais, surtout, déjà ruinés par les troubles qui avaient précédé 1789 souffraient de la disparition de leurs anciens règlements. A la vérité, comme tous ceux qui, investis longtemps d'un privilège s'en voient tout à coup dépouillés, ils regrettaient leurs corporations avec ses maîtrises et ses jurandes qui leur assuraient certains droits et certains avantages. Ils se plaignirent et profitèrent d'une visite que l'empereur Napoléon vint faire à la bonne ville de Lyon, pour lui adresser l'expression de leurs plaintes et de leurs regrets.

De retour à Paris, Napoléon ordonna à son Conseil d'Etat de satisfaire aux doléances des fabricants lyonnais et celui-ci, s'étant aussitôt mis à l'œuvre, rédigea la loi de 1806. On avait retrouvé fort à propos dans les

cartons du ministère, un projet de règlement adressé en l'an IX, par un citoyen de Lyon, J.-C. Deglise au ministre de l'Intérieur, Chaptal, pour la fabrication des étoffes d'or, d'argent et de soie de la fabrique de Lyon. Il créait un jury conservateur de la police des Arts et Métiers pour la manufacture des étoffes de soie. Il renferme un titre spécial consacré « à la police des dessins » et qui reproduit à peu près les règlements de 1737 et de 1744. Il organise le dépôt des dessins au bureau du jury conservateur, avec mention sur un registre à ce destiné, et paiement d'une taxe, et il règle, en la faisant rentrer dans les attributions du jury, la poursuite en contrefaçon.

Le Conseil d'Etat s'inspira très probablement de ce projet et élaborà la loi de 1806. Il ne restaurait pas les corporations, cela était impossible; elles étaient irrémédiablement condamnées. La liberté du commerce, solennellement proclamée, l'emportait définitivement. Mais on créa ce « jury conservateur » qu'on appela le Conseil des Prud'hommes. Et à ces Conseils des Prud'hommes, on donna, comme autrefois aux corporations le droit de recevoir et de garder les dépôts de dessins qui étaient faits par les fabricants.

1^o Caractères de la loi de 1806

L'objet principal de la loi de 1806, ainsi du reste que l'indique son titre, est d'établir, à Lyon, un Conseil de Prud'hommes, chargé de juger les contes-

tations entre fabricants et ouvriers, mais elle ne s'en tient pas là.

Sous la section III du titre II, intitulée « De la conservation de la propriété des dessins », les articles 14 à 19 édictent un ensemble de mesures destinées à permettre aux fabricants de s'assurer l'usage exclusif de leurs dessins.

L'article 15 est ainsi conçu : « Tout fabricant qui voudra pouvoir revendiquer par la suite, devant le tribunal de commerce, la propriété d'un dessin de son invention, sera tenu d'en déposer aux archives du Conseil des Prud'hommes, un échantillon plié sous enveloppe revêtue de ses cachets et signatures, sur laquelle sera également apposé le caché du Conseil des Prud'hommes. »

On pourrait croire que cette disposition est le pendant de celle contenue en l'article 6 de la loi des 19-24 juillet 1793 et que le dépôt n'est exigé que comme mesure préliminaire à l'introduction d'une action en justice, et, tel est bien le sens que la jurisprudence a d'abord donné à l'article 15. Un arrêt de la Cour de cassation du 30 juin décide, notamment, qu'en matière de modèles de fabrique, le dépôt au Conseil des Prud'hommes n'est nullement attributif, mais simplement déclaratif de propriété et que, s'il est nécessaire pour pouvoir exercer une action en justice, la loi n'ayant fixé aucun délai, il suffit qu'il ait été fait avant les poursuites.

Malheureusement, la Cour de Cassation n'a pas persisté dans cette voie, et, revenant sur sa première jurisprudence, elle décide aujourd'hui « que les diverses formalités n'ont pas uniquement pour objet de donner au fabricant qui les a remplies, le droit de poursuivre en justice le contrefacteur : que c'est le dépôt de l'échantillon qui conserve la propriété, qu'à défaut d'avoir effectué ce dépôt avant l'exploitation commerciale du dessin, commencée volontairement au grand jour et sans réserve, la présomption est que l'inventeur a entendu livrer sa création au domaine public. » Dans le dernier état du droit contemporain, c'est en ce sens que la jurisprudence paraît définitivement fixée.

Par conséquent l'article 15, sous peine de déchéance, de perdre son droit primitif, impose à l'auteur d'un dessin l'obligation d'en effectuer le dépôt aux archives du conseil des Prud'hommes.

C'est une différence importante avec le régime organisé par la loi de 1793 qui consacre l'existence et la conservation du droit d'auteur, indépendamment de toute formalité. Mais il en existe d'autres.

La loi de 1793, modifiée par la loi du 14 juillet 1866 fixe à la durée de la vie de l'auteur et à cinquante années à partir du décès de l'auteur, la durée du droit de ses cessionnaires ou représentants quelconques.

D'après l'article 18 de la loi de 1806, en effectuant le dépôt de son échantillon, le fabricant doit déclai-

rer s'il entend conserver la propriété de son œuvre pendant un an, trois ans, cinq ans ou à perpétuité.

Sous le régime de la loi de 1793, le propriétaire d'une œuvre n'a rien à payer pour la conservation de son droit. Au contraire, l'article 19 de la loi de 1806 impose au fabricant, au moment où il dépose son échantillon, l'obligation de payer une taxe dont l'importance varie suivant le temps plus ou moins long pendant lequel il entend réserver son droit.

2° Les extensions successives de la loi du 18 mars 1806

La loi du 18 mars 1806 ainsi que cela résulte des circonstances dans lesquelles elle a été élaborée, des documents qui ont servi à sa confection, a eu exclusivement en vue de donner satisfaction aux fabricants de soieries de la ville de Lyon et de protéger, au moyen d'un dépôt analogue à celui prescrit par un règlement de 1744 concernant la même industrie, les échantillons qui ne rentraient pas dans la catégorie des dessins protégés par la loi de 1793.

La loi de 1806 nous ramène en quelque sorte aux anciens règlements. « C'est, comme le dit Pouillet, le régime du privilège qui en dépit des événements renaît et s'impose ». Cette loi est encore une loi spéciale, dans le genre des règlements royaux, faite uniquement dans l'intérêt des fabricants lyonnais pour protéger seulement une catégorie de dessins déterminés, les dessins d'étoffes de la fabrique lyonnaise.

Elle devait subir bientôt, il est vrai, une double extension, objective et territoriale.

Au point de vue territorial, la loi de 1806 d'abord restreinte à la ville de Lyon contenait en elle-même par l'effet de ses articles 34 et 35 le principe d'une application générale. Le Gouvernement est investi du droit de créer où bon lui semble, par un simple règlement d'administration publique, des conseils de Prud'hommes, et il est formellement dit dans la loi que leurs attributions seront les mêmes que celles du conseil de Prud'hommes de Lyon. Il s'ensuit que, partout où il y aura un conseil de Prud'hommes, la propriété des dessins de fabrique sera garantie et protégée.

Ce développement de la législation n'était pas encore suffisant. Une première difficulté s'éleva bientôt, au point de vue objectif. La loi de 1806 n'avait visé que les dessins d'étoffes de la fabrique lyonnaise ; pouvait-elle protéger des dessins appliqués à d'autres objets que des tissus ?

La question se posa à l'occasion de papiers peints. En faveur de l'extension de la loi de 1806 on faisait très justement valoir que le droit reconnu au gouvernement de créer dans les villes où il jugerait utile des conseils de Prud'hommes, n'avait pas été limité aux villes de fabriques d'étoffes ; on rappelait aussi les paroles du tribun Pernon : « Quand Lyon surveillera ses soieries, Rouen ses toiles, Genève ses bijoux et ses

montres, alors la France et l'étranger pourront acheter avec sécurité les produits de l'industrie française ; et la valeur commerciale de tous ces objets sera rehaussée par une prime équivalente à tout ce que leur fabrication a gagné en fidélité » (1). Il dépendait donc du pouvoir réglementaire de rendre la loi applicable à d'autres industries qu'à celle des tissus. Le Gouvernement crut devoir cependant consulter le Conseil d'Etat qui, le 30 mai 1823, émit un avis favorable à l'extension de la loi de 1806, à la suite de considérants intéressants à relever au point de vue de la situation respective des deux lois qui formaient alors la réglementation générale des dessins :

« Les membres du Conseil du Roi, composant le comité de l'Intérieur et du Commerce...

« Considérant que la législation sur la propriété des dessins est tout entière dans la loi du 19 juillet 1793 et dans le décret du Conseil des prud'hommes de Lyon du 18 mars 1806 ;

« Que la loi précitée étant évidemment relative aux seuls ouvrages qui font partie du domaine des beaux-arts, elles ne peut être applicable aux dessins destinés à être imprimés sur des papiers de tenture, puisque, malgré les progrès considérables qu'a faits cette fabrication et quoique elle imite les tableaux et les gra-

(1) Discours de Pernon au Corps législatif (*Moniteur* du 28 mars 1806).

vures, les procédés qu'elle emploie sont purement mécaniques et susceptibles d'une facile imitation par des personnes qui ne seraient pas habituées à la pratique des arts du dessin ; qu'ainsi il n'y a pas lieu de déposer à la Bibliothèque du Roi, les dessins destinés aux papiers à tenture.

« Que, dès lors, s'il y a utilité de donner aux propriétaires de tels dessins, le moyen légal d'en conserver la propriété, en lui indiquant un lieu de dépôt, on ne peut appuyer ce privilège que par le décret d'organisation des prud'hommes de Lyon, qui, dans sa section III, règle tout ce qui concerne la conservation de la propriété des dessins ; que, quoique le décret précité paraisse avoir particulièrement en vue les dessins destinés à être exécutés en étoffe de soie, il y a une analogie assez frappante entre ce genre de dessins et ceux qui sont destinés à être imprimés sur papier pour les placer sous les mêmes règles ;

« Sont d'avis :

« Que le lieu de dépôt pour les dessins destinés aux papiers de tenture doit être le bureau du conseil de prud'hommes ;

« Mais, comme les conseils de prud'hommes n'ont de juridiction que sur un territoire délimité par le décret d'institution, le dépôt des dessins doit-être fait par les fabricants qui ont un domicile hors de ce ressort dans le bureau du Conseil de prud'hommes, situé dans l'arrondissement du lieu de la fabrique. »

Malgré cette nouvelle extension, la loi ne satisfaisait pas tout le monde. De nombreux industriels, créateurs de dessins se trouvaient installés dans des arrondissements ne possédant pas de conseil de prud'hommes. Leur fabrique n'étant point dans le ressort du conseil, leurs dessins restaient-ils sans protection légale ?

Les interprètes rigoureux se refusaient justement à accorder une protection que le texte de la loi ne prévoyait aucunement. Mais les pétitions nombreuses et bruyantes des fabricants, qui dans cette situation, se trouvaient placés, vis-à-vis de leurs concurrents, dans une infériorité notoire, décidèrent de nouveau le Gouvernement à prendre l'avis du Conseil d'Etat.

Le comité de l'intérieur et du commerce du Conseil d'Etat estima, dans sa séance du 18 mars 1825 qu'il convenait de décider par voie de règlement d'administration publique : « que tout fabricant établi dans un lieu où il n'existe pas de conseil de prud'hommes et qui voudra user pour s'assurer la propriété d'un dessin de son invention, de la faculté accordée par la section III du titre II de la loi du 18 mars 1806, aux fabricants résidant dans le ressort d'un conseil de prud'hommes, pourra faire le dépôt d'un échantillon de ce dessin aux archives du conseil de prud'hommes le plus voisin de son domicile.... » Mais cet avis ne fut pas partagé par la Chancellerie qui exprima l'opinion que « pour toutes les fabriques situées hors du ressort

d'un conseil de prud'hommes, le dépôt devrait être reçu au greffe du tribunal de commerce ou à celui du tribunal de première instance dans les arrondissements où les tribunaux civils exerçaient la juridiction commerciale. C'est à cette décision que se rangèrent, le 28 juillet 1825, les comités réunis du contentieux et de l'intérieur et l'« ordonnance du Roi, portant règlement sur le dépôt des dessins de fabrique du 17 août de la même année :

« Art. 1^{er}. — Le dépôt des échantillons de dessins qui doit être fait, conformément à l'article 15 de la loi du 18 Mars 1806, aux archives des conseils de prud'hommes, pour les fabriques situées dans le ressort de ces conseils, sera reçu, pour toutes les fabriques situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes, au greffe du tribunal de commerce ou au greffe du tribunal de première instance, dans les arrondissements où les tribunaux civils exerceront la juridiction des tribunaux de commerce.

Art. 2. — Ce dépôt se fera dans les formes prescrites pour le même dépôt aux archives des conseils de prud'hommes par les art. 15, 16 et 18, sect. III, titre II de la loi du 18 mars 1806.

Il sera reçu gratuitement, sauf le droit du greffier pour la délivrance du certificat constatant le dit dépôt.

Cette ordonnance, malgré le vice d'inconstitutionnalité qui lui a été justement reproché, n'est plus discutée.

Au cours du siècle dernier, elle a reçu une application générale et incontestée en pratique et parce qu'elle est entrée dans les mœurs, elle est devenue légale.

Un dernier pas restait à franchir pour englober complètement sous la protection toutes les créations et les nouveautés industrielles. A côté des dessins de fabrique, expressément protégés par la loi de 1806, à côté des œuvres d'art, protégées par la loi de 1793, à côté même des œuvres de sculpture et d'ornementation en relief, que, malgré le silence de la loi, la Jurisprudence n'avait pas hésité, du moins dans la première moitié du XIX^e, siècle à placer sous la protection de la loi de 1793, il y avait de nombreux produits industriels, dont la forme était, non pas artistique, mais seulement caractéristique et originale, qui restaient sans protection.

La loi de 1806, faite spécialement en faveur des dessins sur tissus pouvait-elle être appliquée à des objets en relief à des modèles, dont le nom n'est même pas mentionné dans le texte ? Les fabricants le pensèrent et ils soutinrent que le mot « dessins », employé par la législation de 1806, était un terme générique comprenant tout ce qui se rattache à l'art du dessin et que, à ce titre, un objet en relief par sa forme, ses contours, ses lignes en relevait nécessairement. Passant des discours aux actes, ils déposèrent audacieusement des objets en relief au

secrétariat des conseils de Prud'hommes et il advint que les Tribunaux reconnurent la légalité de ces dépôts.

Le principe de l'application de la loi de 1806 aux modèles, c'est à dire aux créations en relief, a été pratiquement mis hors de discussion par un arrêt du 25 Novembre 1881 de la Cour suprême, qui a cassé un arrêt de la cour de Paris, par lequel, cette cour, revenant subitement sur sa propre jurisprudence, avait déclaré que les modèles n'étaient protégés par aucune disposition légale. La cour de cassation a formellement proclamé que la loi de 1806 était générale et qu'elle s'appliquait aux modèles, comme aux dessins de fabrique (1).

Le développement objectif et l'extension territoriale de la loi de 1806 se trouvent ainsi achevés. De cette loi particulière, spéciale, encore toute imprégnée des idées de l'Ancien Régime, tant il est vrai que les Révolutions politiques ne changent ni les mœurs, ni les habitudes, une évolution lente et laborieuse avait fait une loi d'un caractère général. Quelques résultats fondamentaux sont acquis : la loi protège les dessins et modèles de fabrique de toutes les industries ; elle est étendue à tout le territoire français et ses dispositions protectrices cessent d'être liées à l'organisation de la juridiction prudhommale.

(1) Cass., 25 nov. 1881 (aff. Pérille), Pataille, 83-133.

3^e Critique

Mais on pressent quelles difficultés devaient se présenter pour l'application à toute la France d'une loi qui n'avait pas été faite dans ce but, mais conçue tout particulièrement pour l'industrie lyonnaise, et dans laquelle on avait tenu compte tout spécialement des traditions de cette industrie. Son texte, incomplet et informe avait été rédigé comme tous les textes de cette époque où l'intention valait mieux que le fait et il fallut que la Jurisprudence créât une loi de toutes pièces.

« Servante des exigences sociales ou des besoins économiques », elle a pu largement user de son pouvoir d'interprétation. Son effort fut malheureusement instable si bien que les résultats sont parfois bien incohérents. Elle a créé la réglementation, non pas en se rattachant à une idée générale directrice, mais au hasard des rencontres, suivant les espèces qui lui étaient soumises, si bien qu'on s'est trouvé en présence d'une jurisprudence sans principe, reposant sur un texte mal rédigé.

Les inconvénients de cette législation fourmillent. Nous n'en retiendrons qu'un : la question du critérium de distinction entre la loi de 1806 et celle de 1793, parce que cette question est indispensable à l'intelligence du développement historique que nous poursuivons, puisqu'elle fut la cause déterminante des

projets de réforme qui aboutirent à la loi du 11 mars 1902 (1).

La loi de 1793 protégeant dans son texte les écrits en tout genre et tous les dessins, on en avait conclu qu'elle allait suffire à protéger tout ce qui était du domaine des beaux-arts, dessins et sculptures, quelle que fût leur application, même industrielle, et que celle de 1806 n'était, à vrai dire, dans la majorité des cas qu'une loi de cumul, sauf pour les dessins et modèles qui ne pouvaient manifestement pas rentrer dans le domaine de la loi de 1793.

La loi de 1806 n'était qu'une loi complémentaire et son application exceptionnelle. Et c'est bien ainsi que les Tribunaux paraissent l'avoir compris dans la première moitié du XIX^e siècle. Ils n'ont point écarté l'application de la loi de 1793 à l'égard des œuvres de sculpture destinées à être indéfiniment reproduites par l'industrie, comme par exemple les modèles des fabricants de bronze (2).

(1) On pourrait critiquer ici son système défectueux des dépôts, l'absence regrettable de toute procédure pour la constatation de la contrefaçon, l'absence aussi d'une définition de l'objet même de la loi, etc. Nous n'en ferons rien. Nous en réservons l'étude pour plus tard, estimant que les innovations de la loi du 14 juillet 1909 ressortiront mieux si nous critiquons en même temps, les lacunes de la loi de 1806.

(2) Paris, 9 fév. 1832. Bull., Répert. V^o Propriété littéraire, 447; Toulouse, trib. corr., 22 déc. 1835, cité par Gastambide, p. 368; Bordeaux, 21 janv. 1836, Gastambide, p. 387; Seine, trib. commerce, 6 juin 1836, Gastambide, p. 372.

Mais un jour, la cour de Lyon, abandonnant tout à coup sa jurisprudence antérieure, fit une distinction : elle appliqua la loi de 1793 aux œuvres artistiques, aux œuvres des beaux-arts, et celle de 1806 aux dessins non artistiques, sans qu'on ait pu définir, d'ailleurs par un moyen quelconque, ce qui est artistique et ce qui ne l'est pas, de sorte qu'il se fit, à dater de ce moment, une séparation absolue entre les deux lois.

Mais à partir de ce jour-là aussi, il y eut une véritable anarchie dans la Jurisprudence. Le principe de la séparation des deux lois établi, ce fut par les formules les plus diverses et les plus dissemblables que les arrêts en indiquaient le critérium. — Les uns ont dit : « La loi de 1793 s'appliquera quand l'œuvre se suffira à elle-même, sans présenter de destination industrielle ; ce sera, au contraire, la loi de 1806 quand il y aura destination ou emploi industriels. » Les autres ont proposé de distinguer selon les caractères plus ou moins artistiques de l'œuvre ; les autres ont estimé qu'il convenait de se reporter à la pensée du créateur et de rechercher, s'il avait entendu charmer le public ou faire de l'industrie ; les autres, qu'il fallait examiner si le dessin faisait corps avec l'objet industriel ou avait seulement un caractère accessoire (1).

(1) Les formules les plus généralement adoptées par les arrêts pour indiquer la distinction entre les dessins artistiques et les dessins industriels sont les suivantes :

1° Lorsque les dessins sont destinés à être reproduits indus-

« On arrivait alors à ce résultat, disait Pouillet, dans son discours d'ouverture au Congrès de Saint-Etienne de 1903, que le même artiste faisant, par exemple, deux figures, l'une destinée à être vendue isolément, en quelque sorte pour elle-même, et l'autre tenant dans la main, au lieu d'une palme, un lampadaire, dans le premier cas, l'œuvre devrait être réputée œuvre artistique et comme telle protégée par la loi de 1793 et, dans le second cas, simple modèle de fabrique, relevant de la seule loi de 1806. Ces tribu-

triellement et par des procédés mécaniques, ils sont dessins de fabrique : il importe peu qu'ils aient plus ou moins de mérite dans leur composition ou qu'ils se rattachent à une publication imprimée ou périodique. Il suffit qu'ils aient un caractère industriel pour être régis par la loi de 1806. Paris, 22 avril 1875. *Ann.*, 1883, p. 206 ;

2° Un dessin uniquement destiné à être appliqué à l'industrie d'une maison de commerce ne constitue pas une œuvre d'art. Poitiers, 31 décembre 1890 et Cass. crim. Rés., 14 mai 1891. *Ann.*, 1891, p. 328 ;

3° Le dessin même artistique originairement devient un dessin de fabrique, par suite de son application à l'industrie, à l'aide d'un procédé industriel (à savoir par son impression et son apposition sur les affiches et prospectus d'un magasin de nouveautés). Paris, 24 janv. 1892. *Ann.*, 1894, p. 48 ;

4° Le critérium pour savoir si la loi de 1793 est applicable, c'est l'utilisation dont le dessin peut être l'objet comme œuvre artistique, abstraction faite de l'usage industriel pour lequel il a été créé ; mais si ce dessin ne doit servir qu'à l'industrie et ne peut avoir une vie propre et indépendante, ce n'est plus qu'un dessin de fabrique soumis à la loi de 1806. Rouen, 18 janv. 1892 et Cass. 18 déc. 1893. *Ann.*, 1894, p. 40.

naux oubliaient que Benvenuto Cellini n'a pas dédaigné de composer un marteau de porte qui, après des siècles écoulées, en dépit de son utilité industrielle, reste aux yeux de tous une œuvre d'art et de l'art le plus pur et le plus délicat. »

Comme à côté des tribunaux qui jugeaient en s'appuyant sur des raisonnements souvent ingénieux que le dessin appliqué à l'industrie n'était plus un dessin relevant des beaux-arts, quel que fût son mérite, d'autres tribunaux avaient persisté dans les anciens principes et prétendaient que du moment que l'œuvre était un dessin, ce dessin était nécessairement protégé par la loi de 1793, sans qu'on eût à s'occuper de son importance, de son mérite, de sa destination, on vécut pendant un demi-siècle dans une anarchie effroyable. Tantôt on voyait des décisions dans ce dernier sens, tantôt de plus nombreuses dans le premier. C'est ainsi que la Cour de Lyon (9 décembre 1891. *Ann. Prof. indus.* 92. 162) protégeait par la loi de 1793 un marteau de porte en cuivre figuré par une simple main tenant une boule, tandis que la Cour de Paris (19 mai 1879. *Ann.* 82. 36) refusait la protection à un groupe de roitelets parcequ'il servait de presse-papier; une affiche représentant un polichinelle arlequin échappait à la protection de la loi de 1793 (Paris 21 janvier 1892. *D.* 92. 2. 228) parce qu'elle servait de réclame à un magasin de nouveautés; tandis que la Cour de Paris (28 mars 1883. *Ann.* 84. 84)

appliquait la loi de 1793 à un dessin prospectus représentant un tonneau d'arrosage.

Le résultat de ces interprétations fantaisistes, de ces fluctuations jurisprudentielles, profitables surtout aux contrefacteurs, fût que, pendant un certain temps l'art industriel se trouva privé de protection d'une manière absolue. La jurisprudence avait annihilé la loi.

Si l'on veut consulter la statistique complète des dépôts, on verra que le nombre des dépôts comparés au nombre des dessins que notre industrie crée normalement est à peu près nul (1). Cette simple constatation prouve surabondamment que la loi de 1804 était insuffisante et qu'on renonçait en fait à s'en servir parce qu'elle n'était pas pratique.

(1) « En ce qui concerne spécialement, St-Etienne disait M. Maillard au Congrès de St-Etienne de 1903, depuis dix ans, on a effectué au total 1.353 dépôts représentant 32.083 dessins et 215 modèles. C'est insignifiant, comparé au nombre des modèles créés.

Mais combien de déposants ont invoqué leurs dépôts ? Nous allons voir, pour le nombre des dépôts ouverts, le nombre des litiges, je ne dis pas des procès, mais des litiges ayant nécessité l'ouverture depuis dix ans.

Pour ces dix dernières années, neuf ouvertures de dépôts seulement, avec dix-neuf certificats de dépôts délivrés, c'est-à-dire encore rien ».

CHAPITRE IV

LA LOI DU 11 MARS 1902

Ses caractères. — Difficultés d'application. — Problème de la coexistence des lois de 1806 et de 1902. — Critique.

Les commerçants, les dessinateurs industriels, les artistes, émus et désorientés par les décisions de la Jurisprudence, se groupent. Des protestations s'élèvent de toutes parts, véhémentes même chez les fabricants de bronzé, les plus directement atteints.

En 1844, lors de l'élaboration d'un projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, Lestiboudois avait prévu les difficultés qui surgiraient si l'on ne précisait pas minutieusement la distinction des dessins artistiques et des dessins industriels. A la suite d'un renvoi à la commission, le rapporteur Lamartine fit accepter un article, relatif à cette question; mais le projet de loi, adopté d'abord en détail, fut ensuite rejeté en bloc (1). Deux nouveaux projets de réforme furent encore présentés en 1845 et 1856. Ils n'aboutirent pas. En 1877, M. Bozériaux établit une proposition tout à fait complète qui avait pour but de remplacer la loi de 1806. Cette proposition a été votée par

(1) Voir le *Moniteur* des 30 et 31 mars 1844.

le Sénat en 1879. A la Chambre, elle n'a pu dépasser l'article 1^{er}. M. Ribot, député du Pas-de-Calais, ayant fait remarquer que la définition était insuffisante et ne permettait pas de distinguer l'œuvre protégée par la loi de 1793 de celle protégée par la nouvelle loi, elle a été renvoyée à la Commission. A chaque législature, elle revenait, un rapport était fait; le rapport ne venait pas en discussion et on recommençait à la législature suivante.

Les groupements de protestataires, toujours plus nombreux, décidèrent pourtant d'attirer sur les dangers qui résultaient de la dualité des réglementations, l'attention du législateur, trop souvent retenue sur les débats politiques. Les difficultés que semaient dans leur application les lois de 1793 et de 1806 amplifiaient le mouvement d'adhésion à l'idée nouvelle d'unification. La doctrine de l'unité de l'art, que nous avons exposée dans notre chapitre préliminaire, apparaissait comme l'unique salut, tant on subissait les défauts de l'idée contraire.

A l'occasion des expositions universelles, dans les congrès de la Propriété artistique et de la Propriété industrielle, des vœux très significatifs de l'évolution des idées sont émis. — En 1878, les résolutions admettaient encore la nécessité de deux législations distinctes et s'efforçaient de définir les dessins et modèles industriels, sans plus de succès d'ailleurs que les projets de réforme de la même époque. En 1889,

des conclusions absolument différentes sont adoptées ; on proclame qu' « il est impossible de distinguer les dessins et modèles des œuvres artistiques et que la dualité de législation doit disparaître (1) ». — Au Congrès international de la Propriété industrielle, tenu à Paris en 1900, une résolution analogue et favorable à l'unification de la législation est émise sur un rapport de M. Maillard : « Une législation spéciale sur les dessins et modèles de fabrique n'est pas nécessaire. La loi sur les brevets d'invention, s'appliquant à toute invention ou découverte qui produit un résultat industriel et la loi sur la propriété artistique, protégeant toutes les œuvres graphiques et plastiques, par conséquent toutes les œuvres du dessin et de la sculpture, devraient suffire. »

Ces vœux, malgré l'autorité que leur donnait l'importance des groupements dont ils émanaient, restèrent sans effet pratique jusqu'au jour où les chambres syndicales d'industries d'art auxquelles s'étaient joints un certain nombre d'artistes sculpteurs et modelleurs, à la tête desquels s'étaient placés Falguières, Rodin, Antonin Mercier, Roty, Dalou, Guillaume, les principaux éditeurs d'art plastique, des avocats spécialistes, adressèrent au Gouvernement une pétition, le priant de soumettre au Parlement, pour sauvegarder leurs droits, un projet de loi composé d'un seul article ainsi

(1) Compte-rendu du Congrès International de la propriété industrielle tenu à Paris du 3 au 10 août 1889, 1^{re} résolution sur les dessins et modèles.

conçu : « La loi des 19-24 juillet 1793 s'applique à toutes les œuvres de l'art plastique (sculpture de figure ou d'ornement) quels que soient le mérite, l'importance, l'emploi et la destination, même industrielle de l'œuvre, et sans que les cessionnaires soient tenus à d'autres formalités que celles imposées aux auteurs ».

Le Gouvernement se décida enfin à saisir la Chambre dans sa séance du 20 février 1900, d'un projet de loi sur la matière, mais il avait cru devoir modifier le texte qu'on lui avait proposé. M. Leygues, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et M. Millerand, ministre du Commerce, présentèrent un projet de loi « ayant pour objet d'étendre aux œuvres de sculpture l'application de la loi des 19-24 juillet 1793 sur la propriété littéraire et artistique ». Il se composait d'un seul article : « Il est ajouté à l'article premier de la loi des 19-24 juillet 1793 un paragraphe ainsi conçu : « Le même droit appartient aux sculpteurs de figures ou d'ornements ».

Quoi qu'en ait pensé le gouvernement, le titre et le texte de son projet ne donnaient point satisfaction aux vœux des pétitionnaires. Le mauvais vouloir que mettaient les tribunaux à appliquer la loi aux œuvres d'art destinées à l'industrie exigeait des dispositions plus précises. Si les œuvres de la statuaire étaient garanties de la façon la plus efficace par les tribunaux, il en était autrement de la sculpture d'ornement, au

sujet de laquelle régnait la plus grande incertitude, la Jurisprudence, s'attachant, nous l'avons vu, tantôt à la destination de l'œuvre, tantôt à une prétendue conception esthétique ou industrielle, pour faire relever les modèles de sculpture, soit de la loi de 1793, soit de la loi de 1806 qui comporte des exigences étrangères à celle de 1793.

C'est pour faire cesser cette incertitude, pour bien marquer la volonté du législateur d'accorder la protection la plus large et la plus complète à tous les ouvrages, à toutes les créations de l'esprit que la commission de la Chambre des députés ajouta au projet du Gouvernement, qui ne visait que la « sculpture de figure et d'ornement », les mots suivants : « quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre ».

Le Sénat alla plus loin encore et dans sa rédaction, toujours pour élargir objectivement la loi de 1793, pour rabaisser, pour ainsi dire, son caractère d'« aristocratie », il remplaça les mots « la sculpture » par les mots « les sculpteurs ». Il ajouta même, les mots « et les dessinateurs » pour qu'aucune équivoque ne subsiste. La Chambre s'y était refusée, estimant avec son rapporteur, M. Puech, que les dessinateurs étaient déjà désignés dans l'article 1^{er} de la loi de 1793 dans les termes les plus généraux et les plus compréhensifs.

La loi du 11 mars 1902, se présente définitivement avec la rédaction suivante :

« Loi étendant aux œuvres de sculpture l'application de la loi des 19-24 juillet 1793 sur la propriété artistique et littéraire ».

Article premier

Il est ajouté à l'article premier de la loi des 19-24 juillet, après les mots : « Les auteurs décrits en tous genres, les compositeurs de musique... », les mots : « Les architectes, les statuaires ».

Article 2.

Il est ajouté à l'article premier de la loi des 12-24 juillet 1793 un paragraphe ainsi conçu : « Les mêmes droits appartiendront aux sculpteurs et dessinateurs d'ornement, quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre. »

Ce qu'il y a d'essentiel à retenir, c'est que la loi nouvelle devait faire protéger expressément les auteurs de dessins et de sculptures en tous genres par la loi de 1793, qui déjà plaçait en termes formels sous sa sauvegarde les « auteurs d'écrits en tous genres », et cela avec l'interprétation large et libérale donnée aux mots « en tous genres » par la Jurisprudence. C'est pourquoi la rédaction nouvelle tire toute son importance des mots « quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre ». Les juges, dès à présent, n'ont

plus à s'occuper du caractère esthétique, de la valeur intrinsèque d'une œuvre, ni de son application industrielle. Ils n'ont plus à rechercher qu'une chose : si l'œuvre revendiquée devant eux est bien une création personnelle de son auteur, si par conséquent, elle est nouvelle, quelque faible, quelque inexpérimenté qu'ait été l'effort intellectuel qui l'a produite.

M. le Substitut Guillemin, résumait dans un discours plein d'esprit et de logique l'œuvre de la loi : « La loi de 1902, disait-il, dans sa sollicitude pour la magistrature a eu pitié de ses lumières. Elle lui a décerné un brevet de capacité simple, en lui disant ne péchez plus !... Effrayé au spectacle du chaos qu'avait enfanté la Jurisprudence, livrée à ses inspirations, sans même le frein salutaire de la Cour de Cassation, qui avait lâché la bride sur le cou aux tribunaux, le législateur moderne a arrêté ses désordres et mis fin à ses fantaisies artistiques, en la faisant descendre des hauteurs du Pernasse et en attachant sa grandeur au rivage par une solide muselière. Ne rompez plus la corde... La loi de 1902 a singulièrement simplifié la tâche que vous avez à remplir. Vous ne jugerez plus, a-t-elle dit, la valeur artistique des œuvres, ni d'après leur destination, ni d'après leur mérite ; vous les jugiez trop mal ! Vous accorderez à toutes la protection qui leur est due, quelle que soit leur valeur artistique et leur utilisation industrielle, depuis les images d'Epinal jusqu'aux affiches de Grasset. La loi nou-

velle étend la protection de la loi de 1793 à toutes les manifestations de l'art, même industriel, quel que soit son domaine. Ne dépouillez donc plus une œuvre d'art de sa valeur artistique, sous prétexte qu'elle vous apparaîtrait sous la forme d'un dessin industriel. Donnez sans crainte à la volonté du législateur sa pleine et entière exécution et aux artistes la légitime et sérieuse garantie qu'ils sont en droit d'attendre de votre justice. » (1).

∴

Les tribunaux n'écoutèrent point toujours les raisonnables avertissements de M. le Substitut Guillemain. La loi de 1902, qu'on croyait faite pour étouffer les ardeurs d'une jurisprudence extravagante, les tempéra à peine. C'est que les réformes comme les révolutions ne se font pas sans heurts. Les résistances sont toujours vives et l'on crie toujours « à la faillite », aux lois qui tendent à renverser des habitudes fortement établies et des traditions vigoureuses. Même après la loi de 1902, la jurisprudence resta hésitante et contradictoire.

Certes, dès le début, les tribunaux semblent bien avoir presque toujours accordé, sans rechigner, la protection de la loi de 1793 aux œuvres destinées à l'industrie, par exemple aux créations d'art appliqué à des objets usuels, reproduits à un grand nombre

(1) Conclusions, 20 mars 1903. Pat. 1905. p. 332 et s.

d'exemplaires. On trouverait en ce sens de nombreuses décisions (1) et on ne peut nier que la deuxième partie de la formule de la loi n'ait été respectée.

Il en fut différemment quant à la question du « mérite », pourtant solutionnée dans la même formule les tribunaux accoutumés à ne juger l'art que sur les manifestations les plus éclatantes et les plus brillantes ne se résolaient point à le rencontrer dans des productions plus simples et souvent plus originales. L'ancien système subsistait avec son cortège d'inconvénients. Les juges déterminant, comme par le passé, si telle création relève de l'art ou même si le caractère artistique était prédominant, c'était de nouveau, suivant l'expression de M. Bozéréau, « laisser la porte ouverte au caprice, à l'entraînement, à la mode, à la passion. »

Un examen, même superficiel, de la jurisprudence depuis 1902, permet de constater que les tribunaux se sont laissés facilement entraînés, et sous le prétexte de rechercher s'il y a création industrielle, ont persisté à prendre en considération le mérite de l'œuvre (2).

(1) Paris 22 janv. 1903. Pat. 1904 p. 90. Trib. civ. Seine 1^{er} août 1903. Paris, 9^e Ch. corr., 23 juin 1905. Pat. p. 321 Seine, 3^e Ch. 1^{er} fév. 1905. Pat. 1905 p. 326 etc.,

(2) Angers, 19 janvier 1904 (aff. Vilmorin) Pat. 1904 p. 66 et D. P. 1901, 2.137 avec une note de M. Ch. Claro. Trib. de Corr. Seine 9 déc. 1904 (aff. Taleu) Pat. 1905 p. 328. Trib. C. Seine, 20 mars 1903 et 10 février 1905. Pat. 1905, p. p. 350 et 352 et s.

Effet de l'habitude? Un peu sans doute, mais l'adaptation aux idées nouvelles se fait rapidement quand la loi est précise. Le magistrat est bien responsable de l'application défectueuse de la loi de 1902, mais en l'occurrence, le législateur l'est beaucoup plus.

Le législateur de 1902, dans l'intention très louable de supprimer cette distinction funeste, source de tant de conflits, que la loi de 1806 avait fait éclore entre le dessin artistique et le dessin industriel, n'a peut-être pas assez calculé la portée de son œuvre, et, après avoir formulé sa pensée d'une manière générale, n'a pas assez cherché à en prévoir toutes les conséquences. Il s'est préoccupé exclusivement de la loi de 1793 dont il affirmait le large champ d'application; il a négligé les textes dont il allait ruiner le crédit.

Dans le texte de la loi, on ne trouve aucune indication sur le sort que le législateur entend réserver à la loi de 1806. A aucun moment des travaux préparatoires, cette question n'est effleurée. Aussi le problème de la distinction des deux législations, aux difficultés duquel le Parlement s'était peut-être flatté de mettre un terme définitif, reste-t-il aussi vivace, quoiqu'un peu modifié.

Quels sont les effets de la réforme de 1903 par rapport au texte de 1806? Le législateur n'a point indiqué expressément sa volonté d'abroger la loi de 1806. Les tribunaux ont-ils le droit d'affirmer ce que la loi n'a point cru devoir dire?

Et voici qu'une nouvelle discussion s'engage sur la portée même de la loi de 1902.

. . .

En effet, à peine la loi de 1902 était-elle promulguée que certains auteurs et non des moindres proclamèrent que la loi de 1806 était abrogée et que l'unité de législation était enfin accomplie. Ils en trouvent la preuve dans les travaux préparatoires où c'est toujours la doctrine de l'unité de l'art que les protagonistes de la réforme ont invoqué. « L'art, disait le rapporteur, est un dans son essence, qu'il s'applique à l'industrie, à la décoration, à la figure. Il ne suffit pas de proclamer ce principe dans les congrès, il importe de le faire figurer dans notre législation, pour mettre fin à de regrettables controverses... La rédaction que nous proposons mettra fin à tous les débats ; elle arrivera à établir une unité de jurisprudence, car elle pose ce principe qu'il n'y a pas de différence entre l'œuvre d'art proprement dite et l'œuvre industrielle. »

Sans doute, il n'y a dans la loi de 1902 aucune disposition expresse, mais il est au-dessus de toute discussion, disent-ils, qu'une loi doit être considérée comme tacitement abrogée par une loi plus récente, quand il y a dans leur coexistence une impossibilité de fait. Le système de l'abrogation tacite leur suffit à tel point qu'il taxe de superfétation cet article final

que le législateur manque pourtant rarement d'écrire quand il a l'intention formelle d'abroger : « Toutes les dispositions des lois et décrets en vigueur et contraires à la présente loi sont abrogées. »

Ils se sont attachés à découvrir des incompatibilités entre la loi de 1806 et celle de 1902. Ils ont mis en relief les lieux différents des dépôts, le coût de ces dépôts ou leur gratuité, ont insisté surtout sur la durée différente des protections et crurent triompher sur ce terrain, en faisant ressortir qu'un même droit sur un même objet ne pouvait être à la fois perpétuel, par l'effet de la loi de 1806 et limité, par l'effet de la loi de 1902.

La Jurisprudence n'a pas suivi cette doctrine. M. Huard cite un seul jugement du tribunal de la Seine, du 1^{er} février 1905, qui admettrait l'abrogation complète de la loi de 1806. La lecture de ses attendus montrera que cette opinion est cependant discutable : « attendu que toutes les œuvres d'art plastique, quelles qu'elles soient, sont soumises au régime de la loi de 1793 ; que la sculpture industrielle n'est pas obligatoirement soumise au dépôt réel ou par équivalent organisé par la loi de 1806, que le seul inconvénient qui puisse résulter de l'absence du dépôt tel qu'il est prévu par l'art. 6 de la loi de 1794 consiste en ce que, si le dépôt qui est facultatif n'a pas été effectué, le propriétaire de l'ouvrage peut avoir certaines difficultés à établir la légitimité de sa revendi-

cation et qu'il ne peut en tous cas réclamer de dommages-intérêts aux contrefacteurs que du jour où ils ont eu connaissance de son droit privatif (1).

Séduisant par sa simplicité, le système de l'abrogation tacite a pourtant rencontré une certaine opposition parmi les juristes qui, en général, n'admettent que difficilement l'abrogation tacite des lois, et exigent, d'accord du reste avec la Jurisprudence constante de la Cour de cassation, des incompatibilités sérieuses et fondamentales pour la reconnaître. Il s'est surtout heurté aux protestations d'un grand nombre d'industriels et de groupements professionnels qui ne désiraient nullement abandonner les avantages et les facilités qu'ils trouvaient dans la loi de 1806 pour la preuve de la priorité de leur droit. Les fabricants, en grosse majorité, tiennent au droit de déposer leurs dessins, puisqu'ils se réservent ainsi une preuve immédiate de leur droit. Quand le fabricant est contrefait, il déchire l'enveloppe, prouve qu'il a déposé son dessin à une date déterminée, et peut, le plus souvent grâce à cela, triompher immédiatement.

*
* *

Seulement, les partisans du maintien de la loi de 1806 se subdivisaient. Dans une première opinion, d'ailleurs la moins répandue en doctrine comme en

(1) Huard, tome II p. 494.

jurisprudence (1) on reconnaissait au créateur de dessins, en présence de la dualité législative, la faculté, quand son œuvre a une destination industrielle, de revendiquer le bénéfice de la loi de 1806, tout en restant libre, s'il le juge préférable, de s'en tenir à la protection plus compréhensive, mais à certains points moins favorable de la loi de 1793. L'industriel indique lui-même, par une manifestation de volonté, par exemple, en effectuant son dépôt au secrétariat du Conseil des prud'hommes, la loi dont il veut bénéficier. Il sera enchaîné au régime pour lequel il aura opté.

Ce système de l'option est inadmissible, l'esprit de la loi de 1806 et son texte impératif ne permettant pas de revêtir d'un caractère facultatif, la formalité du dépôt. Au fond même, le système proposé ne résout pas parfaitement le problème de la dualité. Il reste encore à déterminer les caractères, que doivent présenter les productions, qui permettront à leur auteur de choisir entre les deux protections. Où les trouverait-on ?

*
* *

Dans une seconde opinion, les deux lois de 1902 et de 1806 seraient susceptibles d'une application simul-

(1) Cette opinion n'a été consacrée qu'une seule fois dans un jug. du Trib. civ., de la Seine. 19 mars 1900. Le « Droit » 12 juillet 1900.

tanée. C'est le système du cumul et M. Maillard au Congrès de Lille, l'exposait dans un rapport dont les conclusions recueillirent la presque unanimité. « Pourquoi, disait-il, ces protections ne seraient-elles pas cumulées ? La loi de 1793 interprétée par celle de 1902, et celle de 1806 différent, il est vrai, et par la durée et par les conditions de la protection... Elles peuvent pourtant parfaitement coexister, car l'on peut très bien s'imaginer que le fabricant (propriétaire d'un dessin, soit parce qu'il l'aura acquis, soit parce qu'il l'aura lui-même créé) pourra tour à tour, suivant les circonstances, invoquer ou la loi de 1793 ou celle de 1806. Remarquez que c'est le seul moyen pratique, d'assurer la protection des dessins ou sculptures pour lesquels il pourrait y avoir un doute.... Tous ces dessins qui sont incontestablement des dessins de fabrique, par exemple des dessins d'étoffes qui sont en eux-mêmes des œuvres artistiques, des dessins proprement dits, mais des dessins de fabrique en même temps et sur lesquels les tribunaux pourront dans les premiers temps avoir quelques hésitations ne pourront avoir une protection certaine que si la jurisprudence maintient les deux lois, et les fabricants soucieux de leurs intérêts devront continuer à déposer leurs modèles au Conseil des prud'hommes, sauf à invoquer devant les tribunaux comme subsidiaire la loi de 1902. »

Cette thèse à laquelle on pourrait reprocher, comme à la précédente, de transformer le caractère impératif

de la loi de 1806 en une réglementation facultative, pèche encore par un autre côté. Ses auteurs l'ont bien senti et pour la raffermir ont cherché dans la législation des « marques », un argument d'analogie destiné à prouver que le cumul n'a rien de contraire aux idées juridiques. La loi sur les marques de fabrique, disent-ils, a aussi un caractère impératif : « Nul ne saurait revendiquer la propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé deux exemplaires du modèle de cette marque ». Et pourtant il est unanimement admis que le propriétaire d'une marque est avant tout dépôt, protégé par l'article 1382 et qu'il peut, en déposant, obtenir le bénéfice plus efficace de la loi de 1857. N'est-ce pas là aussi le cumul ?

Sans doute, mais le but comme l'effet sont différents. La marque non déposée est garantie, dans la mesure du préjudice causé, par le système général de la concurrence déloyale ; le dépôt par les mesures de publicité dont il est accompagné, affirme et précise le droit exclusif du propriétaire et érige la contrefaçon en délit pénalen dehors de toute question de préjudice.

Le but n'est pas analogue dans le cumul des lois de 1806 et de 1902. Ce cumul permettrait d'une part d'invoquer la perpétuité de la protection de la loi de 1806 quand on aurait épuisé la protection limitée de la loi de 1902, d'autre part de se réfugier dans la protection de la loi de 1902, quand, par suite d'une cause quelconque on aurait perdu tout droit aux dispositions

protectrices de la loi de 1806. On voit quel rôle différent jouerait ici le cumul : il donnerait respectivement aux deux législations un rôle subsidiaire qui n'a rien de commun avec le rôle simplement complémentaire que joue la loi de 1857 sur les marques auprès de l'art. 1382 du Code civil (1).

L'esprit qui a procédé à la confection des lois de 1793-1902 et de 1806 ne permet certainement pas de donner une telle interprétation de la coexistence de ces différentes lois. La jurisprudence antérieure à 1902, en considérant presque unanimement les deux lois de 1793 et 1806 comme indépendantes, semble ne pas avoir méconnu la pensée du législateur. La loi de 1902 n'a rien changé au caractère exclusif de ces deux réglementations, et on n'a jamais voulu octroyer aux « dessins et sculptures d'ornement, une double protection. Aussi bien, le système du cumul, comme celui de l'option, sont manifestement contraires au principe général des lois françaises sur la propriété industrielle qui est de ne jamais gouverner une même œuvre par ses différentes lois (2).

..

Malgré les nombreuses adhésions qu'a recueil-

(1) Quelques décisions de jurisprudence admettent le principe du cumul. Trib. de la Seine, 22 janv. 1903. Pat. 1904, Trib. Seine, 21 janvier 1907. Pat. 1907, art. 68.

(2) Voir l'article publié dans les *Annales de la Propr. Industrielle* 1905, pp. 303 et suiv.

lies la thèse du cumul, malgré la clarté facile de celle de l'abrogation tacite, nous ne pensons pas qu'aucune de ces deux opinions reflète exactement la pensée du législateur. La réforme de 1902 n'a pas été, à notre sens, aussi radicale et son envergure est plus restreinte. On n'a point voulu refondre toute la législation des dessins, mais seulement faire cesser la controverse qui s'était élevée sur la question de savoir si les œuvres du dessin et de la sculpture, lorsqu'elles sont destinées à orner des objets industriels, sont protégées par la loi de 1793 ou par celle de 1806. Les fabricants de bronzes, depuis 1866, et après eux tous les congrès, soit de la propriété industrielle, soit de la propriété artistique, réclamaient la protection de la loi de 1793 pour l'artiste dans tous les cas, même lorsqu'il met son talent au service de l'industrie, et quel que soit le mérite de son œuvre. C'est cette satisfaction qui leur a été donnée, rien de plus.

A part les dessins et sculptures d'ornement auxquels la loi de 1902 assure définitivement, ce que la jurisprudence leur avait toujours refusé, la protection de la loi de 1793, la loi de 1806 reste entière. Que l'édifice n'ait pas été un peu endommagé, que son importance soit moins considérable, nous ne le nions pas, mais qu'il ait disparu, que la loi de 1806 ne soit plus, suivant l'expression de M. Fournier, qu'un « cadre vide » (1), nous ne le pensons pas. Elle a simplement

(1) Fournier. *Dess. et mod.* Thèse 1908, p. 154.

été ramenée à ses véritables proportions, à ses vraies limites, dont une jurisprudence déformatrice l'avait fait sortir. Grâce à la loi de 1902, elle laissera à la loi de 1793 le soin de protéger tous les objets et dessus d'art à quelque degré qu'ils le soient, à quelque destination, même industrielle, qu'ils puissent être affectés, et sera seulement applicable à ces ornements qui varient la physionomie des objets par des combinaisons de lignes, de couleurs ou de forme, et leur impriment seulement un cachet de nouveauté pour les différencier les uns des autres.

La loi de 1902 n'a modifié que le sort des dessins et sculptures d'ornement. Or il y a des dessins et modèles qui ne rentrent pas sous cette dénomination. Qu'on ne vienne pas dire qu'à l'origine la loi de 1806 a été faite exclusivement pour les dessins de fabrique, que puisque ces dessins sont maintenant régis par la loi de 1902, elle n'a plus sa raison d'être. Peu importe quel avait été son but primordial. Si la Jurisprudence a étendu la loi, c'est que la loi impliquait une protection plus vaste. Pour les objets qu'on ne peut classer sous la rubrique « dessins et sculptures d'ornement », la loi de 1806 est le dernier abri. Et ce refuge pourtant insignifiant aux yeux de nos adversaires, écrasé qu'il est entre les grandes protections de la législation de la propriété intellectuelle, loi des brevets, loi des marques, loi sur la Propriété artistique et littéraire, protégé encore si bien, que depuis 1902, les indus-

triels ont continué à déposer presque dans la même proportion leurs dessins et modèles au secrétariat des conseils de prud'hommes.

DEUXIÈME PARTIE

Le Régime actuel. La loi du 14 juillet 1909

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ D'UNE LOI NOUVELLE SUR LES DESSINS ET MODÈLES

1^o Etat de la législation après la réforme de 1902

•

Malgré l'intention louable du Parlement, l'état de la législation, en ce qui concerne la protection des dessins et modèles industriels, restait, après la réforme de 1902, assez compliqué. La coexistence de la loi du 18 mars 1806, qui n'est abrogée, ni expressément dans les textes nouveaux, ni tacitement puisque seule elle sauvegarde encore certains intérêts, avec la loi du 19 juillet 1793 sur la propriété littéraire et artistique, s'appliquant maintenant par l'effet de la loi du 11 mars 1902 à tout dessin quelles que soient sa valeur artistique et sa destination, créait dans la vie industrielle de sérieuses difficultés, qu'aggravèrent encore l'esprit routinier des tribunaux.

Marquis.

Sur la portée respective de ces deux lois, piliers de notre matière depuis la réforme de 1902, les avis, nous l'avons vu déjà, se partagent.

En effet, dès le vote de la loi du 11 mars 1902, certains esprits optimistes ont cru leur rêve d'unification réalisé. Considérant la loi de 1806 comme abrogée tacitement, ils se trouvaient de suite en présence de cette unité de législation qui semble bien être la solution du problème si complexe de la protection des œuvres délinéatoires et plastiques. D'autres, moins radicaux, sentant tout ce qu'il y avait de forcé à vouloir une abrogation qu'aucun texte n'imposait, essayaient seulement de concilier les deux lois. Certains d'entre eux, accordaient à l'industriel le droit d'opter entre l'une ou l'autre, de choisir lui-même la protection qu'il jugeait conforme à son intérêt. D'autres plus nombreux, désirant le faire profiter des avantages divers, offerts par les deux lois, conseillaient hardiment leur cumul. Enfin, dans un dernier système, plus rationnel, à notre sens, et auquel nous nous sommes ralliés, on délimitait simplement le domaine différent d'application de chaque texte.

On comprend qu'en présence de tant de doctrines, la Jurisprudence, traditionnellement instable, ait hésité plus que jamais à prendre parti et à consacrer par une volonté constante l'une d'entre ces théories. Depuis 1902 elle a simultanément admis tous les systèmes et il n'est pas une opinion qui ne puisse se flat-

ter de pouvoir ajouter à l'exposé de ses arguments l'appui de quelques arrêts.

Les problèmes de propriété industrielle sont toujours l'occasion de controverses nombreuses. Sachant, par expérience, combien les conceptions des juges évoluent lentement, le législateur devait légiférer avec précision et ne point abandonner aux tribunaux le soin d'établir, entre les deux lois qui survivaient, la ligne de démarcation. La diversité des décisions jurisprudentielles, qui en résulta, causa le plus grave préjudice aux industriels et l'incertitude dans laquelle elle les plongea leur fit bientôt souhaiter une loi nouvelle.

Cependant il faut reconnaître que les doctrines qu'engendra la législation de 1902 n'eurent pas toutes un égal succès. La thèse de l'abrogation tacite de la loi de 1806, qui, si elle avait été généralement acceptée par la doctrine et la jurisprudence eut peut-être mis fin à toutes les difficultés, ne recueillit guère de partisans (1). Presque tous les auteurs admettent que, si restreint que soit devenu son domaine d'application, la loi de 1806 a survécu à celle du 11 mars 1902. Il faut noter que c'est surtout la thèse du cumul, critiquable à notre sens, mais brillamment soutenue dans les traités et les congrès, qui triomphe. C'est cette théorie qui paraît avoir été adoptée par le Congrès de

(1) M. Fournier la défend dans son livre : « *Des Transformations de la législation des dessins et modèles* » pp. 154 et suiv.

L'Association française de la propriété industrielle qui se réunit à Lille en 1902 (1). L'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 14 juillet 1909 la présente comme le reflet de l'opinion générale : « On n'a
« pas entendu en 1902, dit-il, abroger la loi de 1806
« sur les dessins de fabrique. On a voulu seulement,
« ce qui est déjà un progrès considérable, en s'inspi-
« rant du principe de l'unité de l'art, assurer en outre
« le bénéfice de la loi de 1793 à un certain nombre
« d'œuvres que la jurisprudence avait arbitrairement
« rattachées à la loi de 1806. On se trouve donc au-
« jourd'hui en présence de deux lois : l'une, celle de
« 1793, complétée en 1902 s'appliquant à toutes les
« œuvres des arts du dessin et formant le droit com-
« mun de la matière ; l'autre, celle du 18 mars 1806,
« visant uniquement les dessins et modèles de fabri-
« que, c'est-à-dire tous les dessins et modèles em-
« ployés dans l'industrie, qu'ils soient ou non protégés par le texte actuel de la loi de 1793. »

A part celui de l'abrogation tacite, en fait peu répandu, tous les systèmes reconnaissent donc la coexistence, après 1902, des deux lois de 1806 et 1793. Si de la réforme de 1902 résultait un progrès, puisque, pour la première fois, le législateur résistait « à ce penchant inconscient qui attache au mot artistique le

(1) Compte rendu p. 76. Cf. l'opinion de M. Maillard : *Jurisprudence sur la loi de 1902* » p. 24. Pouillet, *Dessins et modèles*, p. 60.

sens de beau, d'exquis, de parfait, jugeant d'après l'effet et non d'après la cause » suivant l'heureuse expression de Pouillet, la survie de la loi de 1806 en affaiblissait quelque peu l'étendue.

Le texte, sinon l'esprit, de la loi de 1902 exigeait pourtant son maintien. Il n'a enlevé aux dispositions protectrices de la loi de 1806 qu'une partie de leurs applications : toutes les créations des arts du dessin et de la sculpture. Comme le fait très justement remarquer M. Prache dans son rapport (1) : « Il s'en faut que tous les produits industriels puissent être envisagés comme des créations des arts du dessin et de la sculpture, non pas seulement au sens esthétique, mais encore au sens purement technique de ces mots. » La loi de 1806 reste seule à protéger ces dispositifs, arrangements, ornements qui varient la physionomie des objets, sans être pour cela des productions délinéatoires et plastiques relevant de la loi de 1902 et sans présenter un caractère d'unité suffisant, susceptible de les faire considérer comme inventions brevetables. Ce sont pourtant des nouveautés, dénotant un certain effort de création et bénéficiant d'une protection méritée.

Si l'on prend soin de remarquer que, d'après l'interprétation la plus répandue, celle du cumul, on prétendait que la loi de 1806 s'appliquait en outre aux

(1) Rapport à la Ch. des Députés sur le projet de loi qui est devenu la loi du 14 juillet, p. 26.

créations du dessin et de la sculpture déjà protégées par la loi de 1793 modifiée, quand il était possible de les considérer aussi comme dessins et modèles de fabrique, on constate que le rôle de la loi de 1806, dans la législation de 1902, est encore considérable.

2° Inconvénients de la législation de 1902.

Les fluctuations de la Jurisprudence sur la protection à accorder aux dessins et modèles faisaient désirer une réforme ; deux autres raisons fondamentales la rendaient nécessaire. Si l'on envisage la législation de 1902 uniquement dans ses rapports avec les œuvres industrielles, elle se présente sous deux aspects, à cause de la possibilité d'appliquer aux dessins et modèles les protections diverses établies par les deux lois de 1793-1902 et de 1806. S'agit-il d'appliquer la loi de 1793 aux dessins de fabrique, on jouit d'une protection très largement comprise puisque la création seule engendre le droit privatif, et permet la poursuite des contrefacteurs ; mais cette protection s'évanouit en fait, puisqu'aucune organisation n'est prévue pour faciliter la preuve de ce droit. S'agit-il, au contraire, de la loi de 1806, la preuve du droit est ici minutieusement préparée par une série de formalités ; mais c'est le droit privatif lui-même qui est maintenant singulièrement rétréci puisque, du moins d'après

la jurisprudence la plus récente (1), ce droit privatif disparaît, si l'œuvre a été exploitée avant l'accomplissement du dépôt. La loi de 1793 offre une protection large, mal organisée, alors que celle de 1806 établit l'organisation détaillée d'une protection trop étroite. Le succès de la thèse du cumul s'explique par le caractère subsidiaire réciproque qu'elle attribuait à ces lois ; ainsi on profitait de leurs avantages respectifs.

Ce qui manquait à la législation de 1902, c'était la fusion dans un même texte des deux éléments que chaque loi possédait séparément : une organisation permettant l'administration facile de la preuve de la priorité de création et l'exploitation possible de l'œuvre, sans menace de déchéance du droit privatif, en dehors de toute formalité.

a) Absence du dépôt (Loi de 1793).

La loi de 1793, modifiée par celle de 1902, établit parfaitement le droit de propriété de l'auteur sur son œuvre ; mais de moyens de le faire constater, elle n'en prévoit pas. Sans doute elle organise et prescrit même, par l'intermédiaire de la loi organique du 29 juillet 1881 sur la presse (2), un dépôt au ministère de l'intérieur pour Paris ; à la préfecture pour les

(1) V. même chapitre : « Le Dépôt préalable à toute exploitation ».

(2) Loi 29 juillet 1881. Art. 3 et 4.

chefs-lieux de département ; à la sous-préfecture pour les chefs-lieux d'arrondissement ; et, pour les autres villes, à la mairie ; mais ce dépôt n'est ordonné que pour les seuls ouvrages « de littérature et de gravure », c'est-à-dire, pour les ouvrages qui sont reproduits en de nombreux exemplaires par l'impression. Elle ne l'exige nullement pour les œuvres de la sculpture, de la peinture et du dessin proprement dit.

Or, il est évident que le dépôt constitue, pour les dessins et modèles exécutés par la majorité des industries, une garantie indispensable. Les produits nouveaux, même caractéristiques, ne décèlent jamais par eux-mêmes, ni leur origine, ni leur date. La possibilité d'en déposer des spécimens ou des reproductions dans un secrétariat ou dans un greffe sera toujours, pour les créateurs de ces nouveautés, le moyen le plus sûr et le plus commode de se réserver une preuve de priorité de création. Le certificat qu'on leur délivrera ne sera pas un « acte de naissance » comme on l'a dit (1), mais un « acte d'identité » plus facile à transporter et à produire en justice que les preuves du droit commun.

Devant les trop légitimes critiques qu'ont soulevées, depuis leur organisation, les services chargés de conserver les dépôts prescrits par la loi de 1793, le législateur de 1909 n'a pas songé un instant à en étendre

(1) L'expression a été employée au Congrès de Saint-Étienne par M. Soleau. Compte-rendu du Congrès, 1903, p. 43.

les attributions et c'est dans un autre sens que s'est orientée sa réforme.

b) L'obligation du dépôt préalable à toute exploitation (Loi de 1806).

La loi de 1806, qui survivait après la réforme de 1902, avait fait naître une grave difficulté. On s'était demandé quelle influence la mise en vente du dessin, antérieurement au dépôt devait avoir sur sa validité.

Certains esprits, pénétrés de cette idée, à notre sens erronée (1), que les dessins et modèles de fabrique sont des créations assimilables aux inventions brevetables, exigeaient par analogie, pour eux comme pour ces dernières, une revendication de propriété préalable à toute exploitation ; et cette revendication ils la trouvaient dans la formalité du dépôt qu'ils considéraient comme le pendant du brevet. Les dispositions protectrices de la loi de 1806 étaient irrémédiablement inapplicables, si le dépôt n'avait pas été opéré avant toute mise en vente.

Cette doctrine représente l'état de la jurisprudence la plus récente. Pendant la première moitié du xix^e siècle, elle était restée hésitante ; d'assez nombreux arrêts, presque tous antérieurs à 1850, concluaient que le dépôt étant uniquement déclaratif, aucun délai

(1) Cf. *Gaz. des Trib.* du 2 déc. 1869. Une discussion de M. Champetier de Ribes, sur cette question.

n'était imposé pour l'effectuer et que le créateur conservait le droit d'agir contre tous ceux qui auraient porté atteinte à sa propriété alors même qu'antérieurement à tout dépôt, il aurait confectionné et publiquement vendu ses dessins et modèles (1).

Mais c'est cependant à l'opinion contraire que s'est finalement ralliée la jurisprudence, depuis l'arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} juillet 1850. Par cela même que la loi du 18 mars 1806, à la différence de la loi du 24 juillet 1793 abandonne à la volonté de l'inventeur d'un dessin de fabrique le soin de déterminer la durée du privilège de reproduction qu'il entend se réserver et lui enjoint de faire cette déclaration relative à la durée de son droit au moment même où il opère son dépôt, il faut conclure que le dépôt doit-être effectué avant toute mise en vente du dessin. S'il est vrai que c'est l'invention du dessin qui en confère la propriété, c'est le dépôt qui la consacre ; par suite lorsque l'inventeur d'un dessin de fabrique a commencé volontairement, au grand jour et sans réserve l'exploitation commerciale de ce dessin la présomption est qu'il a entendu livrer sa création au domaine public (2).

(1) Paris, 29 déc. 1835. D. P. 36.2.26. — Cass. 17 mai 1843. D. P. 43.1.327. — Paris, 27 fév. 1844. *Moniteur des prudhommes*, 15 mars. — Cass. 30 juin 1865. Pat. 65.332.

(2) Cass. 1850. D. 50.1.203. — Cass. 15 nov. 1853. D. P. 54.1.316. — Paris, 23 déc. 1868. Pat. 69.59. — Paris, 22

Une jurisprudence presque constante exigeait donc une revendication de propriété préalable à toute exploitation ; les dispositions protectrices de la loi s'évanouissent si le dépôt n'a pas été opéré ou l'a été tardivement.

Or, dans de nombreuses industries, notamment celles qui vivent de la mode, toujours capricieuse, les dessins et modèles doivent être présentés en très grand nombre si l'on veut avoir chance d'en « placer » seulement quelques-uns. Il en résulte la nécessité de créer chaque année des quantités de « nouveautés » et l'obligation de les déposer, si l'on veut s'en réserver la propriété contre les contrefacteurs toujours prêts à imiter le « modèle » que le goût du jour a mis en vogue.

Déposer toutes ses créations, sacrifier son temps et son argent au respect des formalités légales pour s'assurer le bénéfice problématique d'un succès d'article, c'était trop demander à l'industriel. Exiger le dépôt avant toute exploitation, alors qu'on ne peut savoir d'avance le succès qu'obtiendra l'article lancé, c'était dans certaines industries se heurter à une difficulté insurmontable. Les statistiques révèlent que

avril 1875. Pat. 83.206. — Paris, 17 mai 1879. Pat. 81.71.
— Trib. cor. Seine, 25 mai 1882. Pat. 83.62. — Rouen, 3
mars 1882. Pat. 84.281. — Paris, 31 oct. 1889. Pat. 90.161
— Lyon, 25 mars 1898. Pat. 99.126. — Paris, 21 mars 1899.
Pat. 99.128.

dans certaines régions, l'usage du dépôt a presque complètement disparu.

Et pourquoi prendre la peine d'inventer une « nouveauté » quand il est si facile et si lucratif de copier celles des concurrents ? Nous venons de voir qu'on ne déposait plus. L'industriel peu scrupuleux trouvait dans la loi de 1806 elle-même, le moyen de s'enrichir : copier les « succès » non déposés. Cela était parfaitement licite, puisque d'après la Jurisprudence, ils appartenaient au domaine public (1).

Outre que cet état de choses nuisait au progrès in-

(1) M. Bonnet, président de la Chambre syndicale des brodeurs de Paris, explique l'impossibilité dans laquelle se trouvent les brodeurs d'aller déposer leurs modèles : « Les brodeurs ne déposent pas parce que chaque modèle déposé coûte et qu'étant donnée la quantité qu'il faut en faire pour présenter au choix du client, les frais que représenterait le dépôt à chaque saison d'une référence complète seraient plus élevés que le bénéfice qui en résulterait ».

Les manœuvres que nous exposions, M. Bonnet les retrouve chez les brodeurs : « Après tant d'efforts, il semblerait légitime que les commandes obtenues, remontant la filière, viennent dédommager de sa peine le brodeur dont l'idée et l'idée seule a donné naissance à l'œuvre... Mais il existe une classe chaque jour plus nombreuse d'industriels, sans vergogne, qui trouvent plus simple et plus expéditif d'économiser les frais d'échantillonnage en n'en faisant pas et en allant, ainsi allégés de frais, s'offrir pour exécuter au rabais les créations des autres ; on comprendra combien peu, sur ces modèles qu'il a créés, reviennent finalement en commande à leur véritable auteur et propriétaire légitime et à quel prix réduit. »

dustriel en décourageant les chercheurs, il fit naître une propension de certains esprits à trouver légitimes, mêmes nécessaires, les plagats qu'une loi rendait trop faciles, qu'une jurisprudence imprudente avait laissé devenir habituels. A côté des créateurs de dessins qui demandaient qu'on abrogeât une législation qui affaiblissait leur droit en le subordonnant à l'accomplissement d'une formalité souvent inutile, toujours onéreuse, de nombreux industriels récriminaient non moins ardemment contre toute velléité de supprimer l'obligation du dépôt préalable à toute exploitation.

3. Préliminaires de la réforme.

Tout le mal venait de la survie, après la réforme de 1902, de la loi de 1806 qui subsistait avec ses lacunes et ses vices de rédaction qui depuis si longtemps en faisaient demander l'abrogation. On sait que, déjà sous la monarchie de juillet, un projet de loi, qui fit l'objet d'un rapport de M. Cousin en 1846, avait été déposé en ce sens; la discussion en fut interrompue par la révolution de 1848. En 1869, un nouveau projet fut élaboré; les événements de 1870 vinrent le reléguer dans l'oubli. Quelques années plus tard, un nouveau projet fut présenté au Sénat par M. Bozérian et voté en 1877; renvoyé à la Chambre des députés,

il a fait l'objet d'un long et remarquable rapport de M. Philipon, mais n'a jamais pu aboutir.

Ces projets persistaient à établir une distinction entre l'art pur et l'art appliqué à l'industrie.

« C'est pour avoir tenté, écrivait Pouillet, une distinction impossible, c'est pour avoir voulu admettre l'existence du dessin industriel à côté et en dehors du dessin artistique, c'est pour avoir rêvé de séparer ce que la nature même des choses unit au point de les confondre, c'est pour cela que, jusqu'ici, le législateur français, épris malgré lui de logique n'a pu mener à bonne fin la loi sur les dessins et les modèles de fabrique ».

Dès que le principe de l'unité de l'art fut presque unanimement admis, l'abrogation de la loi de 1806 paraissait chose facile. Puisqu'il est établi et reconnu que la loi de 1806 s'applique à des créations différentes de celles protégées par la loi de 1793 modifiée, il suffisait d'une simple énumération ajoutée à la loi de 1902 pour appliquer à tous les dessins et modèles, même à ceux qui ne sont pas issus des arts du dessin et de la sculpture, la législation relative à la propriété littéraire et artistique. Quelques articles complémentaires, visant l'organisation de mesures facultatives (ouvertes à toutes les œuvres linéaires et plastiques) par exemple un dépôt purement déclaratif, auraient procuré au créateur une preuve facile de sa priorité d'invention. Grâce à cette méthode, on obtenait ce double résultat

d'abroger une loi imparfaite et de supprimer radicalement toutes les difficultés naissant inévitablement d'une dualité de protection.

Cette solution simple et pratique, qui est pourtant aux yeux du législateur l'idéal entrevu, le gouvernement n'a pas osé l'adopter; et il s'en explique dans l'exposé des motifs : « Certains jurisconsultes ont soutenu, dit-il, qu'il serait utile de soumettre à une seule et même règle, tous les dessins afin de donner plus d'unité à notre législation, si complexe en matière de propriété industrielle. Il a paru que la réalisation de cette grande réforme demanderait beaucoup de temps et d'efforts, qu'il importait de courir au plus pressé et en attendant mieux de perfectionner le régime établi par la loi du 18 mars 1896 ».

Réaliser la réforme radicale que nous exposons, c'était faire œuvre saine, mais c'était aussi heurter de front des habitudes vicieuses sans doute, mais invétérées. C'était provoquer contre la réforme une opposition dont la violence eut tout compromis. Le législateur actuel qui ne discute volontiers que les lois à caractère politique renvoie toujours « à la commission » les projets sur lesquels les principaux intéressés ne se sont pas mis d'accord. Les rédacteurs du projet de loi qui devait devenir la loi du 14 juillet 1909, hommes de pratique et d'expérience voulaient aboutir. Avertis par leurs propres insuccès, ils n'eurent pas la prétention de donner aux créateurs industriels une

charte définitive mais plus modestement de réparer l'édifice déjà construit, en perfectionnant la loi de 1806.

Dans les congrès que depuis 1900, l'Association française pour la protection de la propriété industrielle organise l'étude, de la réforme a été lentement et sagement poursuivie au milieu des divergences parfois fondamentales d'opinion. Et peu à peu, grâce à une prudente patience les principaux combattants se trouvèrent d'accord sur un projet « transactionnel » dont les termes furent arrêtés aux congrès tenus à Saint-Étienne en 1903 et à Paris en 1904 et qui fut soumis à l'examen de l'Office national de la propriété industrielle.

Soumis à deux reprises à la chambre de commerce de Paris, il a été approuvé avec quelques réserves qui ont été en grande partie accueillies par la Chambre des députés et voté sans modifications par le Sénat.

. .

Le législateur français n'aura pas à regretter son effort, si cette fois-ci comme tant d'autres, les législations étrangères l'imitent. La plupart de ces législations exigent encore un dépôt préalable à toute exploitation; elles vont même jusqu'à l'imposer aux industries d'art appliqué. Si l'exemple qui leur vient de France pouvait leur faire modifier leur conception, si la loi nouvelle nous permettait seulement

d'obtenir que dans les pays signataires de la Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, le dépôt, d'attributif qu'il est, devint déclaratif de propriété, que l'inaccomplissement de cette formalité avant toute exploitation n'importât pas déchéance du droit, la protection internationale serait rendue plus facile et moins coûteuse, un grand progrès serait réalisé.

CHAPITRE II

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI DU 14 JUILLET 1909

La réforme de 1909, procédant par corrections, abroge la loi de 1806, qu'elle remplace par des dispositions nouvelles sur les dessins et modèles (loi du 14 juillet 1909), mais laisse intacte la loi de 1793 dont la loi de 1902 étendait l'application aux « sculptures et dessins d'ornement » quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre.

Nous avons vu que le législateur de 1902 n'avait pas déterminé les champs respectifs d'application des lois de 1806 et de 1793 et que faute de cette précaution, la Jurisprudence, suivant en cela les doctrines, s'était livrée à des interprétations fantaisistes. Le législateur, par crainte d'une semblable anarchie, a réglé dans les art. 1 et 2 la portée de la loi nouvelle.

La législation française actuelle de la propriété industrielle se compose notamment de trois lois fondamentales :

1°) La loi du 5 juillet 1844, protégeant les inventions industrielles.

2°) La loi des 19-24 juillet 1793, primordialement applicable seulement aux œuvres d'art, mais étendue

par la loi du 11 mars 1902 à la protection des dessins et modèles.

3°) La loi du 14 juillet 1909, protégeant aussi les dessins et modèles.

Ce sont les conflits qui auraient pu s'élever entre ces diverses réglementations que les art. 1 et 2 de la loi de 1909 essayent de prévenir. Nous les étudierons séparément.

**1° Limitation de la portée de la loi de 1909
par rapport à la loi de 1844 sur les brevets d'invention.**

Une invention nouvelle donne souvent naissance à un objet d'une forme spéciale, d'où une configuration distincte et reconnaissable, plus ou moins élégante, qui la différencie de ses similaires, en même temps qu'elle lui confère un caractère de nouveauté. Elle réunit, par conséquent, les éléments constitutifs de l'invention et ceux du dessin ou modèle industriels. Cette production semble mériter, à la fois, la protection de la loi de 1844, relative aux brevets d'invention et celle de 1909 sur les dessins et modèles.

Quel est pourtant le droit du créateur ?

Si on lui accorde le droit d'option entre les textes légaux, son choix ne serait pas douteux. A coup sûr, il préférerait la loi de 1909. Pour les dessins et modèles, les formalités génératrices de la protection sont bien moins compliquées que pour les brevets d'inven-

tion. Les frais sont de beaucoup moins élevés et la durée du droit privatif, peut s'étendre jusqu'à 50 ans, au lieu d'être réduit à une durée de 15 ans.

Si, au contraire, on autorise le cumul des deux lois, il pourrait usant de la prérogative de celle de 1909 qui étend le droit de propriété à 50 années, monopoliser pendant ces 50 ans, au lieu de 15 années de la loi de 1844, le résultat industriel, conséquence de la forme adoptée.

Cette question, dont l'intérêt pratique vient d'être mis en relief, se présentait en des termes analogues sous le régime établi par la loi de 1806 (1). Le législateur ne l'ayant pas résolue, la Jurisprudence, à une exception près (2), a très judicieusement décidé que la loi de 1806 n'est relative qu'à la conservation du dessin de fabrique et que son effet ne saurait être étendu à celle des inventions brevetables (3). Ce sont les conclusions de cette Jurisprudence sur l'application exclusive de la loi de 1844 dans toutes les hypothèses de cumul possible de la protection accordée aux inventions brevetables et de celle reconnue aux dessins et modèles qui ont été traduites par la loi

(1) Cf. par analogie. Pouillet, *Des. et Mod* n^{os} 32 et suiv. — Philipon. *Dess. et Mod*, p. 57 et suiv. — Fauchille. *Dess. et Mod*. p. 61 et suiv. — Vaunois, *Dess. et Mod*. n^{os} 62 et suiv.

(2) Caen 30 août 1859. *Ann.* 1862-256.

(3) Jurisprudence unanime en ce sens.

actuelle dans l'heureuse formule de l'article 2 « in fine » : « Mais si le même objet peut-être considéré à la fois comme un dessin ou modèle nouveau et comme une invention brevetable et si les éléments constitutifs de la nouveauté du dessin ou modèle sont inséparables de ceux de l'invention, ledit objet ne peut être protégé que conformément à la loi de 1844 ».

Pour que la loi de 1844 soit exclusivement applicable, deux conditions sont nécessaires :

1° que l'objet procède à la fois du dessin ou modèle nouveau et de l'invention brevetable.

2° Que ces deux éléments soient inséparables en lui.

Il en résulte que lorsque le dessin ou modèle concourra à la fois à l'ornementation et à la production du résultat industriel, on supposera qu'il n'agrémente pas seulement l'objet mais qu'il en fait partie intégrante et essentielle ; c'est du domaine de la science qu'il relève, bien plus que de celui de l'art, même industriel. Puisque ici le dessin ou la forme nouvelle sont devenus les éléments constitutifs de l'invention, puisqu'ils sont intimement liés au résultat scientifique, la loi de 1844 sera seule applicable et la protection sera de 15 ans. Le législateur a manifesté la volonté que les découvertes utiles à l'humanité tombent rapidement dans le domaine public. Un monopole plus long que celui qu'il a institué, celui des dessins,

ne peut pas à l'aide d'un détour profiter à des inventions industrielles.

En sens inverse, si les deux éléments, forme nouvelle et invention sont séparables, le créateur pourra s'assurer une double protection en accomplissant outre les formalités prescrites par la loi de 1844, celles établies par la loi de 1909. La protection accordée par la loi de 1844 éteinte, nous pensons qu'il pourrait encore revendiquer la propriété du dessin ou de la forme nouvelle en vertu de la loi de 1909, si par exemple ceux-ci servaient non pas à la réalisation d'un résultat industriel, mais seulement à la décoration, l'ornementation de l'objet.

2°. Limitation de la portée de la loi de 1909 par rapport à la loi de 1793 modifiée, sur la propriété littéraire et artistique.

Dès que la réforme de 1902 eut doté les dessins et modèles « quels que soient leur destination et leur mérite » de la protection accordée aux œuvres d'art par la loi du 11 juillet 1793, le conflit fut vif entre cette loi et celle du 18 mars 1806, dont les dispositions protectrices s'appliquaient aussi aux dessins et modèles. Nous savons que le législateur étant resté muet sur le sort qu'il entendait réserver à la loi de 1806, les théories les plus diverses furent émises pour expliquer la coexistence des deux lois et leur portée respective.

La réforme actuelle, laissant subsister dans son intégralité la loi de 1902 et promulguant une loi nouvelle destinée à remplacer celle de 1806 expressément abrogée, le législateur pensa que les mêmes discussions se reproduiraient, s'il ne prenait soin de régler les rapports de la loi sur la propriété littéraire et artistique avec la loi nouvelle. « Tout créateur d'un dessin ou modèle et ses ayants cause, dit l'article 1^{er}, ont le droit exclusif d'exploiter, vendre ou faire vendre ce dessin ou modèle dans les conditions prévues par la présente loi sans préjudice des droits qu'ils tiendraient d'autres dispositions légales et notamment de la loi des 19-24 juillet 1793 modifiée par celle du 11 mars 1902 ».

Ainsi lorsque le dessin ou modèle sera de nature à bénéficier de la loi des 19-24 juillet 1793, il n'en sera pas moins protégé par la loi sur les dessins et modèles. Le propriétaire pourra invoquer l'une ou l'autre suivant les circonstances en justifiant d'avoir rempli les conditions qu'impose celle qu'il invoque. C'est en somme la consécration légale du système du cumul que préconisait la plus grande partie de la doctrine contemporaine pour expliquer avant 1909, la coexistence des lois de 1793-1902 et de 1806.

Il est bien évident que ce cumul de deux protections différentes ne saurait servir à l'obtention simultanée de deux condamnations, au nom des deux lois protectrices, contre le même contrefacteur, à propos du

même plagiat. Le cumul permet seulement au créateur de choisir entre l'une ou l'autre, s'il est en droit de se réclamer des deux protections, et au cas où il se trouverait privé du bénéfice de l'une d'elles de se prévaloir de l'autre. Cette dernière hypothèse se produira notamment lorsque le créateur aura effectué son dépôt dans les termes de la loi de 1909. Au bout de 5 ans, s'il n'a pas prorogé son dépôt, au bout de 25 ou 50 ans, s'il acquitte les taxes de prorogation le droit de propriété qui lui est reconnu sur son œuvre s'éteint. Rien ne l'empêche, à ce moment, si son œuvre se classe dans l'énumération de la loi de 1793-1902 de s'assurer une protection beaucoup plus longue.

Reste à savoir quelles sont les œuvres qui peuvent bénéficier de cette double protection. La réponse théorique est des plus simples. Ce sont toutes les œuvres qui répondent à la définition des dessin et modèle de l'art. 2 de la loi du 14 juillet 1909 et qui sont en même temps énumérées par la loi de 1793-1902. Mis en pratique, le système sera peut être plus difficile. On sait que la loi de 1902 a allongé la liste des œuvres protégées par la législation de la propriété littéraire et artistique. Elle vise aujourd'hui les œuvres de sculpteurs de ronde bosse, des architectes, des dessinateurs et des sculpteurs ornemanistes sans que les tribunaux aient à tenir compte de leur mérite et de leur destination.

La Jurisprudence a bien souvent dédaigné l'inno-

vation de 1902 ; elle qui pourtant accorde volontiers la protection de la loi sur la propriété littéraire et artistique à des écrits n'ayant aucune valeur littéraire (1), même à de simples prospectus, répugne à l'idée d'appliquer cette même loi à des dessins et sculptures n'ayant aucun mérite esthétique !

La loi de 1902 est cependant formelle, et le législateur de 1909, dans le but de diriger la jurisprudence dans cette voie nouvelle, rappelle incidemment sa volonté première dans l'art. 9, *in fine*, de la loi du 14 juillet 1909, en parlant de la garantie accordée par la loi de 1902 aux dessins et sculptures au « sens purement technique de ces mots ». Si les juges se décident enfin à renoncer à leurs fonctions improvisées de critiques d'art, une grosse partie des œuvres répondant à la définition du dessin et modèle profitera de la protection double.

Comment déterminer celles qui y auront droit ?

Pour certains auteurs (2), qui avant la promulgation de la loi de 1909, considéraient la loi de 1806 comme tacitement abrogée, faute d'objet, et qui, entre la loi de 1844 sur les brevets d'invention et la législation

(1) Trib. civ. Seine 6 avril 1842, cité par Blanc p. 68. — Trib. corr. Seine 15 février 1882, cité par Gastambide, p. 266. — Trib. Cor. Seine, 15 décembre 1833. Gaz, trib. 16 décembre. — Paris, 11 avril 1853. Dall. 53-2-130.

(2) Cf. Fournier, *Transf. de la législ. des dess. et mod.* p. 152.

protectrice de la propriété littéraire et artistique modifiée par la loi de 1902, ne trouvaient plus de place pour une loi intermédiaire sur les dessins et modèles, parce que ceux-ci, à leur sens, étaient compris dans la protection de la loi de 1793, la réponse est facile : la loi nouvelle doit se confondre quant à son objet avec celle de 1902 ; elle ne possède pas un domaine de protection exclusif, mais apporte seulement à la législation déjà existante une organisation moins imparfaite du dépôt.

A notre sens, cette thèse est inexacte, nous l'avons déjà démontré. La loi de 1909 remplaçant celle de 1806, sans toucher à la législation de 1793-1902, protège seule, certaines œuvres nouvelles par la forme, que ne contient pas l'énumération de la loi de 1902. « Ce sont ces ornements qui varient la physionomie des objets par des combinaisons de lignes, de couleurs ou de formes et leur impriment simplement un cachet de nouveauté pour les différencier les uns des autres. » (1).

La détermination nominative de ces œuvres sont des questions de fait soumises à l'interprétation des tribunaux. Que devons-nous attendre de leurs décisions ?

Nous venons de toucher du doigt une des lacunes de la loi nouvelle. Le problème de la coexistence des

(1) Pouillet. *Dess. et Mod.* p. 27. A propos du commentaire de la loi de 1902.

lois sur les dessins et modèles et sur la propriété littéraire et artistique se pose de nouveau (1).

(1) Dans la critique que nous ferons de la loi du 14 juillet 1909, (Dernier chapitre) nous montrerons que malgré ses illusions, le législateur, à propos du problème de la coexistence, n'a réussi qu'à affaiblir et à reculer dans le temps, sans pouvoir les supprimer, les difficultés que doit inévitablement engendrer une dualité de législation, même habilement conçue.

CHAPITRE III

ANALYSE DES DROITS DU CRÉATEUR

1° Nature du droit d'auteur

Tant que l'auteur, et nous prenons ce mot dans sa plus large acception, n'a pas jeté son œuvre dans le monde extérieur, tant qu'elle n'existe chez lui qu'à l'état de conception purement intellectuelle, le droit de propriété qu'il possède sur elle est tellement manifeste qu'on ne peut songer à le lui contester, bien qu'aucune loi ne s'en soit occupé même pour le mentionner. Maître absolu de sa pensée, libre de l'annihiler comme de la vivifier, nul ne peut la lui dérober pour se l'attribuer.

Mais aussitôt qu'elle est livrée au public, ce droit de propriété intangible s'évanouit. L'œuvre, conception intellectuelle, ne saurait former pour l'auteur, par son essence même, un bien individuel, susceptible d'appropriation privée. Comme le note très justement M. Fournier (1) c'est une « *res extra commercium* »

(1) *Des Transformations de la législation des dess. et mod.*
p. 177.

ou plus exactement pour suivre la terminologie romaine une « res communis » qui profite à l'humanité tout entière, chacun peut se l'assimiler et en jouir.

A défaut de l'œuvre inappropriable matériellement, c'est seulement sur la faculté de la mettre en pratique, de l'exploiter, qu'il est possible à l'auteur d'exercer des droits. Le législateur a cru devoir instituer en faveur de celui qui divulguait sa pensée, génératrice d'un progrès, un privilège légal, celui de l'exploitation exclusive. S'il n'avait préservé l'œuvre nouvelle contre le penchant si naturel à l'homme d'imiter et de copier, le créateur, devant la seule perspective d'être dépossédé glorieusement, aurait peut-être hésité à enrichir, sans profit pour lui, le patrimoine social. Suivant une formule bien connue, cette protection « est le prix que la Société consent à payer en échange des avantages qu'elle retire de la communication de l'œuvre nouvelle. » Les différentes lois destinées à conserver au créateur, déchu de son droit de propriété véritable, la faculté de percevoir seul les bénéfices de sa découverte, sont des applications de cette protection. Telles sont les lois sur les brevets d'invention, sur la propriété littéraire et artistique, sur les dessins et modèles.

Sur cette question de la nature du droit d'auteur, les juristes se sont épuisés en maintes discussions. Les droits concédés sont-ils, comme nous le pensons, la récompense d'un service rendu à la Société ? Dérivent-

t-ils au contraire d'un droit absolu de propriété (1)? La loi crée-t-elle un droit nouveau ou réglemente-t-elle seulement un droit existant? Nous ne nous attarderons pas à reprendre cette controverse et à compiler ici les arguments invoqués de part et d'autre. Aussi bien la question n'a pas d'intérêt. Tous les auteurs s'accordent à attribuer au créateur, un droit sur sa création ; qu'on le nomme « droit de propriété » ou « droit de créance » né du contrat passé avec la société, c'est là une simple question d'appellation ; la controverse juridique se réduit aux proportions d'une querelle de mots. Personne ne s'y trompera, puisque les lois qui reconnaissent ce droit ou l'établissent, le définissent clairement, le déterminant dans ses effets, dans son étendue, dans sa durée (2).

Durant la période de conception, le droit que possède l'auteur sur son œuvre est inséparable de sa personne ; la pensée créatrice fait en quelque sorte partie de son être et représente une des formes de sa liberté. Puisqu'à ce moment l'auteur reste libre, au fond, de retarder indéfiniment l'éclosion de son œuvre, celle-ci

(1) Cf. Pouillet, *Dess. et Mod.* pp. 25 et suiv.

(2) Dans ces conditions, nous ne voyons pas d'inconvénients à employer l'expression concise de « Droit de propriété ». Nous nous en servons souvent ; mais qu'il soit entendu que ce n'est qu'une façon commode de grouper les différents droits du créateur.

reste indiscutablement sa propriété intime, inviolable, soustraite à l'action des créanciers.

Mais les spéculations juridiques interviendront dès que la production d'intellectuelle qu'elle était, prendra une forme sensible, quand son auteur lui aura donné une existence indépendante par sa « réalisation matérielle ». Elle devient alors un élément du patrimoine, une valeur appréciable susceptible d'entrer dans le commerce. Le droit n'est plus inhérent à la personne de l'auteur; il s'en détache, devient transmissible, comme toute propriété, par testament, succession, simple convention à titre onéreux ou gratuit.

A quel moment s'effectue cette « réalisation matérielle », cette mise au jour de la création ? Remarquons qu'il faut laisser au créateur, sous peine d'attenter à sa liberté individuelle qui se manifeste par la souveraineté absolue qu'il a sur son œuvre, le soin de déterminer exactement ce moment. C'est par une manifestation de volonté, expresse ou tacite, que l'auteur annonce son intention d'accepter le marché que la Société lui propose, de troquer sa création contre le bénéfice de la reproduction exclusive; expresse, par exemple, quand en vertu de la loi de 1844, l'inventeur individualise son œuvre dans une demande de brevet; tacite quand l'écrivain satisfait de son manuscrit s'est décidé à le publier sous la protection de la loi de 1793. Jusque là l'œuvre, même concrétisée par l'écrit-

ture, n'est suivant l'expression de Rénouard que « la conversation de l'artiste avec lui-même, le sanctuaire de sa conscience ». C'est par un acte volontaire, la publication, qu'elle entrera dans le commerce et qu'élément du patrimoine, les créanciers pourront la saisir.

Avant 1909, par le jeu des règles que nous venons d'indiquer, les dessins et modèles se trouvaient placés dans une situation assez spéciale. Même avant le dépôt, le dessin peut être cédé, cependant les créanciers ne le pouvaient saisir, car par la mise en vente qu'ils en auraient dû faire, l'auteur se serait trouvé déçu de son monopole; ils auraient diminué, sans profit pour eux, le patrimoine de leur débiteur. Mais aujourd'hui que « la publicité donnée à un dessin ou modèle antérieurement à son dépôt, par une mise en vente ou tout autre moyen, n'entraîne la déchéance ni du droit de propriété, ni de la protection spéciale (1), les créanciers pourront parfaitement réaliser leur gage, le saisir et le vendre, sans que la formalité du dépôt ait même été remplie. Il suffira d'appliquer le principe admis en matière de propriété intellectuelle. L'œuvre ne devient saisissable qu'autant que son auteur a manifesté l'intention de la divulguer. Tant qu'il n'est qu'à l'étude, que son auteur le conserve secret, le dessin, comme toute autre œuvre en état d'élaboration, est hors du commerce et par conséquent ne peut être saisi.

(1) Loi du 14 juillet 1909, art. 3.

. .

Dès son article premier, la loi du 14 juillet 1909 expose d'une façon précise les droits qu'elle reconnaît sur son œuvre au créateur de dessins et modèles : « Tout créateur d'un dessin ou modèle et ses ayants cause ont le droit exclusif d'exploiter, vendre ou faire vendre ce dessin ou modèle... »

On conçoit qu'en présence d'un droit aussi largement établi au profit du créateur, les juristes aient été tentés de le décorer du nom de « propriété ». Le législateur lui-même n'y résiste pas et l'ayant déjà écrit dans la loi de 1806, le réinscrit dans celle de 1909 (1).

Tous les auteurs, à une exception près, sont d'accord pour reconnaître aux droits du dessinateur sur son œuvre, le caractère mobilier (2). Comme tels, ils représentent dans le patrimoine de celui qui les possède une valeur qui, avec tous les autres biens, constitue le gage des créanciers; à ce titre ils seraient saisis et vendus par eux. Ils pourraient être aussi l'objet d'un usufruit, l'usufruitier percevant les bénéfices qui proviennent de l'exploitation régulière et normale du dessin et être donnés en gage, ce qui peut se produire dans le nantissement des fonds de commerce, les dessins et modèles en faisant souvent partie.

(1) Loi du 18 mars 1806, art. 15, et loi du 14 juillet 1909, art. 3.

(2) Cf. Pouillet. *Propri. litt. et artist.*, p. 194.

Marquis.

Au point de vue de son étendue, aucune limite n'est apportée au droit d'exploitation exclusive résultant de la création d'un dessin ou modèle. La loi le reconnaît aussi large que possible. Outre la possibilité de le céder, l'auteur d'un dessin peut l'exploiter et tous les modes d'exploitation lui sont permis. Il peut l'exploiter directement ou par des tiers, ou en vertu de contrat de licence ou de toute autre manière. Le moule infiniment souple du contrat moderne engendre des variétés innombrables de conventions. C'est ainsi que les élégantes créations des industries de luxe, joaillerie, bronze, céramique, font parfois l'objet d'une sorte de contrat d'édition, analogue à celui usité en matière artistique, par lequel l'une des parties s'engage à publier le dessin ou modèle dont l'autre lui cède la propriété ou promet de lui assurer la jouissance. Dans l'industrie des tissus, les commerçants réservent à leur auteur un ou plusieurs dessins, dans le but de se constituer sur ces articles un petit monopole, afin de forcer la clientèle. La Jurisprudence avec raison n'a jamais considéré cette convention très usuelle comme une cession, mais comme une forme d'exploitation, laissant à l'auteur la propriété complète des dessins (1).

La cession du droit exclusif d'exploitation est ex-

(1) Lyon, 5 juillet 1844, cité par Blanc, p. 365. — Lyon, 23 juillet 1869, Pat. 70.360. — Cass., 9 juillet 1854. D. P. 54.1.388.

pressément prévue par la loi nouvelle (art. 1). Elle peut revêtir toutes les formes, sera totale, partielle, affectée ou non de conditions pourvu qu'elles soient licites ; d'une façon générale affectera toutes les modalités que les parties voudront s'imposer dans le contrat.

Déjà sous l'empire de la loi de 1806, la Jurisprudence, en l'absence de clauses insérées au contrat, avait été amenée à interpréter la vente pure et simple d'un dessin. Une des questions les plus importantes est la suivante : la vente sans réserve d'un dessin confère-t-elle le droit exclusif de reproduire ce dessin seulement dans l'industrie spéciale exercée par l'acquéreur ou entraîne-t-elle l'aliénation absolue de la propriété de l'œuvre ? La question semble ne pas devoir se poser si l'on applique les règles générales de la vente ; mais en matière de dessins et modèles, comme on est très tolérant sur les reproductions d'œuvre quand elles ne sont pas le fait d'un concurrent de la même industrie, on pouvait considérer que la vente permettait seulement de reproduire le dessin dans la même industrie. La Jurisprudence s'est pourtant fixée en sens contraire, affirmant que le créateur ne conserve aucun droit sur le dessin qu'il a vendu (1). Elle s'est d'ailleurs en cela conformée à l'opinion générale des auteurs. « C'est le dessin avec

(1) Conseil des prud'hommes, Lyon, août 1847. *Le Hir*, 48.2.87. — Cass., 27 mai 1842. S. 43.1.385.

tous ses accessoires que le créateur vend au fabricant et que celui-ci entend acheter, c'est avant tout un dessin qui n'a pas encore été vulgarisé. Or s'il est vrai de dire que l'application du même dessin dans une industrie différente ne constitue pas une concurrence, il est hors de doute qu'elle constitue une vulgarisation. Cette considération est à nos yeux déterminante. D'ailleurs n'est-ce pas une règle écrite dans l'article 1162 du code civil que tout pacte ambigu ou obscur s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation, c'est-à-dire contre le vendeur et en faveur de l'acquéreur ! (1).

Notons que la loi de 1909, comme la précédente du reste, n'impose aucune formalité, soit au cédant, soit au cessionnaire pour la vente des dessins. A la différence de la loi de 1844 qui exige un acte notarié pour la cession d'un brevet, celle de 1909 ne demande même pas un acte écrit pour celle d'un dessin ; le contrat pourrait être verbal.

La cession isolée d'un dessin n'est guère fréquente. A vrai dire ces créations font le plus souvent partie intégrante d'un fonds de commerce ou d'industrie, quelquefois même le constituent uniquement. Au même titre que le nom et l'enseigne, on peut dire qu'elles individualisent un fonds de commerce. Dans de nombreuses industries, fabriques de papiers peints,

(1) Pouillet. *Dess. et mod.*, p. 142.

indiennes, cretonnes, tulles, on conçoit difficilement la vente d'un fonds dans laquelle le cédant se réserverait la propriété des dessins. Il semblait donc naturel de décider et la jurisprudence était en ce sens (1) que les dessins forment le fonds de commerce en même temps que le droit au bail, l'achalandage, le matériel, les marchandises et généralement tous les moyens dont dispose un commerçant pour attirer et retenir la clientèle. En conséquence, une jurisprudence unanime admettait qu'à moins de conventions contraires, les dessins ou modèles étaient cédés avec le fonds, le sort de l'accessoire suivant celui du principal.

Une telle opinion n'est plus soutenable aujourd'hui. La loi récente du 19 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, prenant exactement le contre-pied de l'opinion de la jurisprudence que nous venons de signaler, énumère limitativement les éléments qui constituent le fonds de commerce et sont cédés avec lui. Ce sont : l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage (2). Les dessins et modèles n'y étant pas compris, il ne pourrait faire partie de la cession du fonds, que si une clause du contrat de vente le stipulait expressément. En ce cas et aussi bien pour le nantissement que pour la vente des fonds de commerce,

(1) Trib. corr. Nantes, 4 nov. 1868. — Jur. Nantes, 68.1.132. cité par Pouillet, n° 107.

(2) Loi du 19 mars 1909, art. 1^{er}.

des formalités spéciales sont prévues par la loi du 19 mars 1909. C'est ainsi que les nantissements et les ventes de fonds, comprenant des dessins ou modèles industriels, doivent, en sus des formalités générales imposées par la loi, être inscrites à l'Office National de la Propriété industrielle, sur la production du certificat d'inscription délivré par le greffier du tribunal de commerce.

**2° Limitation dans le temps des droits du créateur
de dessins et modèles.**

Sous le régime de la loi de 1806, la durée du droit exclusif de vendre et d'exploiter les dessins et modèles est fixée au gré du créateur de une, trois ou cinq années, ou à perpétuité. Et la perpétuité s'entend ici dans un sens complet ; c'est un droit indéfini qui non seulement est assuré à l'auteur pendant toute son existence mais encore lui survit, passant à ses ayants-cause avec son patrimoine entier. Qu'on ne s'étonne pas que ce principe de perpétuité, qui rencontre en matière de propriété littéraire et artistique tant d'oppositions (1), s'applique aux dessins et modèles sans soulever la moindre récrimination. La raison est qu'il ne présente ici aucun danger. Une protection longue n'engendre pas d'inconvénients ; l'intérêt général n'est pas en jeu et il importe peu que tel dessin

(1) Pouillet. *Propriété artist. et litt.*, p. 12.

appartienne ou non au domaine public. Un dessin ou modèle n'est pas tellement indispensable au progrès industriel qu'on ne puisse se passer de lui. On n'aura jamais à le perfectionner puisqu'on pourra en créer d'autres en nombre illimité et qui rempliront le même usage.

La durée du monopole du breveté (15 années) est infime par rapport à celle du droit exclusif accordé au propriétaire de dessin. C'est que, en octroyant un brevet à un inventeur, on ferme la porte aux perfectionnements dont on pourrait le doter, pendant toute la durée du monopole, si cet inventeur en refusant de concéder des licences, s'oppose à ce que le principe de son invention soit appliqué par d'autres d'une façon plus avantageuse pour le public. L'intérêt général, la nécessité de ne pas entraver indéfiniment le progrès, commandent de limiter la durée du privilège à un temps relativement court (1). En matière de propriété de dessins et modèles, peut-on dire qu'une branche particulière d'industrie soit réservée au fabricant comme elle l'est au breveté ? La Société n'éprouvant aucun préjudice au droit d'exploitation exclusive qu'elle accorde, n'a pas le même intérêt à le limiter.

*
* *

La loi actuelle ne maintient cependant pas la pro-

(1) Cf. *Compte-rendu du Congrès international de la propr. industrielle de 1878*, p. 277. Discours de M. Assi.

tection perpétuelle. Il a paru au législateur que la création de dessins et modèles ne méritait pas un tel privilège, qui, inutile déjà dans la loi de 1806, puisqu'en fait, dans la plupart des cas, les fabricants ne déposaient pas à perpétuité, ne pouvait s'expliquer que par la formation historique de cette loi.. Il a réduit la protection à une période de cinquante années.

Si l'on compulse les travaux préparatoires, on verra que les promoteurs de la réforme avaient d'abord émis l'idée d'appliquer aux auteurs de dessins et modèles et à leurs ayants cause, le délai de protection accordé par la loi du 14 juillet 1866 (1), c'est-à-dire une protection qui les couvrirait pendant toute la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort. Ils en furent détournés par les difficultés qu'il y avait, en matière de dessins et modèles, d'établir la date de la mort du créateur. Puisque leur projet présentait sous toutes ses faces un caractère transactionnel voulu, rien d'étonnant qu'ils aient abouti à l'octroi d'une durée fixe et moyenne. Celle de cinquante ans fut adoptée. Elle peut paraître considérable et superflue pour certaines œuvres dont la valeur ne peut, à coup sûr, se conserver si longtemps ; mais puisque la protection trop longue est sans inconvénients, les rédacteurs n'avaient aucune raison de l'écarter, s'il était

(1) Cf. Loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs.

démontré qu'elle avait son utilité pour d'autres productions. Si quelques années suffisent amplement à la protection des articles de mode, soumis à l'instabilité des caprices, il est hors de doute qu'un tel délai serait inefficace pour protéger les créations plus durables de la bijouterie, de l'orfèvrerie, des industries du bronze.

On pourrait presque prétendre que le privilège de longue durée satisfait l'intérêt public. Quand les dessins et modèles en vente font tous l'objet d'un monopole, les auteurs, au lieu de puiser au fond commun du domaine public avec facilité, doivent s'ingénier à créer des modèles nouveaux qui enrichissent les collections commerciales et flattent la clientèle. Le monopole devient une des conditions du progrès industriel.

Afin pourtant de limiter autant que possible la durée de la longue protection accordée par la loi nouvelle aux dessins et modèles qui la méritent et en profitent réellement, la loi du 14 juillet 1909, par un très habile système de taxes progressives à trois degrés, cherche à décourager les spéculateurs qui accumulent les vains dépôts. Cette taxe, exigée du déposant, minimise pour la première période, s'élève à trente francs pour la seconde et à cinquante francs pour la dernière. Le registre des dépôts se déblaiera automatiquement par la renonciation tacite au monopole que les déposants seront censés faire en s'abstenant de le renouveler. Ainsi de nombreux dessins tomberont dans

le domaine public, élargissant le champ de l'imagination créatrice.

*
* *

Le point de départ du délai protecteur court de la date du dépôt du dessin (art. 7) et non pas de celle de sa création, comme logiquement on serait tenté de le penser, puisque c'est la création qui engendre le droit. La loi, libre d'accorder ou de refuser sa protection, n'intervient que lorsque le créateur s'est soumis aux obligations qu'elle impose dans l'intérêt général. Sans doute le créateur est propriétaire du dessin, mais c'est seulement le dépôt qui lui permettra d'exercer ses droits. Il ne s'ensuit pas que celui qui a effectué le dépôt aura toujours droit au titre de créateur ; il peut avoir dérobé le dessin. Aussi la loi n'accorde au déposant qu'une présomption de propriété en sa faveur qu'on peut combattre par la preuve contraire.

La propriété du dessin n'appartient théoriquement qu'au créateur, et la formalité du dépôt ne fait que la compléter en la sanctionnant. Si l'auteur veut s'assurer la plus grande sécurité dans la mise en pratique de son droit, qu'il dépose son dessin sitôt créé ! La loi lui procure généreusement la meilleure preuve de priorité. S'il dédaigne de s'en servir et qu'un concurrent malhonnête s'empare de son œuvre et la dépose en son nom, ce dernier sera présumé propriétaire et le véritable créateur ne pourra s'opposer à la prétention

adverse, qu'en administrant les preuves du droit commun, dont le succès est le plus souvent incertain.

Une conséquence curieuse du système actuel, c'est que la formalité du dépôt transforme en propriété temporaire, le droit de propriété, en théorie, perpétuel que l'auteur possède sur son dessin. Il est évident, en effet, que si le dépôt n'est jamais effectué, le droit de propriété restera perpétuel. Il est vrai que cela n'a pas d'utilité ; le créateur ne pourra le faire respecter, puisqu'en cet état, il n'est garanti par aucune sanction pénale (1). Le législateur en rendant le droit praticable, l'abrège dans sa durée.

Le système de la loi nouvelle a tout au moins, sur ce point, l'avantage de supprimer la controverse dont nous avons déjà parlé, à savoir si l'exploitation du dessin avant tout dépôt entraîne la déchéance du droit de reproduction exclusif de l'auteur. Le dépôt qui n'est aujourd'hui, sans discussion possible, qu'un moyen facile de s'assurer la preuve de la priorité d'invention n'a aucune influence, bonne ou mauvaise, sur les droits de propriété de l'auteur. « Quiconque aura révélé au public le dessin ou modèle par lui créé avant d'en avoir effectué le dépôt ne sera plus présumé avoir renoncé à en revendiquer par la suite la pro-

(1) Tout au plus pourrait-il donner lieu contre des contre-facteurs qui seraient coupables d'une faute à une action en dommages-intérêts pour concurrence déloyale. Nous en parlerons au chapitre vi.

priété. Il sera toujours temps pour lui, même après la vente d'un grand nombre de spécimens de déposer son dessin ou modèle et de faire postérieurement reconnaître son droit à l'égard des tiers en raison des dispositions spéciales de la loi de 1909. Il se munira ainsi, mais seulement pour l'avenir des armes particulières qu'elle lui offre (1).

Le législateur, craignant que les tribunaux, ancrés dans l'idée contraire ne donnent pas à sa volonté son entière exécution, a ajouté à l'art. 3, *in fine*, un paragraphe très explicite : « La publicité donnée à un dessin ou modèle, antérieurement à son dépôt, par une mise en vente ou par tout autre moyen, n'entraîne la déchéance ni du droit de propriété, ni de la protection spéciale accordée par la présente loi ».

3° Du bénéficiaire des droits d'auteur.

Dérivant de la création, c'est de toute évidence au créateur lui-même, que les droits reconnus par la loi sur les dessins et modèles nouveaux doivent profiter. C'est la juste et légitime récompense de son effort intellectuel, du travail de sa pensée. « Tout créateur, dit la loi nouvelle, a le droit d'exploiter... »

La loi de 1806, encore imbue des idées de l'Ancien Régime, protégeant plus l'industrie qu'elle ne cherchait à sauvegarder le droit de l'individu, ne généra-

(1) Rapport à la Ch. des dép., Prache, p. 46, précité.

lisait pas autant, et son article 15 porte formellement : « Tout fabricant qui voudra revendiquer par la suite devant le tribunal de commerce la propriété de son invention... » Certes la Jurisprudence, toujours audacieuse, ne s'embarrassa pas de cette qualité de « fabricant » exigée, et en fait n'a pas hésité à reconnaître au créateur non fabricant, le droit de jouissance exclusif de son œuvre. Mais aussitôt apparut une difficulté. L'ordonnance des 17-29 août 1825 stipule que le « dépôt des échantillons de dessins qui doit être fait conformément à l'art. 15 de la loi du 18 mars 1806 aux archives des conseils de prud'hommes pour les fabriques situées dans le ressort de ces conseils, sera reçu pour toutes les fabriques situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes au greffe du tribunal de commerce ou au tribunal de première instance dans les arrondissements où les tribunaux civils exerceront la juridiction des tribunaux de commerce ».

Où le dessinateur non fabricant, qui par conséquent ne possède pas de fabrique, doit-il effectuer son dépôt ? Le bon sens indique que c'est au conseil des prud'hommes, ou à son défaut, au greffe du tribunal de commerce de son domicile. La Jurisprudence n'a pas adopté ce système rationnel. Elle s'est refusée ici à porter atteinte à l'idée de protection purement industrielle qui est la base du régime de 1806. Des arrêts nombreux et récents ont décidé que le dessinateur non fabricant, n'est pas privé du droit de se pré-

valoir de la propriété de son dessin, mais son dépôt n'est régulier et efficace que s'il est accompli au conseil des prud'hommes du lieu de fabrication (1).

Si l'on songe que les dessinateurs professionnels ont pour fonction normale de créer des dessins, sans savoir quelles maisons les leur achèteront, on voit combien est illusoire la protection que la jurisprudence leur reconnaît. Pour pouvoir déposer leurs créations, ces dessinateurs se trouvent dans l'obligation de les soumettre, au moment où elles sont dénuées de toute protection, à des « industriels-fabricants », soit en vue de les leur céder, soit en vue de les charger de la fabrication.

La loi du 14 juillet 1909, en substituant au mot « fabricant », le mot « créateur », et en déclarant dans son art. 5 que le dépôt serait effectué au secrétariat du conseil des prud'hommes, ou à défaut, au greffe du tribunal de commerce du domicile du déposant, a très simplement solutionné cette difficulté (2).

(1) C'est par l'application de la même idée, que la jurisprudence prétendait qu'un fabricant français ou étranger qui n'a pas de fabrique en France ne pouvait invoquer pour ses dessins ou modèles, la protection de la loi de 1806. Sur ces deux situations, la jurisprudence, même la plus récente, est unanime. — Paris, 13 fév. 1880. Pat. 1880, 276. S. 1880, 2.129, avec une note de M. Lyon-Caen. — Paris, 15 mars 1882. Pat. 83.286. — Douai, 6 avril 1898. Pat. 98.71. — Cass. 30 oct. 1900. Pat. 1902, 164. — Cass. 5 fév. 1904. Pat. 1904, p. 118.

(2) Cet article 5 ajoute également pour terminer la contro-

Il sera loisible maintenant au dessinateur industriel, au sculpteur professionnel ou non, à l'artiste isolé, à l'ouvrier qui a conçu un projet, de déposer une esquisse avant de l'offrir aux fabricants susceptibles de l'exécuter et parmi lesquels, comme l'écrivait la Chambre de commerce de Paris, au ministre du commerce et de l'industrie, il peut s'en trouver qui soient tentés « d'appliquer cette idée sans bourse délier ». Il est indifférent, avec la loi nouvelle, que l'auteur d'un dessin ou modèle soit un artiste ou un simple artisan, un amateur ou un dessinateur professionnel, un fabricant ou tout autre personne étrangère à l'industrie, tous par leur simple qualité de créateur pourront profiter des dispositions protectrices de la loi, revendiquer leurs droits et conserver une preuve de leur priorité d'invention, en déposant leurs œuvres.

Mais, il est bien évident, que l'employé, salarié par un patron pour la confection des dessins et modèles, ne pourrait s'attribuer ses créations. Le patron, qui se l'est attaché par un contrat de louage de services, est considéré, soit comme l'inspirateur de l'œuvre, soit comme l'acheteur, sous la forme spéciale du traitement fixe, des conceptions de son dessinateur. Dès que la création est réalisée matériellement, le patron

verse que nous exposons dans la note précédente : « Lorsque le domicile du déposant est situé hors de France, le dépôt est effectué sous peine de nullité, au secrétariat du Conseil de prud'hommes du département de la Seine ».

en devient propriétaire et peut la déposer sous son propre nom. Comme l'indique M. Huard : « La personnalité du créateur, en ce cas, disparaît complètement, à raison de la collaboration fréquente entre le patron et ses employés ; ce sont les produits d'une collectivité plutôt que d'un homme et le dépôt en est opéré pour le compte de l'établissement où ils sont inventés (1).

..

La presque unanimité des juristes est d'avis que la propriété industrielle est essentiellement du droit des gens et peut être revendiquée par toute personne, même par l'étranger. Une solution aussi généreuse n'a cependant pas prévalu. L'article 14 de la loi, la réserve encore expressément aux Français, et ne la reconnaît aux étrangers que sous certaines conditions.

Sans entrer dans une discussion de droit international qui sortirait du cadre de notre étude, nous nous bornerons à indiquer que la loi du 14 juillet 1909 enregistre, en le modifiant sur un point seulement, l'état de la législation qui l'a précédée. Son article 13, in fine, renouvelle aux étrangers l'application de l'article 9 de la loi du 26 novembre 1873 qui leur assure le bénéfice de la protection française si, dans leur pays, la législation ou des traités internationaux accordent aux Français, les mêmes garanties. En

(1) Huard. Tome II, p. 550.

outre les étrangers qui sont domiciliés en France, ou y ont un établissement industriel ou commercial jouissent de la même faveur. C'est la survivance de l'opinion de la jurisprudence qui décidait sous la loi de 1806 que, puisque le dépôt devrait être effectué au lieu de la fabrique, il fallait que l'étranger possédât en France une fabrique.

En somme, la loi nouvelle facilite encore, et il ne faut pas l'en blâmer, l'accès de la protection aux étrangers puisqu'elle n'impose plus cette condition et s'en tient au principe seul de réciprocité. Mais c'est un progrès encore insuffisant et qui ne satisfera pas la doctrine (1):

L'article 5 de la loi prévoit que lorsque le domicile du déposant sera situé hors de France, le dépôt sera effectué, sous peine de nullité, au secrétariat du conseil des prud'hommes du département de la Seine.

∴

Le droit du créateur du dessin ou modèle est constaté par un titre, non pas que la naissance du droit de propriété soit subordonnée à une formalité quelconque; la propriété apparaît avec l'œuvre, et point n'est besoin à l'auteur pour assurer son droit d'une déclaration ou d'un enregistrement.

Mais, ce titre qui en l'espèce est un procès-verbal

(1) *Sur le droit des étrangers*, Pouillet, p. 160.

Marquis.

de dépôt est exigé du créateur au moment de la poursuite en contrefaçon. C'est que lorsqu'il s'agit d'examiner les délits de contrefaçon, dont un créateur se prétend victime, il est indispensable pour les apprécier, de connaître très exactement son œuvre, dans tous ses détails, fixée d'une manière invariable.

Notons que ce certificat de dépôt n'est pas un titre de propriété, mais apporte seulement à celui qui le détient, une présomption de propriété sur l'œuvre déposée. Sur ce point, il est indispensable de se conformer aux exigences de la loi. S'il ne le possédait pas, le créateur ne serait pas déchu de son droit de propriété, mais il se verrait opposer à toutes ses réclamations en justice une fin de non-recevoir (1).

(1) Art. 11 de la loi du 14 juillet 1909. Sous l'ancienne législation, même solution, art. 15, loi du 18 mars 1806.

CHAPITRE IV

DES OBJETS SUR LESQUELS PORTE LE DROIT DU CRÉATEUR

1° Solution de la loi de 1806.

Le législateur ayant omis en 1806 de définir l'objet même de la protection, le dessin de fabrique, la Jurisprudence, de bonne grâce, y a suppléé. On trouve généralement dans les arrêts une définition assez large qui s'exprime ainsi : « Les dessins de fabrique sont des dispositions ou combinaisons qui présentent par la distribution des lignes ou couleurs, une configuration apparente et distincte(1). » Quand les tribunaux étendirent de leur propre autorité la loi de 1806 aux modèles, sous le prétexte qu'ils voyaient en eux des « dessins en relief ou en creux » cette définition leur fut adaptée : « ce sont, comme le dit M. Fauchille, des dessins qui, au lieu d'être disposés sur des surfaces planes, revêtent des formes géométriques, plus saisissables dans l'espace ».

En l'absence de texte précis, le travail de Jurisprudence, devait consister à dégager des espèces, au fur et à mesure des procès, les caractères précis des

(1) Paris, 22 fév. 1882. Pat. 82,345. — Cass. 12 janv. 1904. Pat. 1904, 135.

objets dignes de la protection. Ce n'est qu'en s'aidant des nombreux arrêts qu'elle rendit qu'il est possible aujourd'hui, d'en réunir tous les éléments, et d'en présenter logiquement la synthèse.

Le dessin de fabrique, comme le dit Pouillët, est tout d'abord un dessin destiné à être considéré, non pas isolément et en lui-même mais dans sa relation avec l'objet auquel le fabricant l'applique et M. Philippon ajoutait : « ce qui, suivant nous, caractérise le dessin de fabrique, c'est qu'il n'a aucune compétence par lui-même, c'est qu'il n'est jamais que l'accessoire d'un objet dont il peut augmenter la valeur et le charme mais dont il n'augmente pas l'utilité. Quand on achète le produit sur lequel il est appliqué, il est possible qu'on se laisse influencer par sa plus ou moins grande beauté, mais ce n'est pas lui qu'on achète, ce n'est pas de lui qu'on prétend se servir. Dépourvu de dessin, l'objet qu'on a choisi pourrait être moins agréable à l'œil, il n'en serait pas moins utile et n'en remplirait pas moins bien le but qu'on s'est proposé en l'achetant ».

C'est donc l'ornement qui frappe les yeux, l'effet produit dans son rapport avec l'objet industriel dont il fait partie, que la loi protège.

Puisque l'effet seul intéresse, il est bien évident que la loi ne tiendra aucun compte de la façon dont il est produit ; elle ne recherchera pas si le dessin est obtenu par impression, tissage, broderie, par un procédé ma-

nuel et mécanique (1), le mode de fabrication importe peu, puisque c'est l'œuvre réalisée que l'on considère pour l'appréciation des caractères du dessin.

De même il n'y a pas lieu de distinguer entre les différentes industries. Quelle que soit celle qui l'emploiera, du moment que le dessin varie l'aspect du produit fabriqué, c'est un dessin de fabrique. La Jurisprudence a étendu la loi de 1806 aux genres d'industries les plus diverses, sans se soucier de la matière employée, tissu, porcelaine, papier ou métal (2).

Au point de vue des dispositions et combinaisons qui enfantent les dessins ou modèles de fabrique, la Jurisprudence n'a jamais méconnu, d'une part, que le

(1) Certains auteurs avaient proposé comme critérium du dessin de fabrique, sa reproduction par des procédés mécaniques. Si chaque nouvel exemplaire du dessin exige au contraire un travail à la main, c'est une œuvre d'art. Pataille, Huguet, *Code interne* p. 72. — Ruben de Couderc. *Dess. de fab.* n° 30. — Weiss, *Traité théorique et pratique du dr. intern. priv.* t. II, p. 292. Mais il semble que si ce critérium offre un part de vérité, il n'est pas toujours exact, ainsi les dessins de dentelles et de broderies, souvent reproduits par un travail exclusivement à la main sont, cela est certain, des dessins de fabrique. Alors que les statues reproduites par le moulage restent bien des œuvres purement artistiques.

(2) Sur ce point la jurisprudence est unanime. La législation de 1806 spéciale à l'origine aux fabriques de soieries a été généralisée. Voir notamment : Paris 27 mars 1862 et cass. 10 déc. 1863. *Ann.* 1864, p. 254. Cass. 30 déc. 1865. D. P. 66-1-143.

mérite du dessin qu'elles réalisent puisse être un obstacle à la protection de la loi ; que le dessin résulte de la distribution plus ou moins habile, de lignes, de couleurs, de contours ; que les contours en soient déterminés à l'aide du crayon, à l'aide de fils ou de tous autres procédés, notamment par les pleins et les vides d'une étoffe (1). De même pour accorder sa protection, la loi n'a pas à discerner la valeur du dessin, à évaluer son importance, pas plus qu'elle ne pourrait faire de distinction entre les divers genres de dessins et le plus ou moins de complication dans l'arrangement des figures ou des lignes. Tous les dessins sont protégés ; qu'ils représentent des objets naturels, des figures géométriques ou toutes autres formes plus fantastiques, créées par l'imagination (2).

Le dessin industriel a pour but l'ornementation de l'objet auquel il s'applique. Il est donc indispensable qu'il soit apparent et on ne concevrait pas, qu'on protégéât en tant que dessin industriel, une configu-

(1) Lyon 20 mars 1852, cité par Blanc p. 324 (dessin formé par une sorte de grillage à jour). — Riom 18 mars 1853. D. 1854.2.50 (assemblage de points et de lignes). — Nîmes 28 juin 1843, cité par Blanc. p. 325 (pleins et vides d'une dentelle). — Douai 29 juin 1867. Pat. 68.77 (rayures produites dans le tissu par un effet d'armure). — Lyon 7 janv. 1862. Pat. 62-106 (combinaison de fils produisant un effet de volonté).

(2) Paris 7 juin 1844, cité par Blanc, p. 341. — Lyon 16 mai 1853. D. 54-2-141.

ration de lignes, une forme, même caractéristique et élégante, destinée à être dérobée aux regards. La jurisprudence, sur ce point, a été très nette et il est presque inutile de rappeler ce jugement du tribunal correctionnel de la Seine qui s'est refusé à appliquer la loi de 1806 à « l'entrecroisement de fils métalliques, employés pour soutenir la carcasse des chapeaux de femme, alors que ces fils devaient être recouverts d'une étoffe (1).

Apparent, le dessin de fabrique suppose une configuration reconnaissable et cela implique « la nécessité d'un aspect certain, défini, permanent et non l'état momentané du produit au cours de la fabrication, état ne persistant pas lorsqu'il est entièrement achevé. Ainsi, pour nous, un aspect de jaspé, de moiré, c'est-à-dire un de ces effets qui n'ont aucun contour précis, qui ne présentent aucune figure déterminée, mais qui cependant donnent à l'étoffe une physionomie bien caractérisée constitue un dessin industriel, lorsqu'il est produit sur le tissu et destiné à lui donner son aspect définitif. Au contraire le chinage des fils avant le tissage, n'est pas un dessin de fabrique, puisque le fil n'est qu'un élément du tissu, et que, n'ayant aucun emploi lorsqu'il est isolé, lorsqu'il n'est pas introduit dans le tissu, il ne subsiste pas avec son ornementation » (2).

(1) Trib. Cor. Seine. 4 déc. 1862, *Ann.*, 63-80.

(2) Pouillet. *Dess. et Mod.* p. 41.

Certains tribunaux exagérant la portée du mot « reconnaissable » ont même été jusqu'à déclarer que si ce dernier ne présente pas une configuration expressive, des contours voulus et cherchés procédant d'une idée directrice ; s'il n'est qu'un composé inattendu et non raisonné de formes bizarres, variables et irrégulières, il ne doit pas être protégé. D'autres exagérant à leur tour le mot « apparent » ont refusé d'appeler dessins de fabrique, des étoffes unies qui produisent un effet nouveau, reconnaissable, caractéristique, sans cependant montrer extérieurement aucune manifestation de lignes, ni aucun effet de nuances (1). Ils ont sans doute pensé, pour qu'il y ait dessin, qu'il fallait une disposition extérieure, une forme apparente et non un simple aspect, velouté ou mat, en un mot une étoffe façonnée et non un tissu uni. A ne consulter que l'article 14 du décret du 19 juin 1744 et l'arrêt du Conseil du 14 juillet 1787, il semble bien que l'Ancien droit ne réputait « dessin » que les étoffes façonnées et exigeait un assemblage de lignes ou de couleurs indépendant de l'étoffe sur laquelle il est figuré pour constituer un dessin proprement dit ; l'aspect distinctif et reconnaissable ne doit pas seulement résulter de la contexture du tissu.

C'est cette théorie que la Cour de cassation (2) a

(1) Paris 27 nov. 1873. *Ann.* 1874-78. — Lyon 9 mars 1875 *Ann.* 1875-327.

(2) Cass. 12 mars 1890. *Pand. franç.* 90-1-111.

consacré à la suite d'un revirement de la Cour de Lyon, refusant de protéger « une étoffe unie dont l'aspect spécial caractérisé par un velouté qui lui était propice ne présentait aucune configuration de lignes, ni aucun effet de nuances ». Cette affirmation décisive, qui eut un grand retentissement dans l'industrie lyonnaise, est contestable (1). Jamais une étoffe n'est, à proprement parler, unie ; le fait même qu'elle est composée de fils entrelacés oblige forcément à la production d'un dessin ; elle aura une surface inégale, rugueuse, présentant toujours des rayures ou des côtes, qui, même imperceptibles, lui donneront pourtant un aspect particulier. Le perfectionnement de la mécanique moderne nous procure sans doute l'illusion d'une surface plane, mais la façon dont la lumière jouera sur cette apparente régularité nous révélera le dessin ; la configuration des lignes ne se manifeste pas ici d'une façon directe, mais par un effet de couleurs qui impressionne l'œil (2).

(1) Les auteurs sont divisés sur cette question. — M. Vaunois, expose cette controverse. *Dess. et Mod.* p.

(2) En ce sens, la plupart des auteurs. Jurisprudence : Lyon 7 janv. 1862. *Ann.*, 1862-106. — Lyon 17 mars 1870. *Ann.*, 1873.141. — Cass. 29 avril 1862.5.62.1.982.

2° Solution de la loi du 14 juillet 1909.

Si après l'examen attentif et détaillé de la jurisprudence qui s'est établie relativement à l'interprétation de la loi de 1806, on peut arriver à dégager les caractères des dessins et modèles de fabrique, cela n'implique pas que l'idée d'ensemble qui apparaît aujourd'hui s'est présentée du premier jour à l'esprit des juges. L'élaboration progressive de cette détermination se fit lentement parmi les heurts de la discussion et ce furent les industries qu'on voulait protéger qui pâtirent le plus de la défectuosité de cette méthode.

Même dans le dernier état de la jurisprudence, certaines questions restaient controversées et il était nécessaire à ce point de vue comme à tant d'autres qu'une nouvelle législation intervint pour fixer en des termes précis et enlever à l'interprétation des juges la détermination des caractères des dessins de fabrique. La loi du 14 juillet 1909 démolit l'édifice prétorien et, pour la première fois, dote la législation française d'une définition des dessins et modèles.

Cette lacune de la législation de 1806 avait été aperçue de bonne heure et presque tous les jurisconsultes qui s'occupèrent de la question des dessins et modèles, s'ingénierent à la combler. Ils ont cherché les formules les plus extensives, les plus compréhensives pour définir le dessin et modèle de fabrique, essayant de traduire ce qu'ils supposaient être la pensée

du législateur, sans rester lier au sens étroit des termes dont il s'est servi. Les uns substituent le mot « disposition » au mot « dessin » afin de mieux indiquer toutes les variétés de combinaison qui peuvent se produire, même en dehors de l'art du dessin proprement dit (1) ; les autres, tenant compte non seulement des arrangements, des dispositions de traits et de couleurs, étendent la protection aux « effets » obtenus par de simples combinaisons (2) ; d'autres, dans une conception plus large encore, estiment que le dessin réside dans toute combinaison ou disposition de lignes ou de couleurs destinés à varier l'aspect de certains produits industriels (3), et le congrès de Saint-Etienne de 1903 se félicitait d'avoir employé le mot « aspect » parce qu'il est le plus général qu'on puisse trouver (4).

Les rédacteurs de la loi du 14 juillet 1909, mettant à profit les enseignements qu'ils tiraient des discussions nombreuses qu'avait soulevées la définition des dessins et modèles, et tenant compte des habitudes, des besoins et des modifications de la grande majorité des fabricants, résolurent de protéger non seulement

(1) Pouillet. *Dess. et mod.* p. 31.

(2) Huard. *La France jud.* 1877-78. 1^{re} partie pp. 257 et suiv.

(3) Michel Pelletier, *Droit industriel*, p. 247. — Philippon. *Traité de la propr. des dess. et mod. de fab.* p. 62.

(4) Compte rendu du Congrès de Saint-Etienne, p. 68.

tous les objets industriels qui se différencient de leurs similaires par une configuration distincte et reconnaissable, leur donnant ainsi un caractère de nouveauté, mais encore tous ceux qui ne s'individualisent que par de simples effets, encore inconnus. Le texte qu'ils ont fait adopter par le parlement est inscrit dans l'art. 2 de la loi nouvelle : « La présente loi est applicable à tout dessin nouveau, à toute forme plastique nouvelle, à tout objet industriel qui se différencie de ses similaires, soit par une configuration distincte et reconnaissable lui conférant un caractère de nouveauté, soit par un ou plusieurs effets extérieurs lui donnant une physionomie propre et nouvelle.

. . .

Les objets sur lesquels porte le droit d'auteur se trouvent ainsi délimités : ce sont le dessin, la forme plastique, l'objet industriel.

La protection de la loi nouvelle peut être invoquée pour tout dessin au sens normal du mot. Ce sera un assemblage de lignes ou de couleurs; peu importe qu'il représente des images ayant un sens déterminé, copiées dans la nature, une composition plus ou moins sensée, issue de l'imagination du créateur; peu importe aussi son procédé de fabrication. Une juxtaposition de tons différents, une inégalité dans les reliefs, un entrecroisement de fils suffirait autant

qu'un tracé précis au crayon ou à la plume pour constituer l'œuvre délinéatoire.

Remarquons que le dessin est envisagé isolément, en dehors de toute destination industrielle; il a une existence propre et le législateur, avec intention, a supprimé dans la loi, la qualification « de fabrique », qui accompagnait le mot « dessin » dans celle de 1806. Le dessin est protégé, même à l'état d'esquisse, avant même que l'auteur l'ait affecté à une industrie déterminée.

Il faut soumettre l'expression « forme plastique » à une interprétation aussi large. La protection sera acquise avant comme après utilisation industrielle à toute maquette, tout modelage en cire, en plâtre, en terre glaise, aussi bien qu'aux moules et moulages, à toute œuvre de sculpture académique ou d'ornement, quel qu'en soit le mérite ou l'importance, à toute forme étrangère aux règles de la sculpture industrielle, par exemple aux modèles nouveaux de coiffures, de jouets, de corsets (1).

Il semble que la protection du dessin et de la forme soit suffisante pour englober toutes les créations humaines. De même que la géométrie a étudié d'une façon complète les propriétés des corps, lorsqu'elle les a envisagés sous le rapport des lignes, des surfaces et des volumes, le législateur a protégé l'objet, lorsqu'il

(1) Prache. Rapp. à la Ch. des Dép., précité, p. 38.

a protégé son dessin et sa forme. Nous n'hésiterons pas à qualifier de superfétation, le troisième élément de la division tripartite des œuvres soumises à la loi nouvelle : l'objet industriel.

Sans doute le législateur, se méfiant de l'esprit étroit de la Jurisprudence, s'est précautionné contre les restrictions que sous l'empire de la loi de 1806, elle avait apportées à la protection pourtant méritée de certaines œuvres. Le terme général qu'il a finalement employé, en même temps qu'il déborde sur les deux qui le précèdent, ne permet plus d'oublier la moindre création, pourvu qu'elle soit industrielle.

Notamment les articles de mode, les broderies, confections, créations éphémères comme le caprice qui les engendre et qu'une jurisprudence (1) presque constante a toujours laissé hors de la protection pourront désormais la réclamer. On ne concevait déjà pas sous la législation de 1806 qui s'appliquait à tous les genres d'industries, que l'industrie de la mode, essentiellement française fut exclue. Les formes nouvelles de chapeaux, les gracieuses dispositions des robes dont se parent nos élégantes et que les étran-

(1) Nîmes, 2 août 1844, Dalloz, 45.1.283. — Trib. corr. Seine, 16 mai 1860, Pat. 60.425. — Seine, 5 juin 1869, Pat. 60.396. — Seine, 23 juillet 1857. *Ann.* 1857.317. — Seine, 23 mars 1877. *Ann.* 77.181. — Seine, 13 déc. 1883. *Ann.* 1890.8. — Paris, 25 avril 1895. *Ann.* 95.152. — Seine, 14 mai 1897, cité dans le *Droit*, 21 mai.

gers viennent copier chaque saison, tant nos créations sont goûtées dans le monde entier, ne dénotent-elles pas autant d'originalité et de finesse artistique que les articles de bijouterie ou joaillerie, bénéficiaires de la protection ?

Toujours pour élargir la définition des objets protégés, la loi a déterminé, par des termes très généraux, leurs caractères. Avec le mot « configuration », elle éveille l'idée d'une représentation quelconque par des lignes, des couleurs, des creux et des reliefs; puis avec le mot « effet » elle exclut de suite la nécessité de contours précis. C'est que l'effet peut donner parfaitement un cachet d'individualité à un produit industriel; les procédés chimiques modernes n'ont souvent d'autre but. C'est ainsi que des oxydations, des émaillages, des flambages, des pailletages, des transparences engendrent souvent des produits originaux.

Le mot « aspect » est plus général encore. Le législateur ne l'a pas inscrit et s'en explique (1). Son emploi eut effrayé certains industriels qui considèrent que l'« aspect » peut être le résultat d'éléments trop indéterminés, trop sujets à des appréciations variables pour être le même à tous les yeux. Les effets, au contraire, qui sont des éléments constitutifs d'un aspect spécial ont l'avantage d'être fixes, toujours

(1) Prache. Rap. Ch. des Dép., p. 43, précité.

identiques à eux-mêmes et reconnaissables, si in-formes qu'ils puissent être.

3^e Élément constitutif du droit : la nouveauté

Après l'étude des caractères généraux des dessins et modèles, il convient d'examiner les conditions de fond et de forme auxquelles est subordonnée leur protection légale. Les conditions de forme seront étudiées dans un chapitre spécial (1), nous abordons de suite les conditions de fond.

L'invention est la cause de toute propriété intellectuelle quel qu'en soit l'objet ; elle en est la raison d'être. « La Société ferait un marché de dupe si elle consacrait un droit, un monopole, si elle accordait une protection sans rien recevoir en échange. Cela est vrai en matière de dessins de fabrique comme en toute autre matière » (2).

Disons tout de suite que pour mériter la protection légale l'œuvre n'a pas besoin d'être inventée de toutes pièces. « Rien ne se crée », disait Lavoisier. Inventer, créer, ce n'est pas dans le langage humain, faire quelque chose de rien, c'est faire quelque chose qui n'existait pas avec des matériaux existants. C'est ce que Regnault de Saint-Jean d'Angély exprimait en 1806 quand il expliquait que « le fond des idées est

(1) Chap. V. « De l'organisation de la preuve ».

(2) Pouillet, « *Dess. et Mod.* », p. 81.

presque toujours le même et que ce qui semble nouveau n'est autre chose que ce qu'on dérobe aux temps passés, en changeant la disposition des formes ou la nuance des couleurs » (1).

Mais si la création intégrale est humainement impossible, la loi peut exiger une nouveauté, l'assemblage nouveau d'éléments connus. Spécialement, en matière de dessins où l'imitation est la base même de l'art, il faudra reconnaître le caractère, à tout dessin qui se distinguera des dessins antérieurement exécutés, rajeunira les objets déjà vus et leur donnera un aspect spécial, une physionomie propre. Le dessin non imité, sorti tout entier, de l'imagination de son auteur est l'hypothèse la plus rare. Ce n'est pas celle que la loi prévoit.

Il résulte clairement de l'art. 2 de la loi du 14 juillet 1909 que la nouveauté est l'élément constitutif nécessaire, indispensable de la protection, le fondement même du droit du créateur. L'article joint, à deux reprises, le mot « nouveau » aux mots « dessins et modèles ». Cet élément constitutif s'appréciera, pour employer le langage de la loi, dans la configuration, la physionomie, les effets extérieurs de l'objet ou du dessin.

Que penser de l'emprunt fait à la nature ? A notre sens, il ne faut pas hésiter à reconnaître, comme on

(1) *Moniteur* du 9 mars 1806. — V. aussi Philippon, n° 38. Maquis.

l'avait déjà fait sous la précédente législation, que la reproduction délinéatoire d'un objet existant dans la nature peut être l'objet d'un droit privatif, si le modèle a été individualisé à raison de l'attitude ou de la forme caractéristique que lui a imprimée l'inventeur (1). La Jurisprudence donne, à propos des œuvres d'art soumises à la loi de 1793, une solution analogue. Si dans la nature, les plantes d'une même espèce sont identiques dans leur anatomie, leur structure spécifique, elles diffèrent, au contraire, à l'infini par les accidents propres à chacune d'elles. En fut-il par hasard autrement et leur aspect extérieur fut-il, contre toute vraisemblance, d'une similitude absolue, le dessin qui représente l'une d'elles, individualisée par l'artiste qui l'a exécutée, n'en constituerait pas moins pour celui-ci une propriété exclusive et dès lors une pareille similitude ne saurait en autoriser ni la copie, ni l'imitation (2).

De ce principe de l'individualisation, reconnu par la jurisprudence, résultent les deux conséquences suivantes : 1° La modification apportée à un dessin déjà

(1) Paris, 17 janvier 1883, Pat. 83.75. — Besançon, 13 juillet 1892, Pat. 94.109. — Paris, 20 janv. 1898. *Le Droit*, 24 mars. — Paris, 29 juillet 1898. *Gaz. Trib.*, 28 août. — Paris, 9 novembre 1895, Pat. 95.154.

(2) Angers, 19 janv. 1904, Pat. 1904.66. — Paris, 7 mars 1902. *Gaz. Trib.*, 23 avril. — Paris, 29 nov. 1873, Pat. 74.49. — Nantes, 30 juillet 1874, Pat. 75.117.

connu, si minime soit-elle, est susceptible de constituer au profit d'un dessinateur un droit de propriété, si cela suffit à donner à son œuvre une physionomie propice (1). 2° La nouveauté d'une création peut résulter de la réunion ou de la combinaison d'éléments jusque là utilisés séparément (2).

Quid de l'application nouvelle ? Déjà sous la législation de 1806, on se demandait si la nouveauté ne pouvait résulter de l'application d'un dessin connu à un objet en vue duquel il n'avait pas été composé, et les tribunaux pour solutionner cette question se sont visiblement inspirés de la législation des brevets qui distinguent « l'application nouvelle », qui est brevetable, de « l'emploi nouveau » qui ne l'est pas. L'application nouvelle brevetable consiste à utiliser des moyens connus pour leur faire rendre un résultat différent de celui qu'ils avaient produit jusque là. L'emploi nouveau non brevetable consiste dans une modification d'objet ou de matière sans aucun changement dans les résultats.

Par analogie en matière de dessins et modèles, il y avait application nouvelle, digne de protection, quand

(1) Lyon, 27 mai 1879, Pat. 81.42. — Seine, 28 fév. 1877, Pat. 77.174. — Seine, 27 août 1879, Pat. 80.110.

(2) Lyon, 9 juillet 1843. *Le Droit*, 21 juillet. — Lyon, 27 mai 1879, Pat. 81.42. — Paris, 21 janv. 1888, Pat. 89.183. — Paris, 11 fév. 1890, Pat. 90.180. — Paris, 30 mai 1900. *La Loi*, 13 juin 1900. — Lyon, 15 juin 1904, Pat. 1904.122.

l'adaptation d'un dessin à un objet auquel il n'a jamais été incorporé, conférerait, non seulement à cet objet, une individualité marquée, mais permettait au dessin de produire une impression spéciale. Au contraire, l'emploi nouveau, non protégé, consistait à adapter une ornementation connue à des productions qui relèvent du même genre d'industrie que ceux auxquels cette ornementation a été empruntée (1).

Sans entrer dans le détail des controverses que cette question « d'application nouvelle » a soulevées parmi les juristes, nous ferons remarquer que quoique la majorité des arrêts aient adopté la solution que nous avons exposée, la jurisprudence n'a, en réalité, jamais été bien fixée.

La Cour de Cassation n'a pas suivi les tribunaux dans la voie qu'ils avaient ouverte. Elle a décidé que « si, d'après la législation des brevets, la nouveauté d'application constitue une invention valablement brevetable, il n'en est pas de même quant aux dessins de fabrique, qui, s'ils sont comme tels anciens ou déjà connus, ne deviennent pas nouveaux par la seule nouveauté de leur emploi (2). »

La loi du 14 juillet 1909 ne prend expressément parti ni pour l'opinion de la majorité des arrêts, ni

(1) Paris, 23 déc. 1839, S. 1840.2.135. — Lyon, 30 juin 1883, S. 85.2.159. — Paris, 10 janv. 1880. Pat. 80.140.

(2) Cass. 16 nov. 1846, S. 47.1.33. — Cass. 1^{er} mai 1880, Ann. 81.174.

pour celle de la Cour de Cassation. Nous pensons cependant que par le jeu des principes généraux qui la gouvernent, cette question si complexe se trouve solutionnée.

La loi nouvelle protège, en effet, isolément, en lui-même, en dehors de toute destination industrielle ou autres, le dessin ou modèle nouveau. Peu importe, disait le rapporteur, que ce dessin soit à l'état d'esquisse, de projet, qu'il soit colorié ou non, utilisé ou non industriellement, destiné ou non dans la pensée de son auteur à être reproduit pour une industrie quelconque.

Il paraît donc impossible d'accorder à d'autres qu'à l'auteur, le droit de reproduire son dessin dans une autre branche d'industrie que celle qu'il a choisie, parce qu'on ne sait jamais si le créateur ne sera pas amené un jour à y exercer ses droits. Cependant, en vertu des mêmes principes généraux écrits dans l'article 2, si le même dessin, transporté dans une autre industrie produisait des « effets extérieurs » qui lui sont propres, le caractère de nouveauté serait manifeste, et l'œuvre ainsi réalisée, digne de protection.

L'adaptation, à certaines industries, d'un dessin connu, nécessite un travail d'intelligence, une délicatesse de doigté, un sentiment artistique qui n'est autre chose que « l'effort intellectuel » qu'entendent récompenser les dispositions protectrices des lois de propriété industrielle. Il n'est pas douteux à notre sens,

que celui qui transposerait purement et simplement sur porcelaine, un dessin originellement exécuté sur papier, ne réunirait pas les conditions de fond, sources de la protection ; mais que celui qui transcrirait ce même dessin en dentelle et le reconstituerait par l'entrecroisement des fils, créant au moyen des pleins et des vides un « effet » encore inconnu, qui impressionnerait différemment, aurait produit un dessin nouveau au sens de l'art. 2 de la loi. Quelle que soit l'industrie à laquelle on le réapplique, qu'elle soit toute différente de la première ou similaire, il suffit pour que le même dessin, confère à un autre dessinateur, un second droit privatif, qu'il ait, soit par ses effets, soit par sa configuration, une physionomie propre.

CHAPITRE V

DE L'ORGANISATION DE LA PREUVE : LE DÉPÔT

Le dépôt apparaît dans la législation de la propriété intellectuelle comme une formalité générale ; mais ses formes et ses efforts varient suivant les lois qui l'ont organisé. Celui prévu par la loi de 1793 a pour but d'enrichir nos collections nationales ; il constate la propriété littéraire et artistique, sans la créer ; il n'en est même pas la condition essentielle ; il n'est obligatoire que pour la déduction du droit en justice. Celui exigé par la loi de 1844 a pour but de porter les inventions brevetées à la connaissance du public et à le mettre en garde contre d'involontaires usurpations. Il est attributif de propriété et de deux brevets pris pour le même objet, le premier en date sera préféré sous la seule condition de bonne foi des deux inventeurs et alors même que le concurrent évincé serait en mesure de prouver la priorité de son invention.

Le législateur de 1909, averti par les difficultés qu'avait engendrées l'organisation de 1806, n'a pas manqué cette fois de fixer d'une façon nette les caractères du dépôt qu'il institue. Il est déclaratif, comme celui de la propriété littéraire et artistique, mais comme pour les brevets d'invention, sa publicité a

pour objet de faire connaître au public le droit privatif. Ainsi dans la législation intellectuelle, le nouveau dépôt représente une espèce batarde dont nous allons étudier les effets et les caractères.

1°. Formes du dépôt.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 14 juillet 1909, « le dépôt comporte, sous peine de nullité, deux exemplaires identiques d'un spécimen ou d'une représentation de l'objet indiqué avec légende explicative si le déposant le juge nécessaire, le tout contenu dans une boîte hermétiquement fermée et sur laquelle sont apposés le cachet, et la signature du déposant, ainsi que le sceau et le visa du secrétariat ou du greffe, de telle sorte qu'on ne puisse l'ouvrir sans faire disparaître ces certifications ».

Cette rédaction, très explicite, par l'insertion des mots « à peine de nullité », a l'avantage de supprimer une difficulté que, malgré sa réglementation détaillée sur ce point, la loi de 1806 avait fait naître. Le cachet, et la signature du déposant ainsi que le sceau du Conseil des prud'hommes étaient-ils des formalités substantielles? La question ne se pose plus aujourd'hui. En leur absence, le dépôt est nul, mais cette nullité est toute relative ; elle ne vicie le dépôt qu'aux regards de la loi spéciale sur les dessins et modèles.

Il en résulte que si le déposant ne peut s'en prévaloir pour exercer des poursuites prévues par la loi du 14 juillet 1909, rien ne l'empêcherait de s'en servir comme d'un moyen de preuve, à l'instar des autres moyens du droit commun pour établir sa priorité de création. Cela lui serait utile, notamment s'il prenait la peine d'effectuer de nouveau, un dépôt, régulier cette fois, qui lui permettrait de poursuivre tout au moins, les faits postérieurs à celui-ci.

Ce dépôt nul, pourrait baser une demande en dommages-intérêts pour concurrence déloyale, formée en vertu de l'article 1382 du code civil et si l'objet litigieux était compris dans la loi du 11 mars 1902, serait une preuve suffisante de la priorité d'emploi, pour la poursuite des contrefacteurs. (1)

Les commentateurs de la loi de 1806 s'étaient aussi demandé, si le dépôt d'un échantillon réel, même s'il s'agit d'objets dont les dimensions sont embarrassantes ou de prix élevé, était obligatoire, ou si le dépôt du dessin en esquisse, accompagné, s'il en était besoin d'une description explicative, suffisait (2). La loi nouvelle supprime toute discussion à cet égard en autorisant le dépôt d'un « spécimen » ou d'une « représentation de l'objet indiqué, avec légende explicative si le déposant le juge nécessaire ».

(1) Prache. Rapp. Ch. des Dép. En ce sens, p. 49, précité.

(2) Paris, 17 janv. 1883. Pat. 83. 71. — Paris, 27 juillet 1876, Pat. 76.206. — Paris, 10 janv. 1880. Pat. 80.140.

Dans le silence de la loi de 1806, était-il permis de déposer plusieurs dessins sous la même enveloppe ? Il semble bien que les secrétaires de conseils de prud'hommes, qui exigeaient quelquefois autant de dépôts distincts qu'il y avait d'échantillons contenus dans l'enveloppe d'après la déclaration du déposant, outrepassaient leurs pouvoirs, leur rôle devant se borner à recevoir le dépôt et à consigner ce fait sur leurs registres. La loi de 1909 décide dans le dernier alinéa de l'art. 5, que le même dépôt pourra comprendre de 1 à 100 dessins, numérotés du premier au dernier, ajoutant en guise de sanction, que les dessins non numérotés, portant des numéros répétés ou portant des numéros au delà de 100, ne seront pas considérés comme valablement déposés.

La loi nouvelle exige le dépôt de deux échantillons du même dessin, alors que la loi de 1806 n'en demandait qu'un ; c'est là une heureuse innovation. L'un de ces échantillons ne quittera jamais les collections industrielles, que la loi promet de constituer, l'autre est destiné à être communiqué aux tribunaux, pour le règlement des poursuites en contrefaçon.

La déclaration du dépôt est transcrite par les soins du secrétaire du conseil des prud'hommes sur un registre spécial avec la date, l'heure du dépôt et un numéro d'ordre. Le déposant reçoit un « certificat de dépôt » constatant ces différentes formalités, mais il est bien évident que, suivant en cela la jurisprudence

dans le cas analogue de la loi de 1806 (1), le défaut de délivrance immédiate du certificat ne constituerait pas un cas de nullité ; aucun délai n'étant prévu pour cette délivrance, et cela, d'ailleurs par la raison bien simple, que le droit à la protection ne dérive pas du certificat, mais du dépôt lui-même, qui peut être prouvé, en cas de non délivrance ou de perte du certificat, par tous les moyens du droit commun.

La loi de 1806 n'admettait que le dépôt secret ; l'échantillon était déposé sous pli fermé, revêtu des cachets, signature du déposant, du visa du conseil des prud'hommes, et l'ouverture de l'enveloppe n'était nécessaire qu'en cas de contestation. Par un heureux revirement de la pensée législative, le dépôt public préconisé par la plupart des juristes est adopté par la loi nouvelle. Sans nous étendre longuement ici (2) sur les avantages de ce dépôt, constatons que la loi de 1909, sans toutefois supprimer le dépôt secret, lui a consacré une large part. La période de secret durera normalement 5 ans, mais pourra être prorogée pendant 20 ans, à l'expiration de ce terme. Cependant à tout moment, le créateur du dessin est autorisé à requérir la publicité de son dépôt, et nous verrons, qu'il y a intérêt, puisque l'exercice de l'action en

(1) Lyon, 14 mai 1870. Pat. 74.237.

(2) Les avantages du dépôt public, seront exposés dans le chapitre VII.

contrefaçon est rendue plus facile en cas de dépôt public (1).

Pendant la période de secret, la boîte contenant les échantillons, les protégera contre les indiscretions et les fraudes ; elle est close et de telle façon que pour l'ouvrir, il est nécessaire de briser les cachets et les sceaux qui y sont apposés (2). Ces multiples précautions ont encore un autre intérêt. Puisque la loi prévoit que cette boîte, à l'expiration du dépôt, peut être remise au déposant, on comprend qu'ainsi cachetée, elle lui constituera pour l'avenir, le mode de preuve le plus sûr pour établir sa priorité de création au cas où elle lui serait contestée.

La publicité du dépôt peut être requise dès le début de la protection, mais elle devient obligatoire au bout de 25 ans, pour les 25 autres années qui restent à courir (art. 7, dernier alinéa), de même qu'avant l'introduction de toute demande en justice (art. 11). A ce moment la boîte déposée est adressée à l'Office National qui procède à l'ouverture de la dite boîte, prélève les deux exemplaires du dessin ou modèle, constate leur identité, fait reproduire l'un d'eux par un procédé photographique, et communique l'autre aux tribunaux. Une épreuve de la reproduction photographique, avec copie de la légende et explications

(1) Cf. chap. vi. Exercice des actions civiles et pénales.

(2) Aux termes de l'art. 5. de la loi du 14 juillet 1909, un décret déterminera dans ses détails, le mécanisme du dépôt.

nécessaires, est mise à la disposition du public à l'Office National (art. 6). Le déposant pourrait même ne réclamer la publicité que pour un ou plusieurs des échantillons contenus dans la boîte. En ce cas les autres objets sont remis sous scellés avec certification à l'appui.

La loi s'intéresse au sort des objets déposés, même après la caducité du dépôt. Tous les objets, après leur délaissement par les particuliers aux différentes périodes d'extinction de la protection (5^e, 25^e, 50^e année) sont transmis à des établissements à désigner par décret, afin de constituer des musées industriels. « Mais comme le droit de reproduire un certain nombre d'entre eux, peut se trouver garanti à leurs auteurs par la loi des 19-24 juillet 1793, modifiée par celle de 1902, l'attention des visiteurs intéressés sera appelée sur ce point par des inscriptions. » (Art. 9, *in fine*).

2° De la durée du dépôt.

La date légale du dépôt est celle portée sur le registre et non le jour de la délivrance du certificat qui peut lui être postérieure (1). Cette date fixe le point de départ du délai de protection. La solution était la même, avec la loi de 1806, puisque les auteurs de créations industrielles choisissaient eux-mêmes la durée de leurs droits (1, 3, 5 ans ou la perpétuité). On

(1) Mollot. Code de l'Ouvrier. p. 285.

discutait bien sur la situation du déposant qui ne précisait aucune période, mais ce fut là discussion purement théorique (1).

C'est une méthode tout opposée que la loi actuelle emploie. Le déposant n'a plus à manifester sa volonté ; la loi la suppose. En principe le dépôt est de 50 ans, divisés en trois périodes. A l'expiration de la première période (5 ans et même moins si le déposant a requis la publicité), la loi estime, s'il ne réclame le maintien des dispositions protectrices dont il jouit, qu'il y renonce et laisse tomber son œuvre dans le domaine public. En cas de prorogation expresse, apparaît une deuxième période de protection qui s'étend jusqu'à la 25^e année, à dater du jour du dépôt. A son expiration, la protection lui est encore supprimée, s'il ne la demande pas de nouveau pour les 25 dernières années à courir. Le passage à cette dernière période entraîne la publicité des œuvres déposées, mais pendant les périodes précédentes, elle ne s'effectue que sur la demande du déposant.

Dans la pensée des rédacteurs de la loi, ce système de protection par périodes successives aurait pour effet de jeter rapidement dans le domaine public, les créations sans grande valeur ou sans succès, dont la fabrication monopolisée ne pourrait qu'entraver l'ac-

(1) Blanc. p. 354, — Vaunois n° 186. — Pouillet p. 118. — Pouillet p. 118. — Ruben de Couder nos 186. — Waelbrœck, — Philipon n° 79.

tivité industrielle, sans grand profit pour leurs auteurs.

Pour que cette sélection des œuvres suivant leur mérite se fasse automatiquement, ils ont institué des taxes progressives destinées à décourager et à lasser les spéculateurs qui accumulent sans raison de vains dépôts. La taxe est minime pour la première période. Au moment où s'opère le dépôt, il est seulement versé une somme de 3 fr. 95, plus une indemnité de 0 fr. 05 par dessin contenu dans la boîte (1). A l'expiration de la première période, une taxe de 5 francs est exigée pour chacun des objets que l'Office, sur la de-

(1) Cette indemnité correspond à celle qui était payée, par dépôt, en vertu de la loi de 1806, jusqu'au 29 mars 1907, elle se décomposait de la façon suivante :

	Fr.
1 ^o Pour le timbre de l'expédition du procès-verbal.	1,80
2 ^o Pour le timbre du certificat	0,60
3 ^o Pour le timbre de la minute et les frais de répertoire	0,55
4 ^o Pour les émoluments du secrétaire chargé de la rédaction et de l'expédition des deux rôles	0,80
Total	3,75

L'art. 58 de la loi du 29 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, ayant alloué un franc au lieu de 0 fr. 80 au secrétaire pour ses émoluments, il faut donc augmenter de 0 fr. 20 la somme de 3 fr. 75.

Bien que les formalités à remplir soient simplifiées, la loi actuelle, maintient comme taux de l'indemnité à verser, pour chaque dépôt, la somme de 3 fr. 95.

mande du déposant, garde sous la forme secrète. A l'entrée de la 3^e période, la taxe est élevée à 75 francs. Une somme spéciale de 30 francs, destinée à couvrir les frais de photographie, est perçue quand au cours des première ou seconde périodes, le dépôt est publié. Au début de la 3^e période, si le dépôt est déjà public, il n'y a pas lieu de payer à nouveau ces frais, et la taxe de 75 francs est réduite à 50.

3^e Du lieu du dépôt et du déposant.

La législation des dessins et modèles se ressent encore de son origine historique. Ayant été encadrée, au début, dans une loi organisant une juridiction professionnelle de prud'hommes, c'est encore au secrétariat du conseil de prud'hommes, que la loi nouvelle exige le dépôt, quoique aujourd'hui il n'y ait plus rien de commun entre cette institution et la législation qui nous occupe. L'envahissant développement de la protection des dessins et modèles ne s'est pas accordé avec la quasi-immobilité des organisations prud'hommales. Il a fallu attribuer aux greffes des tribunaux de commerce, voire même à ceux des tribunaux civils de première instance, le droit de recevoir des dépôts. C'est cette solution, que seule explique son origine historique, qui est encore enregistrée dans la loi nouvelle (art. 5).

On sait que la Jurisprudence relative à la loi de

1806, déterminait le lieu du dépôt d'après la situation de la fabrique, d'où il résulta de nombreuses controverses sur le point de savoir où devrait déposer celui qui ne possédait pas de fabrique. Nous ne revenons pas sur cette question, nous bornant à constater qu'elle ne se pose plus avec la loi du 14 juillet 1909, puisque c'est le domicile du déposant qui détermine la compétence du conseil de prud'hommes.

Aujourd'hui, comme sous la loi de 1806, il suffit que le dépôt soit effectué par le propriétaire du dessin, sans qu'il soit composé obligatoirement par lui. Le dépôt étant accompli sans examen préalable, le conseil des prud'hommes n'a pas à s'inquiéter de la qualité des personnes qui le lui présentent. Rien dans la loi ne s'oppose à ce qu'une société, une collectivité, un incapable, mineur, femme mariée, interdit ou failli, remplissent cette formalité.

4° Effets du dépôt

La place intermédiaire que la législation des dessins et modèles tient dans la propriété intellectuelle, le penchant inconscient que l'opinion de cette époque avait de rapprocher cette protection de celle des inventions nouvelles (1) avaient rendu perplexes le législa-

(1) L'exposé des motifs de la loi disait, en effet : « La formalité du dépôt organisée par la présente loi se rapproche des moyens employés par les auteurs de procédés, machines, étoffes ou instruments nouveaux qui s'assurent leur propriété par un brevet » (*Moniteur*, 9 mars 1806).

teur de 1806. Il omit de dire si le dépôt crée la propriété on en fait seulement le prélude obligatoire de toute poursuite judiciaire.

Dans l'équivoque du texte, la jurisprudence n'a pas hésité à déclarer que le dépôt n'engendrait au profit du déposant qu'une présomption de propriété qui met le fardeau de la preuve à la charge de celui qui la conteste (1). Cependant certains auteurs prétendirent qu'il est un cas où le dépôt était attributif de propriété; c'est celui ou de bonne foi, en dehors de toute fraude, deux fabricants ont déposé le même dessin. Il y aurait ici présomption de propriété irréfragable en faveur du premier déposant. Cela résulte, disent-ils, de l'art. 17, qui prévoit expressément, qu'en cas de contestation entre deux ou plusieurs habitants, le conseil des prud'hommes procédera à l'ouverture des paquets et fournira un certificat indiquant le nom du fabricant qui aura la priorité de date (2). Sans épuiser cette controverse qui n'a jamais eu d'intérêt pratique, notons qu'il a paru à la plupart des juristes, que ni les textes, ni les travaux préparatoires ne permettaient d'attri-

(1) Paris 19 fév. 1858. Pat. 58.212. — Nancy, 2 fév. 1858. Pat. 58.209. — Lyon 23 juillet 1869. Pat. 70.360. — Seine 16 mai 1876. — Pat. 76.210. — Seine corr. 28 fév. 1877 Pat. 77-174.

(2) Pouillet p. 121. Ruben de Couder. n° 66. — Gastambide n° 350.

buer au dépôt institué par la loi de 1806, dans ce cas spécial (1), un caractère attributif (2).

Le législateur de 1901 a fixé le caractère purement déclaratif du dépôt; l'art. 3 dit en substance que le premier déposant d'un dessin est présumé jusqu'à preuve contraire en être propriétaire (3).

Ajoutons que pour remédier à l'inconvénient de la loi de 1806 ou plus exactement de la jurisprudence interprétative de cette loi, inconvénient déjà signalé, la loi du 14 juillet 1909, dans un paragraphe court et explicite a déclaré que « la publicité donnée à un dessin ou modèle antérieurement à son dépôt par une mise en vente ou tout autre moyen, n'entraîne la déchéance ni du droit de propriété, ni de la protection spéciale accordée par la loi. Ainsi disparaît l'illogique

(1) La jurisprudence n'a jamais eu à se prononcer sur cette hypothèse, quoiqu'elle ne soit pas irréalisable. Il est rare, en effet, que deux fabricants imaginent exactement la même combinaison de lignes ou de couleurs. M. Philippon écrivait « que les formes les plus simples sont susceptibles de tant de combinaisons qu'il est pour ainsi dire impossible, que même sous l'impulsion d'un mode identique, deux hommes composent sans se copier des dessins identiquement pareils ».

(2) Huard, t. II p. 512. — Philippon n° 34.

(3) Ce paragraphe n'existait pas dans le projet du gouvernement. Il a été emprunté au projet préparé par l'« association française pour la protection de la propriété industrielle ». Il formait le paragraphe 1^{er} de l'article 3. (Compte-rendu du Congrès de Saint-Etienne p. 101).

prétention de la jurisprudence et de quelques auteurs qui considéraient comme déchu de tous droits, le fabricant qui avait exploité avant de déposer. Le dépôt n'est plus nécessaire à la conservation du droit de propriété.

Dans le système actuel, puisque le droit de propriété découle du seul fait de la création des dessins, puisque sa conservation n'est plus subordonnée à aucune formalité, la preuve de la priorité d'invention devient le pivot de toute la protection. Le dépôt a été envisagé par le législateur comme un moyen facile et sûr de preuve. Ce sera dans beaucoup de cas, son plus important, peut-être même son unique avantage. Par la présomption de propriété qu'il apporte, il permettra aux auteurs, quand leurs dessins ou modèles n'auront pas une grande originalité, de constituer facilement une sorte d'état-civil à leurs œuvres et de se procurer ainsi, en dehors du droit commun, par un certificat de dépôt la preuve irréfutable de leur priorité de création et de propriété (1).

Le dépôt n'est pas imposé par la loi, tout au moins en tant que moyen de preuve ; la propriété des dessins se prouve par tous les moyens du droit commun et la loi, elle même, prévoit dans son article 4, que des décrets spéciaux à certaines industries pourront intervenir afin de permettre aux industriels par des

(1) Cf. Prache. Rapp. Ch. des Dép.p. 46.

mesures à déterminer de faire constater leur priorité d'emploi d'un dessin ou modèle, notamment par la tenue de registres privés soumis à l'estampille administrative. Si dans certaines industries le dépôt est gênant ou trop onéreux, on s'en dispensera, mais on ne perdra pas la ressource d'une preuve aussi utile. La tenue d'un registre sur lequel sont relevés, au jour le jour, à même le folio, les dessins créés par un industriel, chaque dessin portant un numéro d'ordre avec la date de sa création est en effet aussi ingénieux que pratique. Il a été préconisé par les délégués de la Chambre syndicale du Puy (1) au congrès de Saint-Etienne, mais il ne faut pas s'illusionner ; la réglementation devra en être très minutieuse si l'on veut éviter les fraudes. On a fait remarquer aussi, que cette innovation faciliterait le règlement amiable des procès puisque le fabricant posséderait ainsi lui-même et sous sa main, la preuve manifeste de sa propriété (2).

L'article 11, en exigeant que le dépôt soit rendu public avant toute action en justice, pénale ou civile, en fait implicitement, le préliminaire obligatoire de toute procédure en contrefaçon. Cela est, d'ailleurs,

(2) Un système analogue a été appliqué assez longtemps à St-Galles, à l'époque de l'Union de tous les brodeurs (Stickerverband), mais il a disparu avec cette institution lors de la loi fédérale suisse du 30 mars 1900.

(1) Compte-rendu du Congrès de St-Etienne p. 71.

indispensable si l'on veut permettre aux tribunaux de s'assurer si le dessin argué de contrefaçon est bien réellement l'imitation frauduleuse du dessin soi-disant contrefait. Au cas de contestation sur la propriété, le dépôt est rendu public suivant une procédure spéciale indiquée à l'article 6 de la loi (1).

(1) Sous la loi de 1806, c'était le Conseil des prud'hommes, réuni en assemblée générale qui procédait à l'ouverture des dépôts et après vérifications, délivrait un certificat de priorité. La présence des parties n'était pas nécessaire. C'était ensuite au tribunal de commerce à décider sur le vu de ce certificat, dont les énonciations ne peuvent être discutées et qui fait foi, jusqu'à inscription de faux.

CHAPITRE VI

ATTEINTES A LA PROPRIÉTÉ DES DESSINS ET LEUR RÉPRESSION

Le droit d'exploitation exclusive du créateur des dessins et modèles n'est pas par lui-même à l'abri de toute atteinte. On s'attend à ce que la loi qui réglemente ce droit le sanctionne et énumère les faits qu'elle considère comme répréhensible. La loi de 1806 qui s'attache spécialement à la réglementation des dessins et modèles est muette sur ce point ; on en fut donc réduit à appliquer la sanction générale du droit commun, des articles 1382 et 1383 du code civil.

Le code pénal permit bientôt à la Jurisprudence (1) toujours hardie de réprimer d'une façon plus efficace la contrefaçon des dessins et modèles. Son article 425 prévoyait que « toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, ou de toute autre production imprimée ou gravée, en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la

(1) Le premier arrêt qui applique les dispositions du Code pénal à la contrefaçon des dessins et modèles date du 19 fév. 1835. Paris 5.35.2.161.

propriété des auteurs est une contrefaçon et toute contrefaçon est un délit ». Suivait dans les articles 427 et 428 l'énumération des pénalités applicables.

Certains auteurs (1), peu nombreux, ont pensé que la Jurisprudence avait tout et que rien, pas même l'application de l'art. 425, ne permettait de faire de la contrefaçon des dessins, un délit répressible pénalement. Le délit, disent-ils, ne peut résulter que d'une loi générale ; or la loi de 1806 est spécialement applicable à la ville de Lyon. Si elle a reçu des extensions successives, ce n'est que par l'effet de règlements et d'ordonnances, impuissants, comme elle, à créer des délits et des peines. La loi de 1806 n'édicte aucune peine correctionnelle et autorise seulement une revendication devant le tribunal de commerce (2). De plus le but non douteux, si l'on consulte les travaux préparatoires, des art. 425 et suivants du Code pénal a été de remplacer par des dispositions plus efficaces, les art. 3 et 4 de la loi de 1793, en permettant l'application de peines correctionnelles aux plagiaires (3).

C'est là une pure erreur, les rédacteurs du Code pénal ont d'autant plus songé aux propriétaires de

(1) Cf. un article de M. Lesourt. Gaz. trib. 26 août 1880.

(2) Loi de 1806. art. 15.

(3) Code pénal art. 427 « La peine contre le contrefacteur ou contre l'introducteur sera de 100 francs au moins et de 1.000 francs au plus et contre le débitant une amende de 25 francs au moins et de 500 francs au plus.

dessins et modèles de fabrique qu'ils ont placé les art. 425 et suivants dans une section concernant la violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts. Outre que l'art. 425 emploie expressément le mot dessin, il semble bien que les extensions considérables que la loi de 1806 a reçues tant par décrets qu'ordonnances autorisés par son art. 34, lui a donné force légale et qu'on doive la comprendre parmi les « lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs ».

Dans le dernier état de la législation de 1806, cette controverse était à ce point éteinte que l'objection n'était même plus soulevée quand les tribunaux correctionnels statuaient sur les contrefaçons.

Les rédacteurs de la loi nouvelle se sont donc simplement bornés à enregistrer l'opinion presque unanime de la doctrine et de la Jurisprudence quand, reconnaissant implicitement la possibilité d'un délit de contrefaçon en matière de dessins et modèles, ils ont prévu une action correctionnelle, à côté de l'action civile, en réparation du préjudice causé par la violation du monopole.

1° De la contrefaçon.

La définition de la contrefaçon est donnée d'une façon très laconique dans l'art. 425 du Code pénal. La Jurisprudence avait le loisir de développer ce texte. Par analogie au système employé par elle relativement

aux œuvres littéraires et artistiques, elle a groupé sous le nom de contrefaçon, un certain nombre de faits attentatoires à la liberté exclusive d'exploiter, offerte à l'auteur. L'analyse de cette jurisprudence qui fournira, dans l'application de la loi du 14 juillet 1909 des précédents intéressants, s'impose ici.

La loi reconnaît au créateur de dessin un droit de reproduction exclusive de son œuvre ; implicitement elle en interdit l'usurpation. Usurper ce droit, c'est l'exercer à la place du créateur ; en l'espèce, c'est reproduire son œuvre illicitement. Mais la reproduction d'une œuvre peut affecter différentes formes ; elle n'est pas toujours totale, imitation exacte et servile de l'original ; le contrefacteur, plus ou moins habilement, essaye de voiler la copie ; il retracera un dessin identique sur une autre matière, sur une étoffe bon marché, au lieu d'un tissu de prix (1) ; il l'appliquera dans une autre industrie, traduisant en porcelaine, un modèle en bronze (2). On fera subir à l'œuvre quelques petits changements de détails (3). Dans tous

(1) Paris 17 janv. 1883. *Ann.* 83.71. — Seine corr. 12 fév. 1885. *Ann.* 85.214.

(2) Seine 23 mars 1822. *Gastambide* p. 390. — Seine 10 juillet 1823. *Gastambide*, n° 374. — Paris 29 déc. 1835-5.36.2.135. — Lyon 26 juillet 1852. *Le Hir* 1852.2.392. — Paris 15 avril 1857. *Journ. trib. com.* 1857. p. 229.

(3) Cass. 21 mars 1884. *Ann.* 84.244. — Rouen 17 mars 1843. *S.* 45.2.405. — Paris 1^{er} avril 1846. — Cité par Blanc p. 358. Seine 4 août 1835. — Blanc p. 357. — Paris 16 août 1843. Blanc

ces cas, les tribunaux n'ont pas hésité à reconnaître la contrefaçon, estimant, suivant une règle très équitable que c'est par les ressemblances de deux objets et non par les différences qu'on apprécie la contrefaçon (1).

La simple tentative de contrefaçon, par exemple la confection d'un moule, d'une planche, d'une matrice en dehors de toute exécution de l'œuvre constitue-t-elle le délit? La loi nouvelle est muette. C'est d'autant plus regrettable que sur ce point doctrine et Jurisprudence n'étaient pas d'accord. Malgré les termes formels de l'art. 425 du Code pénal qui semble encore s'appliquer et qui prévoit l'édition et non la simple possession de l'outillage servant à éditer, la Jurisprudence punit la détention des instruments devant servir à la contrefaçon (2).

Le délit doit être commis par un cessionnaire quand celui-ci dépasse les limites du droit lui a été

p. 331. — Seine 15 mai 1844. Blanc p. 364. — Lyon 5 juillet 1844. Blanc p. 365. — Rouen 18 mai 1853. D. P. 54.2.50. — Caen 30 août 1859. *Ann.* 1862.256. — Calais 6 nov. 1860. *Ann.* 61.219. — Paris 27 juillet 1876. *Ann.* 76.206. — Paris 11 juin 1888. Pat. 89.216.

(1) Pouillet. *Dess. et Mod.* n° 128. — Philipon p. 165. — Vaunois, n° 230. — Rendu et Delorme n° 808.

(2) Paris 17 déc. 1847. *Ann.* 1862-55. — Tous les auteurs sont en sens contraire. — Pouillet n° 135. — Vaunois, n° 241. — Philipon, p. 172. Wœlbrouk, n° 145. — V. aussi Code Pén. art. 3.

consenti (1) ou par l'auteur du dessin lui-même quand s'étant dépossédé de son monopole en faveur d'un tiers, le créateur porte atteinte aux droits qu'il a cédés (2).

Un certain nombre de faits sont assimilés à la contrefaçon. C'est ainsi que l'art. 426 du Code pénal interdit formellement l'importation sur le territoire français de marchandises faisant échec au monopole du propriétaire du dessin. Faute de ce texte précis ; celui qui aurait introduit en France des objets contrefaits, fabriqués à l'étranger, aurait échappé à toute répression puisqu'il n'aurait pu être inculpé ni de recel, ni de complicité, le délit principal n'existant pas puisque la contrefaçon faite à l'étranger est non seulement hors de toute atteinte mais ne peut être considéré comme délictueuse (sauf l'application des conventions internationales). De même celui qui débite des ouvrages contrefaits est considéré comme un contrefacteur. Cela est logique si l'on songe que le débit d'ouvrages contrefaits est en définitive le recel et que le receleur n'est autre qu'un complice, puni des mêmes peines que l'auteur principal (3). Chose curieuse, aux termes de l'art. 427 du Code pénal, ce débitant, qui est un recèleur et méritent des circons-

(1) Cass. 23 mars 1888. Pat. 89.231.

(2) Paris 15 déc. 1894. *Ann.* 95.228. Seine 17 janv. 1896. *Ann.* 96.53.

(3) Code pénal. art. 62.

tances aggravantes, puisque loin de se contenter de les dissimuler, il expose publiquement et rend au grand jour des objets contrefaits, est puni d'une amende moins forte que l'auteur principal du délit, le contrefacteur. (25 fr. à 500 fr. d'amende au lieu de 100 fr. à 2.000). En unifiant le tarif, la loi du 14 juillet 1909 supprime cette anomalie. (25 fr. à 2 000 fr. art. 10).

Les règles de la complicité établie par le Code pénal (art. 60 et suiv.) s'étendent à la matière des contrefaçons. C'est ainsi que seront punis comme complices, ceux qui auront aidé l'auteur de la contrefaçon dans les faits qui l'auront consommée. En vertu de cet article, on atteint celui qui achète sciemment, un objet contrefait. Celui-là ne peut nier qu'il aide le contrefacteur à consommer le délit (1), car si celui-ci ne trouvait acheteur, il renoncerait à son commerce illicite.

2° Répression de la Contrefaçon

Si la loi nouvelle, à l'instar de celle de 1806, ne s'est pas inquiétée d'une définition de la contrefaçon, elle a toutefois le mérite d'organiser un système de repression.

Elle fixe les peines : amende de 25 à 2 000 fr. à quiconque porte atteinte aux droits du créateur ; em-

(1) Wœlbrœck, n° 102.

prisonnement de un mois à six mois en cas de récidive, et si le délinquant est une personne ayant travaillé pour la partie lésée, privation possible, pendant un temps qui n'excède pas cinq années, du droit d'élection et d'éligibilité pour les tribunaux, chambres de commerce et conseils de prud'homme. Quand à la confiscation des objets contrefaits, elle n'a pas plus ici qu'en matière de brevet, le caractère d'une peine, c'est pour cela qu'elle peut être prononcée même en cas d'acquiescement (art. 10 et 11 du 14 juillet 1909).

A quelles conditions est subordonné l'exercice de l'action en contrefaçon ? Sous la loi de 1806, l'accomplissement du dépôt était nécessaire pour l'exercice de l'action en contrefaçon et les faits postérieurs à ce dépôt pouvaient être poursuivis.

La solution était-elle la même pour les faits de contrefaçon antérieurs au dépôt ? A cette époque, la solution dépendait de celle que l'on adoptait sur une autre question que nous avons examinée et qui était de savoir quels sont les effets du dépôt. Il est évident que pour la Jurisprudence qui admettait que la mise en vente, antérieurement au dépôt, avait pour conséquence immédiate de faire tomber le dessin dans le domaine public, il n'y avait pas lieu de considérer comme une contrefaçon le fait d'imitation à quelque époque qu'il se produisit ; il est évidemment licite puisque on ne fait qu'user d'un droit, celui qu'à tout individu d'exploiter l'objet du domaine public. Mais

il en était différemment chez les auteurs qui se ralliaient à la solution inverse. « Si l'on pense avec nous, écrivait Pouillet, que le dépôt n'est qu'une formalité préalable à la poursuite, une formalité donnant ouverture à l'action, il faut décider que, dès qu'elle est remplie, le propriétaire du dessin peut poursuivre tous les faits d'imitation dans quelque temps qu'ils se soient produits. Du moment qu'il est reconnu que la propriété existe indépendamment du dépôt, il va de soi que c'est la contrefaire que d'y porter atteinte.

C'est cependant à une troisième opinion que nous nous serions ralliés sous l'empire de la législation de 1806. Nous pensons que si le dépôt n'était pas générateur de la propriété, c'est tout au moins lui qui la réserve, la manifeste à l'égard des tiers et par suite imprime aux imitations de l'œuvre déposée un caractère illicite et délictueux. Les imitations postérieures au dépôt seraient susceptibles de poursuite, mais celles antérieures ne seraient aucunement reprochables.

Le dépôt de la loi de 1909 étant également constitutif du droit privatif, (nous ne disons pas du droit de propriété reconnu par la loi, c'est un système analogue que devait, très juridiquement, adopter la loi nouvelle. Il est nécessaire, pour étudier les problèmes que la loi de 1909 peut soulever en cette matière, de distinguer suivant que les faits de contrefaçon se sont produits antérieurement au dépôt, postérieurement

au dépôt mais antérieurement à sa publicité, ou postérieurement à la publicité du dépôt.

1° *Faits antérieurs au dépôt.* — La plupart du temps, le même fait constitue à la fois un délit pénal et un délit civil. Des violences, des voies de fait, par exemple, tombent sous le coup de la loi pénale et en même temps causent à la victime un dommage qui engendre un délit civil (art. 1382) et que le coupable devra réparer. Les délits de contrefaçon ne se différencient pas des autres délits.

Un principe général qui domine toute la législation de la propriété intellectuelle est que l'art. 1382 du code civil peut y jouer un double rôle. D'une part, il assure la réparation pécuniaire du préjudice résultant de la contrefaçon des œuvres qui font l'objet du droit privatif ; d'autre part, à défaut d'une protection exclusive spéciale, il sert à réprimer la concurrence déloyale commise par la reproduction des créations intellectuelles qui peuvent être considérées comme les signes distinctifs d'un fonds de commerce ou d'industrie.

Dans le premier cas, puisqu'il sanctionne le droit privatif il est nécessaire que ce droit privatif soit né. Si la loi n'a pas été observée, si ces formalités n'ont pas été régulièrement remplies, le droit n'existe pas et l'art. 1382 n'a pas lieu d'être appliqué. Notamment si le dépôt est considéré comme indispensable à la constitution du droit privatif,

comme le suppose la loi de 1909, puisqu'elle déclare qu'il en marque le point de départ, l'application de l'art. 1382, action civile, est subordonnée à l'accomplissement de cette formalité. L'art. 1382 sanctionne le droit exclusif, quant à l'obtention des dommages-intérêts réparateurs des atteintes qu'il a subies, mais se désintéresse du droit de propriété qui tout en étant reconnu, n'est pas sanctionné par la loi. Il agit parallèlement à l'action pénale et l'on ne comprendrait pas qu'il agit sans elle.

Mais de ce que l'art. 1382, pas plus que les sanctions pénales, ne pourrait réparer ou réprimer des actes de contrefaçon antérieurs au dépôt, il ne résulte pas que le créateur d'un dessin se trouve dépourvu de tous moyens pour faire respecter sa propriété. En vertu du second rôle que nous attribuons à l'art. 1382, il pourrait atteindre indirectement les actes de contrefaçon qui en créant des confusions, constitueraient la concurrence déloyale et pourraient être réprimés comme telle. Rien ne s'opposerait non plus, si les dessins ou modèles contrefaits peuvent être considérés comme des œuvres de dessin ou de sculpture, à l'application des dispositions protectrices de la loi des 19-24 juillet 1793, modifiée par celle de 1902 et des art. 425, 426 et 427 du Code pénal à ceux qui s'en sont rendus coupables. Mais ces procédés sont étrangers à la législation des dessins et modèles qui seule nous occupe. Au point de vue spécial de la loi de 1909, les

faits de contrefaçon, antérieurs au dépôt, ne donnent ouverture à aucune action ni pénale, ni civile (art. 11).

Le droit privatif n'étant pas encore né, on ne concevrait pas qu'il soit sanctionné.

2° *Faits postérieurs au dépôt mais antérieurs à sa publicité.* — On retournerait la question, sans la dénaturer, en se demandant quels sont les effets du dépôt du jour de son accomplissement à celui de sa publicité, autrement dit pendant la période de secret. Logiquement on aboutit à la solution de la loi. A ce moment, en effet, le droit privatif existe, puisque le dépôt l'a fait naître, mais ce dépôt se faisant à couvert, il serait illogique de faire pâtir de ce défaut de publicité les tiers de bonne foi à qui il est matériellement impossible de savoir si le dessin dont ils s'inspirent, est oui ou non dans le domaine public. Aux termes de l'art. 11, ces faits ne donneront lieu à des actions tant civile que pénale, qu'en tant que le déposant établira la mauvaise foi de l'inculpé.

Cette protection certainement inefficace, mais juste, aurait pour but dans l'esprit des rédacteurs de la loi, de déterminer les déposants à ne pas rester dans la situation du dépôt secret et à les engager à passer à la forme publique, plus rationnelle.

3° *Faits postérieurs à la publicité du dépôt.* — Ici le droit privatif est non seulement existant, mais les tiers en sont avertis ou sont censés l'être par les mesures de publicité. « Avant de reproduire le dessin ou

modèle exploité par autrui, il avait le devoir de rechercher ou faire rechercher si le dessin ou modèle était déposé. Il peut donc à bon droit et jusqu'à preuve contraire être présumé avoir procédé à ces recherches et avoir sciemment contrefait l'œuvre d'autrui (1).

S'il est de bonne foi, à lui d'en rapporter la preuve. Cette solution rigoureuse pour les imitateurs n'est pas une innovation en matière de propriété intellectuelle. Cette protection efficace existe déjà pour les inventions nouvelles; c'est là un des avantages du dépôt public sur lequel nous reviendrons.

3. Constatation de la contrefaçon. Compétence.

La loi de 1806 n'ayant fixé aucun moyen de constater la contrefaçon, on les admit tous. Pourtant à cause de leurs avantages, la saisie et la description des objets contrefaits étaient généralement adoptées. Mais quelles sont les formes de cette saisie ? Après avoir quelque peu hésité, la Jurisprudence après avoir toléré la saisie pratiquée sans autorisation préalable par les commissaires de police, sur simple réquisition du propriétaire, conformément aux art. 3 de la loi du 19 juillet 1793 et 1 du décret du 25 prairial an III, et après avoir reconnu la possibilité de cette constatation par les prud'hommes (2), s'est définitivement pro-

(1) Prache. Rapp. Ch. des Dép. p. 63.

(2) Art. 10 et 12 de la loi de 1806, qui chargent les Prud'-

noncée en 1870 pour une procédure très voisine de celle employée en matière de brevets d'invention et qui investit le président du tribunal civil du droit absolu d'autoriser la description avec ou sans saisie des dessins et modèles argués de contrefaçon.

C'est presque dans son intégralité que cette solution est passée dans la loi nouvelle et l'article qui réglemente cette procédure est presque la copie des art. 47 et 48 de la loi du 5 juillet 1844. Aux termes de cet article, trop explicite pour qu'il soit besoin d'y insister la partie lésée peut, « même avant la publicité du dépôt, faire procéder par tous huissiers, à la description détaillée, avec ou sans saisie, des objets ou instruments incriminés, en vertu d'une ordonnance rendue par le président du tribunal civil dans le ressort duquel les opérations devront être effectuées, sur simple requête, production du certificat de dépôt et récépissé des taxes prévues à l'art. 8. Le président a la faculté d'autoriser le requérant à se faire assister d'un officier de police ou du juge de paix du canton et d'imposer au requérant un cautionnement que celui-ci est tenu de consigner avant de faire procéder à l'opération ; ce cautionnement est toujours imposé à l'étranger qui requiert la saisie. Copie est laissée aux détenteurs des

hommes de constater « les contraventions aux lois et règlements nouveaux mis en vigueur ». — Lyon 25 Mars 1863. Pat. 63.245.

objets décrits tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier. A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie à poursuivre, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts ». (art. 12).

La loi du 14 juillet 1909 ne statue pas sur les juridictions compétentes ; le législateur s'en explique. « Ce sont là, dit-il, des difficultés qu'il est préférable de ne point trancher dès à présent, pour ne point soulever des oppositions qui pourraient paralyser les réformes ».

Sous la loi de 1806, l'art. 15 stipulait « tout fabricant qui voudra revendiquer devant le tribunal de commerce. « Certains auteurs (1) l'ont invoqué pour prétendre que la juridiction consulaire était absolue pour toutes les contestations relatives à la propriété des dessins. Mais il semble bien qu'il ne dérogeait pas au droit commun et qu'il se bornait à constater incidemment la compétence déjà établie entre commerçants (2).

(1) Philippon n° 186.

(2) Aix. 23 janv. 1867. Pat. 58-107. — Seine 27 avril 1865. Pat. 65.272. — Paris 31 mai 1884. Pat. 86.91.

La loi de 1806 abrogée et la loi de 1909 muette, pareille difficulté ne saurait se présenter. Le droit commun est seul applicable. La contrefaçon est un délit. La réparation du préjudice peut être obtenue soit par la voie correctionnelle, soit par la voie civile (1). Par la voie correctionnelle, le demandeur peut saisir, à son gré, le tribunal du domicile du contrefacteur, soit le tribunal du lieu où le délit dont il se plaint a été consommé. S'il préfère exercer l'action civile séparément de l'action publique, les tribunaux civils sont compétents, sauf la possibilité de la compétence des juges consulaires, si les parties en cause, commerçants, en sont justiciables.

. .

Après avoir examiné les moyens pour le créateur de revendiquer en justice son droit de propriété, il est intéressant de relever les faits qui tendent à rendre inopérante sa revendication.

On groupe sous le nom de « nullité » tous les vices concomittants à la naissance du droit privatif et sous celui de « déchéance » les vices qui atteignent le droit au cours de sa durée. C'est la distinction classique. La Jurisprudence, en face du silence de la loi de 1806 sur cette question, s'était évertuée à découvrir des causes de nullité et de déchéance, puisqu'il est reconnu, qu'au moins pour les nullités, les juges peuvent, s'ins-

(1) Art. 3. Cod. d'instr. crim.

pirant de l'esprit de la loi, déclarer nuls, les actes contraires à son but. Ainsi a-t-elle généralement admis la nullité du dépôt effectué auprès d'une autorité incompétente *ratione materiæ* et même *ratione loci* (1). Elle a frappé aussi de nullité, quoique en réalité, il y ait là plutôt une cause d'inexistence, le dépôt accompli pour un dessin dont le caractère de nouveauté a été victorieusement combattu. Quant aux causes de déchéance, la Jurisprudence avait décidé qu'une publicité antérieure à l'accomplissement du dépôt doit être considérée comme destructive de nouveauté et amener irrémédiablement la déchéance du droit.

La loi nouvelle supprime expressément cette cause de déchéance qui n'avait pas sa raison d'être, (art. 3 in fine). D'autre part, outre les causes d'inexistence du droit, dérivant par exemple du défaut de nouveauté, la loi prévoit cette fois des causes de nullité. Elle maintient la nullité qu'avait instaurée la Jurisprudence de la loi de 1806 en cas de dépôt effectué auprès d'une autorité incompétente (art. 5, 1^{er} alinéa) et sanctionne également à peine de nullité, certaines formalités du dépôt (2).

(1) Poitiers. 31 déc. 1890. Pat. 91.328. — Montmédy, 3 fév. 1891. Pat. 91.354.

(2) Développ. Chap. 5. De l'organisation de la preuve.

CHAPITRE VII

CRITIQUE ET CONCLUSION

« Perfectionner le régime établi », tel était le but des rédacteurs de la loi du 14 juillet 1909. Il semble qu'ils l'aient atteint. Au cours de l'étude que nous avons faite de la loi de 1909, nous nous sommes attachés à souligner, chaque fois que l'occasion s'en présentait, tous les progrès qu'elle avait réalisés sur la loi qu'elle remplace. Pour les mettre en valeur, nous avons, à dessein, presque toujours fait précéder son commentaire, de celui de la législation de 1806-1902. Nous avons relevé toutes les controverses qu'avaient engendrées la législation ancienne, et nous avons montré, le législateur, inscrivant sans hésiter, dans la loi nouvelle, l'opinion la plus rationnelle. Le système du dépôt préalable à toute exploitation n'était pas soutenable ; la loi nouvelle le condamne. La loi de 1806 avait omis de définir le dessin ou modèle ; la loi de 1909 comble cette lacune. La protection perpétuelle est exagérée ; elle la réduit. Les formalités du dépôt sont mal conçues, elle les réorganise. Et il en est ainsi sur de nombreux points sur lesquels nous n'avons plus à insister.

Que le législateur ait accompli la tâche qu'il avait assumée, soit ; mais il n'apparaît pas, à notre sens,

que les conditions de la protection des dessins et modèles en soient considérablement améliorées. La méthode est vicieuse. Le législateur a renoncé à entreprendre la « Grande Réforme » qui est pourtant la seule solution du problème qui se pose depuis un siècle, en matière de propriété de dessins et modèles. Il avoue qu'il a craint que la suppression brusque de toute loi intermédiaire entre la législation de la propriété artistique et celle des inventions nouvelles ne déconcerte les industriels. L'œuvre législative est trop restreinte et c'est son insuffisance même que nous voulons constater. Ils ont coupé les branches tarées, mais l'arbre est encore debout. C'est là qu'est tout le mal.

La loi du 14 juillet 1909 ne présente pas, comme la loi de 1806 après la réforme de 1902, les caractères d'une législation complémentaire, appelée à protéger les miettes du travail industriel, une législation de consolation pour les œuvres indignes d'aspirer à la protection de la loi sur la propriété littéraire et artistique. Faisant abstraction de la loi de 1902 qui en protégeait déjà un très grand nombre, le législateur par une définition très large a englobé sous la protection nouvelle tous les dessins et modèles. Seulement dans le but d'éviter les difficultés de classification qui avaient surgies à l'occasion des dualités de législations que les dessins et modèles subissaient depuis 1806, la

loi reconnaît dès son article 1^{er} que les œuvres protégées par la loi nouvelle mais également susceptibles, par leurs caractères, de bénéficier des faveurs de la loi sur la propriété littéraire et artistique n'en seront pas privées. Ce n'était pas accomplir un grand effort. On établissait, en somme, un système analogue à celui du cumul, que la plus grande partie de la doctrine avait accueilli, lors de la coexistence des lois de 1806 et de 1902.

La consécration légale de cette opinion, en affirmant la possibilité du cumul, semble ne pas avoir éteint l'éternelle controverse, mais seulement l'avoir atténuée et reculée dans le temps. Quelles œuvres relèvent de l'une ou l'autre loi ; la loi de 1909 donne une définition, celle de 1902 une énumération ? Déjà avant la réforme de 1909 les auteurs n'étaient point d'accord. Nous avons vu que les uns, faisant rentrer dans l'énumération de la loi de 1902 tous les dessins et modèles, considéraient la loi de 1806, comme abrogée tacitement, faute d'objet ; d'autres prétendaient que certains objets industriels étaient encore exclusivement protégés par la loi de 1806.

Le même problème ne se pose-t-il pas aujourd'hui encore ? Il ressort des termes mêmes de la loi de 1909 que celle-ci, au point de vue des dessins et modèles, est d'une application objective plus vaste que celle de 1902. Quelles œuvres jouiront du bénéfice de la protection des lois de 1902 et 1909 ? Quelles autres de-

vront se résigner à l'unique protection de celle de 1909 ?

La doctrine se divisera de nouveau sur cette question, et que doit-on attendre de la jurisprudence ! Sur quel criterium s'appuiera-t-on pour distinguer, en fait, les œuvres industrielles à protection double et à protection simple. Ne faut-il pas déjà entrevoir, instruit par l'expérience, les fantaisies les plus inattendues.

Un autre inconvénient de la législation nouvelle réside dans ce fait que jamais les tiers ne seront exactement renseignés sur l'étendue du droit privatif. Pour les œuvres à protection double, le droit privatif s'étend non seulement pendant 50 ans à dater du dépôt prévu par la loi de 1909, mais encore, aux termes de la loi de 1902 pendant toute la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort. Il peut donc se produire deux hypothèses.

La première est la plus curieuse. Puisque le dépôt (loi de 1909) marque le point de départ du droit privatif, il serait possible aux héritiers de l'auteur d'un dessin de prolonger le droit privatif à eux accordé par la loi de 1902, en effectuant le dépôt exigé par la loi de 1909 quelque temps avant l'expiration du droit qu'ils tirent de législation sur la propriété littéraire et artistique. Ainsi leur monopole pourrait encore être exercé pendant 50 années nouvelles. Cette situation qui se déduit logiquement des textes actuels, n'a pas

été envisagé dans les discussions préparatoires. Rien ne s'y oppose, quoiqu'il soit douteux que le législateur ait voulu reconnaître une telle faculté aux artistes.

La seconde hypothèse est plus réalisable. Elle est l'inverse de la situation précédente : la persistance du droit tssu de la loi de 1902 après l'extinction de celui qui dérive de la loi de 1909, Un pareil état de fait engendrera des conflits. Nous empruntons un exemple à M. Lucien Brun (1), « Prenons un fabricant de soieries qui a conçu un dessin, véritable œuvre d'art, qui l'a déposé et estime qu'il est protégé à la fois par les législations de 1902 et de 1909. Il pourra invoquer les deux lois. Pour une raison quelconque il s'appuie sur celle de 1909 et gagne son procès ; on déclare son adversaire contrefacteur. Au bout de 50 ans, de bonne foi, son concurrent s' imagine que le droit privatif est expiré et recopie le dessin qu'il croit tomber dans le domaine public. En vertu du cumul, la loi n'hésite pas à autoriser de nouveau une seconde poursuite » (2). Des tiers même auront pu voir dans les établissements où doivent être exposés les objets sur lesquels le droit privatif est expiré, le même dessin de soie ; très légitimement, malgré les « inscriptions » qui signaleront au public que ces œuvres peuvent en-

(1) Compte-rendu du Congrès St-Etienne p. 65.

(2) Cf. Opinion de M. Maillaud. Congrès St-Etienne p. 66.

core être soumises à la protection de la loi de 1793-1902, s'ils estiment que le dessin qu'ils veulent reproduire ne rentre pas dans ce cas, ils penseront être en droit de le copier et n'en seront pas moins menacés d'être déclarés contrefacteurs, si par la suite le créateur de l'œuvre faisait reconnaître en justice son droit à la protection de la propriété littéraire et artistique. Apprenant l'expiration du dépôt, les industriels seront naturellement portés à admettre que l'objet n'est plus soumis à aucun monopole.

Qu'on ne s'écrie pas, comme le fit Pouillet au congrès de Saint-Etienne, que ce sont là des hypothèses irréalisables. Au cours des discussions préparatoires, il semble que l'on n'ait envisagé que la situation dans laquelle se trouverait le créateur de dessin ou modèle, une fois les 50 ans de droit privatif écoulés. A cette époque, la réalisation pratique de telles hypothèses serait certainement moins fréquente. Mais le problème se posera en réalité bien plus tôt. Les effets du dépôt de la loi de 1909 peuvent expirer (et cela se produira souvent par suite de la rareté probable des prorogations) 5 ou 25 ans après sa date, c'est-à-dire à la fin de la première ou de la deuxième période de protection prévues par l'article 7. Malgré cette expiration, un retour heureux de la mode, une réclame opportune pourrait parfaitement remettre le dessin en vogue et décider son créateur qui a épuisé la protection de 1909 à utiliser celle de 1902.

∴

Un autre reproche qu'il est possible d'adresser aux rédacteurs de la loi nouvelle, c'est d'avoir conservé, même dans des limites restreintes, l'usage du dépôt secret. Si cette forme de dépôt avait sa raison d'être sous l'ancien Régime, il est douteux qu'elle l'ait encore aujourd'hui. En 1766, le dépôt sous pli cacheté était applicable aux modèles des fondeurs. L'arrêt du Conseil de 1767 sur les manufactures de soieries décidait aussi que la description du dessin de l'échantillon serait consigné sur les registres aux bureaux des communautés mais qu'elle ne serait jamais communiquée au public. Lorsque le dépôt réel remplaça ce dépôt par description, les fabricants obtinrent le correctif du secret « pour que les modèles d'un lieu de fabrique ne fussent pas pillés à l'autre bout du royaume ». A cette époque, ces mesures se justifiaient. On voulait moins assurer à l'auteur, qui n'a pas encore parfait son œuvre, qui a l'intention de l'améliorer ou qui attend ce moment opportun pour la lancer dans le commerce, la certitude de ne pas voir tout à coup ses expériences s'évanouir, parce qu'un concurrent malhonnête, ayant étudié, à son aise, le dessin publiquement exposé, en aurait tiré l'expression générale, tout en le modifiant dans ses détails pour éviter la poursuite en contrefaçon ; ce que l'on cherche avant tout, c'est aider, par ce système au

développement industriel, c'est obliger les dessinateurs, par l'interdiction de la copie, à créer toujours du nouveau. Dans le même but, on leur défendait même d'imiter les vieux dessins.

La loi de 1806, qui n'a guère innové, a conservé le dépôt secret qu'elle trouvait dans les usages. Pourtant, même dans cette législation, il serait logique que le dépôt fut public, puisqu'il a pour effet de conférer au déposant une présomption de propriété. Il aurait été juste que les concurrents, à qui un jour ou l'autre on opposera ce dépôt, le connaissent, qu'ils soient mis en garde contre des poursuites possibles.

Les rédacteurs de la loi nouvelle, convaincus par cet argument auraient volontiers abandonné le système du dépôt secret. Sur les réclamations que dans les congrès, les industriels firent entendre (1), ils renoncèrent seulement au secret absolu, tel qu'il était compris par la loi de 1806, mais laissèrent subsister, par esprit de transaction, le secret temporaire. « Si le déficit était immédiatement rendu public, écrivait le rapporteur, les créateurs de dessins et modèles voyaient leurs concurrents peu scrupuleux s'emparer aussitôt de leurs idées et les mettre à profit. Les productions nouvelles se caractérisent souvent par de menus détails; il suffit de légers changements pour

(1) Notamment au Congrès de St-Etienne. Cf. Rapp. de M. Maillard.

masquer une contrefaçon. Les efforts que font beaucoup d'industriels, notamment les fabricants de dentelles, de broderies, de tissus, pour dérober leurs dessins et modèles nouveaux pendant un certain temps, aux regards de leurs concurrents, ont leur raison d'être. Cependant, pour affirmer leur droit de priorité, il fallait qu'ils pussent se hâter d'effectuer leur dépôt ; de là l'idée de leur garantir le secret pendant plusieurs années. Le leur maintenir pendant toute la durée du dépôt, à perpétuité comme fait la loi de 1806, c'est exagéré et illogique ; mais le leur assurer pendant le temps indispensable, soit pour la mise en vente de leurs dessins nouveaux, soit pour l'attendre au besoin un retour de la mode, c'est équitable (1). Mais le principe de la temporanéité exigeait qu'on indiquât d'une façon exacte la durée du secret. Pour certaines industries, une année suffit, d'autres ne peuvent s'accommoder que d'une durée plus longue, deux, trois ans et même plus. Toujours, par esprit de transaction, la loi a prévu une période de secret de 5 ans.

Cette dissimulation des dessins nouveaux est-elle bien nécessaire ? Que craint-on ? La copie. Ce n'est pas le secret du dépôt qui peut l'éviter. C'est se leur-rer que d'en attendre une protection efficace de l'invention. Rien ne protège encore qu'une bonne loi et une prompte justice.

(1) Prache. Rapp. Ch. des Dép. p. 52.

Dans le système de la loi nouvelle, le secret sera même nuisible et les industriels se hâteront certainement d'en sortir. La preuve de la mauvaise foi du confacteur qui est exigée du créateur durant cette période n'est guère facile à administrer. Le défendeur prétendra son ignorance du dépôt et les tribunaux admettront son excuse.

Au point de vue du progrès industriel, on ne saurait prétendre que la publicité des dessins engendrerait la paresse générale en ouvrant à tous le trésor du domaine public où il suffirait de se donner la peine de copier. Un répertoire public de dessins est de nature à exciter l'esprit inventif, plutôt qu'à le paralyser.

..

C'est plus les erreurs de l'œuvre législative accomplie que les défauts de la loi que nous venons d'exposer. Le législateur a réalisé ce qu'il s'était promis de faire, un perfectionnement. Mais son idée n'en est pas moins critiquable.

Nous avons montré, maintes fois, au cours de cette étude que toutes les hésitations de la jurisprudence, prenaient leur source dans la coexistence de deux lois régissant les mêmes œuvres. Le législateur malgré cette constatation ne s'est pas décidé à l'unification ; il maintient une réglementation spéciale et complète pour les dessins et modèles. Malheureusement, parce-qu'il améliore un peu la protection, le système ajour-

nera sans doute pour longtemps la « Grande Réforme » que l'exposé des motifs de la loi nouvelle juge si désirable.

L'extension de la législation de 1793-1902 aux œuvres manifestant le moindre effort créateur, puisqu'il est unaniment admis aujourd'hui qu'il faut protéger l'art jusque dans ses manifestations les plus humbles, l'installation d'une organisation perfectionnée et facultative, permettant l'administration facile de la preuve de la priorité des créations, tels sont les principes fondamentaux d'une législation meilleure des dessins et modèles.

Si l'on en juge par les protestations souvent injustifiées, que l'annonce d'une telle réforme a soulevées dans les congrès industriels, il est à craindre que le légiste ne nous l'offre pas de sitôt.

Et cette phrase que Renouard écrivait en 1839, nous semble emplie d'une attristante ironie : « Il serait facile de régler en un petit nombre d'articles, les privilèges sur les dessins de fabrique... »

Vu :

le Président et Doyen.

M. LYON-CAEN.

Vu

et permis d'imprimer
le Vice Recteur
de l'Académie de Paris.
L. LIARD.

APPENDICE

Texte de la loi du 14 juillet 1909

Art. 1^{er}. — Tout créateur d'un dessin ou modèle et ses ayants cause, ont le droit exclusif d'exploiter, vendre ou faire vendre ce dessin ou modèle, dans les conditions prévues par la présente loi, sans préjudice des droits qu'ils tiendraient d'autres dispositions légales et notamment de la loi des 19-23 juillet 1793, modifiée par la loi du 11 mars 1902.

Art. 2. — La présente loi est applicable à tout dessin nouveau, à toute forme plastique nouvelle, à tout objet industriel qui se différencie de ses similaires, soit par une configuration distincte et reconnaissable lui conférant un caractère de nouveauté, soit par un ou plusieurs effets extérieurs lui donnant une physionomie propre et nouvelle.

Mais, si le même objet peut être considéré à la fois comme un dessin ou modèle nouveau et comme une invention brevetable et si les éléments constitutifs de la nouveauté du dessin ou modèle sont inséparables de ceux de l'invention, ledit objet ne peut être protégé que conformément à la loi du 5 juillet 1844.

Art. 3. — Les dessins ou modèles régulièrement déposés jouissent seuls du bénéfice de la présente loi.

La propriété d'un dessin ou modèle appartient à celui qui l'a créé ou à ses ayants droit ; mais le premier déposant dudit dessin ou modèle est présumé, jusqu'à preuve du contraire, en être le créateur.

La publicité donnée à un dessin ou modèle, antérieurement à son dépôt, par une mise en vente ou par tout autre moyen, n'entraîne la déchéance ni du droit de propriété ni de la protection spéciale accordée par la présente loi.

Art. 4. — Des décrets spéciaux à certaines industries pourront prescrire les mesures nécessaires pour permettre aux industriels de faire constater leur priorité d'emploi d'un dessin ou modèle, notamment par la tenue de registres privés soumis à l'estampille administrative.

Art. 5. — Le dépôt est effectué, sous peine de nullité, au secrétariat du Conseil de prud'hommes ou, à défaut du Conseil de prud'hommes, au greffe du tribunal de commerce du domicile du déposant.

Lorsque le domicile du déposant est situé hors de France, le dépôt est effectué, sous peine de nullité, au secrétariat du Conseil de prud'hommes du département de la Seine.

La déclaration de chaque dépôt est transcrite sur un registre avec la date, l'heure du dépôt et un numéro d'ordre ; un certificat de dépôt reproduisant ces mentions est remis au déposant.

Le dépôt comporte, sous peine de nullité, deux exemplaires identiques d'un spécimen ou d'une représenta-

tion de l'objet revendiqué, avec légende explicative si le déposant le juge nécessaire, le tout contenu dans une boîte hermétiquement fermée et sur laquelle sont apposés le cachet et la signature du déposant, ainsi que le sceau et le visa du secrétariat du greffe, de telle sorte qu'on ne puisse l'ouvrir sans faire disparaître ces certifications.

Le même dépôt peut comprendre de 1 à 100 dessins ou modèles qui doivent être numérotés du premier au dernier. Les dessins ou modèles non numérotés ou portant des numéros répétés ou au-delà de 100 ne seront pas considérés comme valablement déposés au regard de la présente loi.

Art. 6. — La boîte déposée peut rester au secrétariat ou au greffe pendant une période de cinq années au maximum ; aussi longtemps qu'elle y est laissée, le dépôt des objets qu'elle renferme demeure secret.

Le déposant ou ses ayants cause peuvent toujours, dès le début comme au cours de la susdite période, requérir la publicité du dépôt, soit à l'égard de tous les objets compris dans la boîte, soit seulement à l'égard de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

Le déposant ou ses ayants droit, lorsqu'ils veulent opposer le dépôt au tiers, doivent requérir l'ouverture de la boîte scellée, en faire extraire l'objet ou les objets au sujet desquels ils entendent engager une instance judiciaire et demander la publicité du dépôt au regard des dits objets.

Lorsque la publicité du dépôt d'un dessin ou modèle est requise par le déposant ou ses ayants cause, la boîte déposée est adressée à l'office national qui procède à l'ouverture de la dite boîte, prélève les deux exemplaires du dessin ou modèle, constate l'identité de ces deux exemplaires, fait reproduire par un procédé photographique l'un d'eux qui sera destiné à être communiqué aux tribunaux, s'il y a lieu, tandis que l'autre exemplaire demeurera à l'office où il sera communiqué dans les conditions déterminées par le règlement prévu à l'article 15 ci-après.

Les autres objets contenus dans la boîte et pour lesquels la publicité n'est pas requise sont remis sous scellés avec certification à l'appui.

Une épreuve de la reproduction du dessin ou modèle rendu public, avec copie de la légende et les explications nécessaires pour compléter ladite reproduction, est mise à la disposition du public à l'office national.

Des épreuves portant également copie des mentions explicatives et de la déclaration du dépôt, seront délivrées, moyennant une taxe, au déposant qui en fera la demande ou à ses ayants cause, ainsi qu'à toute partie engagée dans une contestation judiciaire relative au dessin ou modèle.

Art. 7. — La durée totale de la protection, accordée par la présente loi au dessin ou modèle déposé, est, sous la réserve et les conditions ci-après indiquées, de cinquante ans à partir de la date du dépôt.

A l'expiration de la période des cinq premières années, pendant laquelle le dépôt peut rester au secrétariat ou au greffe, la boîte, renfermant sous scellés les objets pour le dépôt desquels la publicité n'a pas été requise avant ce terme, est restituée au déposant sur sa demande.

S'il veut maintenir son dépôt, soit au regard de tous les objets contenus dans la boîte, soit seulement au regard de l'un ou de plusieurs d'entre eux, le déposant doit, avant l'expiration des susdites cinq années, requérir le maintien de ce dépôt, soit avec la publicité prévue à l'alinéa 4 de l'article 6, soit sous la forme secrète pour chacun des dits objets.

La boîte scellée est adressée à l'office national qui procède à son ouverture et en extrait les objets pour lesquels le maintien du dépôt a été demandé ; il donne à chacun de ceux pour lesquels elle a été requise la publicité prévue aux alinéas 4 et 6 de l'article 6, met sous une enveloppe fermée et scellée avec certification à l'appui les deux exemplaires de chacun de ceux pour lesquels le maintien du secret a été requis et laisse les autres objets dans la boîte à nouveau close et scellée comme il est prescrit à l'alinéa 5 de l'article 6, en prévision de la restitution qui peut être réclamée en vertu de l'alinéa 2 du présent article.

Le dépôt ainsi maintenu à l'office national, soit avec publicité, soit à couvert, prend fin vingt-cinq ans après la date de son enregistrement au secrétariat ou au greffe si, avant l'expiration dudit délai, le déposant n'en a pas

demandé la prorogation pendant une nouvelle période de vingt-cinq ans.

Au début de cette nouvelle période, le dépôt conservé, sous la forme secrète, à l'office national, reçoit, par les soins de celui-ci, la publicité prévue aux alinéas 4 et 6 de l'article 6 si elle ne lui a pas déjà été demandée au cours de la seconde période.

Art. 8. — Au moment où les dépôts s'effectuent, il est versé au secrétariat du Conseil ou au greffe du tribunal une indemnité de 3 fr. 95 par dépôt, plus 5 centimes par objet déposé. Sont compris dans la susdite indemnité l'allocation prévue par l'article 58 de la loi du 29 mars 1907 et les frais de timbre.

Lorsque, soit au cours, soit à la fin de la première période, la publicité du dépôt est requise, il est payé une taxe de 30 fr. par chacun des objets qui, sur la demande du déposant, sont extraits de la boîte scellée et conservés, avec publicité, par l'office national, conformément aux dispositions de l'alinéa 4 de l'article 6 ; la taxe est de 5 fr. par chacun des objets que l'office, sur la demande du déposant, garde en dépôt sous la forme secrète.

La prorogation d'un dépôt, à l'expiration des vingt-cinq premières années, est subordonnée au paiement d'une nouvelle taxe dont le montant est de 50 fr. par chacun des objets qui demeurent protégés, si le dépôt a été rendu public et de 75 fr. s'il est resté jusqu'alors secret.

Art. 9. — Lorsque la publicité d'un dépôt ou que son maintien avec ou sans publicité n'ont pas été demandés avant le terme prescrit de cinq années et que, à l'expiration de ce délai, la boîte scellée n'a pas été réclamée, les scellés sont ouverts et les objets renfermés dans la boîte sont transmis aux établissements qui auront été désignés, à cet effet, par décret.

Sont également remis aux dits établissements : après vingt-cinq ans, les objets pour lesquels aucune prorogation de dépôt n'a été requise ; après cinquante ans, ceux dont le dépôt a été prorogé.

Les objets que les établissements sus-indiqués auront jugés dignes d'être conservés seront exposés ou communiqués au public ; sur chacun d'eux seront mentionnés les nom, prénoms, qualité et domicile du déposant ainsi que la date du dépôt. Des inscriptions signaleront au public que ces renseignements sont donnés aux intéressés pour les inviter et les aider à rechercher si le droit exclusif de reproduire ceux de ces objets qui constituent des dessins ou des sculptures, au sens purement technique de ces mots, est encore garanti par la loi du 19-24 juillet 1793, modifiée par la loi du 11 mars 1902.

Art. 10. — Toute atteinte portée sciemment aux droits garantis par la présente loi est punie d'une amende de 25 à 2.000 francs.

Dans le cas de récidive, ou si le délinquant est une personne ayant travaillé pour la partie lésée, il est prononcé, en outre, un emprisonnement d'un mois à six mois.

Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu dans les cinq années antérieures une première condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Les coupables peuvent, en outre, être privés pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, du droit d'élection et d'éligibilité pour les tribunaux et chambre de commerce, ainsi que pour les conseils de prud'hommes.

Art. 11. — Les faits antérieurs au dépôt ne donnent ouverture à aucune action dérivant de la présente loi.

Les faits postérieurs au dépôt, mais antérieurs à sa publicité ne peuvent donner lieu, en vertu du précédent article, à une action, même au civil, qu'à la charge par la partie lésée d'établir la mauvaise foi de l'inculpée.

Aucune action, pénale ou civile ne peut être intentée, en vertu du même article, avant que le dépôt n'ait été rendu public.

Lorsque les faits sont postérieurs à la publicité du dépôt, leurs auteurs peuvent exciper de leur bonne foi, mais à la condition d'en rapporter la preuve.

La confiscation, au profit de la partie lésée, des objets portant atteinte aux droits garantis par la présente loi est prononcée, même en cas d'acquiescement.

Le tribunal, en cas de condamnation, peut en outre prononcer la confiscation des instruments ayant servi spécialement à la fabrication des objets incriminés.

Art. 12. — La partie lésée peut, même avant la publicité du dépôt, faire procéder par tous huissiers, à la des-

cription détaillée, avec ou sans saisie, des objets ou instruments incriminés, en vertu d'une ordonnance rendue par le président du tribunal civil dans le ressort duquel les opérations devront être effectuées sur simple requête, production du certificat de dépôt et récépissé des taxes prévues à l'article 8.

Le président a la faculté d'autoriser le requérant à se faire assister d'un officier de police ou du juge de paix du canton et d'imposer au requérant un cautionnement que celui-ci est tenu de consigner avant de faire procéder à l'opération ; ce cautionnement est toujours imposé à l'étranger qui requiert la saisie.

Copie est laissée aux détenteurs des objets décrits tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie à poursuivre, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts.

Art. 13. — Le bénéfice de la présente loi s'applique aux dessins et modèles dont les auteurs ou leurs ayants cause sont Français ou domiciliés en France, ou ont en France des établissements industriels ou commerciaux, ou sont, par leur nationalité, leur domicile ou leurs

établissements industriels ou commerciaux, ressortissant d'un Etat qui assure la réciprocité, par sa législation intérieure ou ses conventions diplomatiques, pour les dessins et modèles français.

Art. 14. — La présente loi entrera en vigueur six mois après sa promulgation.

A dater de cette époque, les dépôts antérieurs qui seraient encore valables d'après la législation précédente seront soumis aux dispositions de la présente loi ; les dépôts à perpétuité cesseront d'être valables cinquante ans après sa mise en vigueur ; les dépôts fait pour cinq ans au moins pourront être renouvelés dans les conditions prévues par la présente loi, avant l'expiration du délai pour lequel ils ont été effectués.

Les déposants ou leurs ayants cause auront la faculté de réclamer soit la restitution, soit l'ouverture et la publicité de leurs dépôts antérieurs, dans les conditions prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 7, avec faculté de faire établir un duplicata du dépôt.

Art. 15. — Un règlement d'administration publique fixera la matière, les dimensions, le poids, le mode de fermeture de la boîte à déposer, la formule de la déclaration, les conditions d'ouverture et de publicité du dépôt, les conditions dans lesquelles se feront la restitution au déposant après la première période, la communication de l'exemplaire destiné aux tribunaux et sa réintégration à l'office national, la taxe afférente aux mesures transitoires prévues par l'alinéa 3 de l'article 11 et toutes autres

dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Les taxes prévues par la présente loi, à l'exception de l'indemnité visée par le paragraphe 1^{er} de l'article 8, seront perçus par le conservatoire national des arts et métiers pour le service de l'office national de la propriété industrielle.

Art. 16. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

Art. 17. — Sont abrogés les articles 15 à 19 de la loi du 18 mars 1806 et toutes autres dispositions contraires à la présente loi relative aux dessins et modèles de fabrique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

La formation historique de la législation des dessins et modèles

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME

Le développement de l'Industrie lyonnaise	11
Sa protection. Les Ordonnances royales. La réglementation s'adapte à l'évolution industrielle et atteint le « dessin »	12
L'arrêt du Conseil du Roi du 14 juillet 1787	13
Sens de la protection dans l'ancien droit	17

CHAPITRE II

LA LOI DES 19-24 JUILLET 1793

Son origine, sa substance	19
Son application aux dessins et modèles : thèse affirmative, thèse négative	21
Conclusion.	24

CHAPITRE III

LA LOI DU 18 MARS 1886

Historique.	26
§ 1. — Caractères de la loi de 1806	27
1° Ses dispositions protectrices	28

	Pages
2° Son rôle accessoire par rapport à la loi du 19-24 juillet 1793	28
§ 2. — Ses extensions successives	30
1° Le domaine d'application de la loi de 1806 s'étend avec le développement de l'institution des prud'hommes	31
2° Extension de la loi à tous les dessins, quel que soit l'objet auquel ils s'appliquent	31
3° L'application de la loi est étendue aux circons- criptions dépourvues de conseil de prud- hommes	34
4° Extension de la loi aux modèles de fabrique, dessins en relief	36
§ 3. — Critique du système de 1806	38
1° Critérium de distinction entre la loi de 1806 et celle de 1793	38
2° Incohérence jurisprudentielle	40

CHAPITRE IV

LA LOI DU 11 MARS 1902

Historique	44
Innovations de la loi de 1902	49
Difficultés d'application. L'appréciation du mérite de l'œuvre	51
Sort de la loi de 1806 après la réforme de 1902	54
1° Thèse d'abrogation tacite	54
2° Thèse de la survie.	56
a) Système de l'option	57
b) Système du cumul	57
3° Conclusion. Explication de la coexistence des lois de 1806 et 1902 par la possibilité de domaines différents d'application.	60

DEUXIÈME PARTIE

Page:

Le régime actuel. La loi du 14 juillet 1909

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ D'UNE LOI NOUVELLE SUR LES DESSINS ET MODÈLES

§ 1. — Etat de la législation après 1902	65
§ 2. — Inconvénients de la législation de 1902	70
1° Le dépôt de la loi de 1793. Il ne s'applique pas aux dessins et modèles	71
2° Le dépôt de la loi de 1906. La Jurisprudence exige un dépôt préalable à toute exploitation, sous peine de déchéance du droit	73
3° Critique de ce système.	75
§ 3. — Préludes de la réforme	77
1° Projets divers	77
2° La réforme rationnelle	78
3° Caractère transactionnel de la loi du 14 juillet 1909.	79
4° Point de vue international	80

CHAPITRE II

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI DU 14 JUILLET 1909

§ 1. — Limitation de la portée de la loi de 1909, par rapport à la loi de 1844 sur les brevets d'in- vention	82
§ 2. — Limitation de la portée de la loi de 1909, par rapport à la loi de 1793 modifiée sur la propriété littéraire et artistique.	86

CHAPITRE III

ANALYSE DES DROITS DU « CRÉATEUR »

§ 1. — Nature du droit d'auteur.	92
1° L'œuvre, conception intellectuelle; l'œuvre réa- lisée.	93
Marquis.	13

	Pages
2° Sur quoi peut porter le droit d'auteur.	94
3° A quel moment est-il tangible juridiquement	95
4° Application des principes généraux aux dessins et modèles	96
§ 2. — Droits accordés au « créateur » de dessins ou modèles	97
1° Exploitation exclusive.	98
2° Cession du droit. Ses formes.	98
§ 3. — Limitation dans le temps de ces droits	102
1° Solution de la loi de 1806 ; le système de la perpétuité	102
2° Solution de la loi de 1909 ; le système de la durée limitée.	103
3° Point de départ de la protection	106
§ 4. — Du bénéficiaire des droits	108
1° La controverse sur le mot « fabricant » de la loi de 1806.	108
2° Effets de la substitution du mot « créateur » dans la loi de 1909	110
3° Droits des étrangers	112

CHAPITRE IV

DES OBJETS SUR LESQUELS PORTE LE DROIT D'AUTEUR

§ 1. — Solution de la loi de 1806	113
Oeuvre de la Jurisprudence, relativement à la détermination des caractères du dessin ou modèle de fabrique	115
§ 2. — Solution de la loi de 1909	122
1° La définition du dessin ou modèle, son analyse.	123
2° Objets protégés, le dessin, la forme plastique, l'objet industriel	124
3° Généralité des termes de la loi ; articles de mode	127

	Pages
§ 3. — Élément constitutif du droit : la nouveauté . . .	128
1° Caractère relatif de la nouveauté	128
2° Individualisation nécessaire et suffisante de l'œuvre	129
3° Application nouvelle d'un dessin connu . . .	131
Système de la loi de 1806	131
Solution de la loi de 1909	132

CHAPITRE V

DE L'ORGANISATION DE LA PREUVE : LE DÉPÔT

§ 1. — Formes du dépôt	135
§ 2. — Durée du dépôt ; taxes	141
§ 3. — Du lieu du dépôt ; du déposant	144
§ 4. — Effets du dépôt	145
1° Système de la loi de 1806	146
2° Système de la loi de 1909	147

CHAPITRE VI

ATTEINTES A LA PROPRIÉTÉ DES DESSINS ET LEUR RÉPRESSION

§ 1. — De la contrefaçon, faits constitutifs de contre- façon	151
§ 2. — Répression de la contrefaçon	157
1° Pénalités	157
2° Exercices des actions en contrefaçon	158
a) Système de la loi de 1806 ; appréciation . .	158
b) Système de la loi de 1909	159
1° Faits antérieurs au dépôt ; jeu de l'art. 1832 du Code civil	160
2° Faits postérieurs au dépôt, mais antérieurs à sa publicité	162
3° Faits postérieurs à la publicité du dépôt .	162

§ 3. — Constatation de la contrefaçon	163
1 ^o Procédure	163
2 ^o Compétence	165
3 ^o Nullités et déchéances	166

CHAPITRE VII

Critique et conclusion	168
----------------------------------	-----

APPENDICE

Téxte de la loi du 14 juillet 1909. ,	179
---	-----

